



LA MÉTÉO: RISQUE D'ORAGE EN MATINÉE, DÉGAGEMENT, VENTS MODÉRÉS. MINIMUM: 10°, MAXIMUM: 21°. DEMAIN: NÉBULOSITÉ CROISSANTE. DÉTAILS PAGE A 2

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
28 SUCCURSALES 336-5330

MONTREAL, SAMEDI 25 MAI 1985, 101^e ANNÉE, N° 213, 236 PAGES, 15 CAHIERS

1\$

POUR ÉTABLIR UNE USINE D'ASSEMBLAGE Québec offre d'investir dans AMC-Renault

■ PARIS — Le gouvernement du Québec a officiellement invité le consortium AMC-

YVON LABERGE
envoyé spécial de LA PRESSE

Renault à installer au Québec une usine d'assemblage — tout au moins de sous-assemblage — pour laquelle Québec est disposé à souscrire, selon des renseignements obtenus à Québec,

le tiers du capital, sur le modèle de sa participation dans l'aluminerie de Pechiney.

Le ministre des Finances, M. Yves Duhaime, qui accompagne le premier ministre Lévesque en visite officielle en France, a déclaré hier que les pourparlers à ce propos vont bon train avec le gouvernement français, ainsi qu'avec le président de Renault de France, M. Georges Besse,

qu'il a rencontré d'ailleurs encore une fois hier soir.

La Régie Renault de France, une entreprise propriété du gouvernement français, détient 46 p. cent des actions du groupe AMC et, à ce titre, occupe une place importante dans la prise de décision du consortium franco-américain.

« Si ça peut aider, et si AMC-Renault veut bien nous faire une

place, nous sommes prêts à investir dans le capital de risque et dans le financement de la dette à long terme », a dit hier M. Duhaime à l'issue de la conférence de presse des premiers ministres français et québécois, MM. Laurent Fabius et René Lévesque, à l'Hôtel Matignon.

« Cependant, le Québec exige pour contrepartie que ses inves-

voir QUÉBEC en A 2



En compagnie de M. Laurent Fabius (à gauche), premier ministre de France, M. René Lévesque a répondu hier aux questions des journalistes lors d'une conférence de presse à l'Hôtel Matignon. photolaser AP

« CE PROJET EST DEVENU UN MARASME » Les jeunes boudent ONET 85

■ Rien ne va plus à ONET 85, l'opération de nettoyage des berges du Saint-Laurent.

RONALD WHITE

Jusqu'à maintenant, seulement un nombre infime d'étudiants se sont inscrits comme participants.

D'autre part, des dissensions internes s'ajoutent au manque d'enthousiasme des jeunes.

Le personnel du bureau régional de Montréal vient d'ailleurs

d'être congédié par les responsables d'ONET.

« Ce projet devait être une fête pour des milliers de jeunes et maintenant, c'est devenu un marasme », a déclaré hier après-midi le responsable du projet, M. Yves Blanchette.

Il a reconnu les graves difficultés que traverse l'opération de nettoyage, dont la survie semble compromise.

Malgré une campagne de recrutement menée dans 150 écoles de Montréal et touchant un

bassin d'environ 150 000 jeunes, seulement 150 étudiants de la métropole se sont inscrits à ONET. En quatre semaines de recrutement à travers la province, le nombre total d'inscrits n'atteint pas 2 000.

Les organisateurs souhaitaient à l'origine attirer quelque 100 000 jeunes pour nettoyer les berges du fleuve Saint-Laurent à la fin de juillet. L'hiver dernier, ils ont revu ces précisions à la baisse, prévoyant recevoir 50 000 personnes. Hier, M. Blanchette

ne parlait de regrouper que 20 000 étudiants.

À la lumière des événements des derniers jours, les gouvernements fédéral et provincial, dont l'apport financier est vital à la survie d'ONET, se montrent prudents. « Le Secrétariat d'État à la jeunesse négocie avec les dirigeants d'ONET mais pour le moment, nous n'avons assigné aucune somme au projet », a déclaré hier M. Daniel Cahier,

voir ONET 85 en A 2



Une quarantaine de personnes s'activaient cette semaine à l'ancien pavillon de la France, rebaptisé le Palais de la civilisation, à tout mettre en place pour l'exposition de Ramsès II et son temps, qui ouvrira ses portes le 1er juin pour une durée de quatre mois. Ainsi M. Rawdi, un expert égyptien venu ici spécialement pour l'occasion, a examiné chacune des 72 pièces uniques afin de vérifier si le transport ne les avait pas abîmées. Dans son édition du lundi 27 mai, LA PRESSE publiera un cahier spécial de huit pages grand format sur l'exposition de Ramsès II à Montréal.

CONTRE LE GOUVERNEMENT MINORITAIRE DE MILLER

Le NPD s'allie aux libéraux

■ TORONTO (d'après PC) — Le chef du Nouveau parti démocratique en Ontario, M. Bob Rae, a annoncé, hier, que son caucus de 25 membres se joindra à l'opposition libérale pour s'opposer au nouveau gouvernement minoritaire et tenter ainsi de mettre fin à 42 années de règne conservateur.

M. Rae a fait cette déclaration au cours d'une conférence de presse qui a suivi une rencontre de quatre heures avec son caucus et des membres de l'exécutif du parti.

Cette rencontre des membres du caucus du NPD avait été précédée d'un ultime tête-à-tête entre MM. Rae et Frank Miller, le premier ministre ontarien. Celui-ci n'a cependant pas pu convaincre le NPD de s'allier avec

les conservateurs, qui gouvernent l'Ontario depuis 1943.

« Le NPD veut maintenant concentrer ses efforts sur une entente avec le Parti libéral, une entente qui rendra possible la formation d'un nouveau gouvernement en Ontario », a dit M. Rae au cours de la conférence de presse.

Ainsi, le destin du gouvernement conservateur minoritaire de Frank Miller repose maintenant entre les mains du lieutenant-gouverneur John Aird.

Le premier ministre Miller avait déclaré que les travaux parlementaires reprendraient le 4 juin avec la lecture du discours du trône. Cela signifie que les libéraux et les néo-démocrates

voir NPD en A 2



OSM: un 15e enregistrement

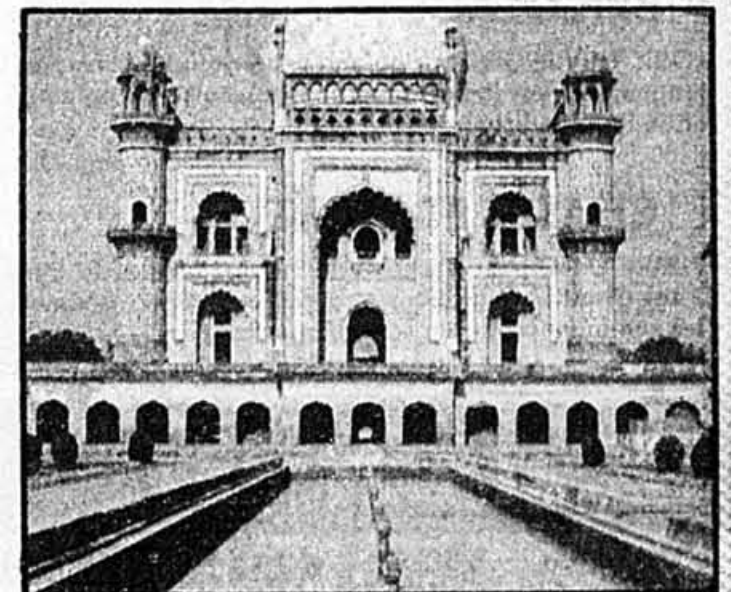
En cinq ans, l'association de l'OSM et de son chef, Charles Dutoit, avec une compagnie de disques a donné lieu à 15 enregistrements, dont le plus récent propose la *Symphonie fantastique*, de Berlioz, que l'on reconnaît sur ce dessin. D'ici à un an, deux autres disques de l'OSM seront sur le marché.

page E 1



Le Mile-End renaît

Une nouvelle race de promoteurs, qui comprend des jeunes hommes de diverses professions, s'affaire à transformer le Mile-End, ce quartier de Montréal dont la rue Saint-Laurent est l'axe principal. Sur cette rue, entre Laurier et Saint-Viateur, les transactions ont été nombreuses au cours des dernières années. À lire dans LA PRESSE / PLUS



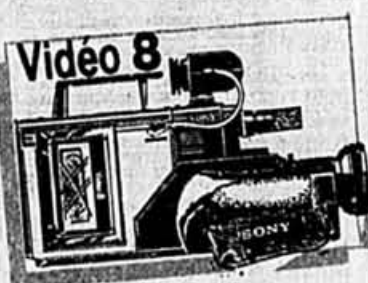
Après le choc, la séduction

Après le choc initial, l'Inde finit par exercer sa séduction sur le voyageur. Mais, comme le note François Trépanier, à l'aube de l'an 2000, il est étonnant, pour les « matérialistes barbares » que sont les Occidentaux, de constater le respect qu'inspire toujours la vache sacrée au pays des gurus.

page X 1

SOMMAIRE

Annonces classées	G 11,	Horoscope.....	H 2
— Habitat.....	H 1 à H 14	Jardinage.....	D 6
— D 1 à D 14		Le monde.....	A 14
Arts et Spectacles..	E 1 à E 19,	Loteries — résultats.....	A 15
	F 1, F 2	Maisons d'enseign.:.....	C 9
— Horaires.....	E 14	Mots croisés.....	H 7, H 12
Bandes dessinées.....	X 13	« Mot mystère ».....	H 9
Bricolage.....	D 8	Quoi faire.....	E 20
Bridge.....	Z 6	Restaurants.....	F 1 à F 6
Carrières et profess.	Y 1 à Y 8,	Sciences.....	C 10
	Z 1 à Z 5	Sports.....	C 1 à C 8
Décès, naissances, etc. ..	C 11	— Chasse et pêche.....	C 5
Économie.....	G 1 à G 11	Télévision.....	F 3
Êtes-vous observateur?	H 4	Timbres.....	Z 6
FEUILLETON.....	D 16	Vacances-voyage.....	X 1 à X 12
« Génies en herbe ».....	X 13	Vivre aujourd'hui.....	B 1 à B 3



NOUVEAUTÉS
SONY
SONY CRÉE L'AVENIR
NOUS LE VENDONS AUJOURD'HUI...
À DES PRIX D'NIER!

Dumoulin
783, Mistral (coin 8250, St-Hubert) 388-4777
SPEC
À DEUX PAS DU METRO JARDIN
À DEUX PAS DU METRO POLYAN

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUES

LYSIANE GAGNON: En féminisme comme dans d'autres idéologies, la recherche de l'égalité absolue peut parfois devenir ridicule et même nuisible.

page A 7

JACQUES BOUCHARD: Avec la décision de l'ex-ministre Jacques Léonard de quitter son siège de Labelle, les rumeurs d'élections générales au printemps de 1986 repartent de plus belle.

page A 8

PLEINS FEUX

MICHEL VASTEL: Le ministre des Finances Michael Wilson pense que son budget représente le plus audacieux pari qu'un gouvernement fédéral ait jamais fait sur le secteur privé canadien.

page A 7

JEAN-PIERRE BONHOMME: À Longueuil, où le Bureau d'audiences publiques du Québec étudie le projet d'implantation de l'intercepteur des eaux usées, « l'esprit de l'ingénierie » et « l'esprit de la biologie » s'affrontent.

page A 9

DENIS MASSE: Si un autre des projets du maire Drapeau se concrétise, les Montréalais pourront voir en 1987 une riche collection des trésors des Thraces.

page A 9

CLAUDE-V. MARSOLAIS: Plus jeune récipiendaire du prix remis aux plus doués des finissants des collèges classiques, en 1950, André Saumier devient, 35 ans plus tard, président de la Bourse de Montréal.

page A 8

PIERRE VENNAT: Lors des élections partielles du 3 juin prochain, on pourrait avoir droit aux affrontements de style traditionnel qui opposaient, après la Révolution tranquille, les libéraux à l'Union nationale.

page A 8

ARTS ET SPECTACLES

GILLES NORMAND: C'est un joyeux problème que de devoir recruter 40 enfants pour le tournage d'un film, « La vraie histoire de la grande peur de Michel », en l'occurrence.

page E 1

SCIENCES

PIERRE VINCENT: Une entrevue avec Karel Velan, qui a sa petite idée sur la Big Bang, et une discussion sur les troubles du sommeil.

page C 10

VIVRE AUJOURD'HUI

MARTHA GAGNON: Pendant que Johanne Vaillancourt tient son salon de coiffure pour hommes, Robert Thibeault poursuit son rêve chinois et Benoît Ricard ainsi que Benoît Couillard planent dans les hauteurs.

page B 1

BRICOLAGE

LOUIS THIVIERGE: Pour qu'une belle clôture le demeure longtemps il est important d'en bien choisir les poteaux et de les bien fichier dans le sol.

page D 8

CHASSE ET PÊCHE

PIERRE GINGRAS: Michel Van Havre, auteur du livre « Les Grandes Migrations », aurait eu intérêt à soumettre son manuscrit à un scientifique consciencieux.

page C 5

DEMAIN

Après bien des tentatives pour le faire revivre sur le plan professionnel, le sport de la crosse connaît un autre creux de vague. Pourtant, il était une époque où il occupait une place de choix dans le cœur des amateurs de sport de Montréal. C'est cette époque que LA PRESSE d'autrefois vous propose de revivre brièvement par l'image et par le texte.

Notre journaliste Huguette Roberge a rencontré Mme Sylvia Gold, la présidente du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Ses priorités sont l'emploi, l'éducation, les pensions et la santé des femmes. Elle lui explique pourquoi et comment elle compte les réaliser.

La Quotidienne à trois chiffres **480** à quatre chiffres **6274**

LA MÉTÉO

AUJOURD'HUI: Min.: 10° Max.: 21°
AVERSÉS.
DEMAIN: ENNUAGEMENT.

Québec	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	4	15	Ensoleillé
Outaouais	10	21	Averses
Laurentides	9	18	Ensoleillé
Cantons de l'Est	10	21	Averses
Mauricie	8	16	Averses
Québec	10	21	Averses
Lac-Saint-Jean	9	18	Averses
Rimouski	8	17	Averses
Gaspésie	7	15	Averses
Baie-Comeau	8	17	Averses
Sept-Îles	5	12	Pluie

États-Unis	Min.	Max.	Min.	Max.	
Boston	11	17	N.-Orléans	19	26
Buffalo	9	23	Pittsburgh	9	18
Chicago	7	23	S. Francisco	12	21
Miami	27	32	Washington	14	20
New York	13	19	Dallas	14	28

les capitales	Min.	Max.	Min.	Max.	
Amsterdam	9	17	Madrid	9	24
Athènes	19	31	Moscou	11	13
Acapulco	24	35	Mexico	9	27
Berlin	8	18	Oslo	4	10
Bruxelles	10	18	Paris	9	18
Buenos Aires	9	17	Rome	9	25
Copenhague	5	20	Stockholm	14	23
Genève	5	20	Stockholm	11	11
Hong Kong	26	29	Taipei	19	23
La Côte	22	32	Trinidad	27	30
Libonne	10	18	Vienne	9	22
Londres	11	16			

Un Hell's devra répondre à 23 chefs d'accusation pour usage de « faux »

■ Michel « Jiks » Genest, 27 ans, un ancien membre du chapitre lavallois des Hell's Angels qui avait décidé de rejoindre le groupe de Sorel avant d'être arrêté le 16 avril dernier, doit maintenant faire face à 23 chefs d'accusation pour usage de « faux ».

ANDRÉ PÉPIN

Il est soupçonné d'avoir imité la signature de son ami Laurent Viau, un autre membre des Hell's qui l'on croit assassiné, pour s'emparer de \$1 684 dans son compte bancaire. Genest devra comparaître à Montréal dès lundi, a-t-on précisé hier à la Sûreté du Québec. Les policiers de la Sûreté du Québec enquêtent depuis plusieurs mois déjà sur la disparition de six membres des Hell's Angels du chapitre de Laval. La

division des crimes économiques a été mise à contribution dans cette affaire, ce qui aurait permis aux enquêteurs de mettre la main sur des chèques compromettants sur Genest. Genest avait été arrêté à Sainte-Marthe-sur-le-Lac, le 16 avril dernier, au moment où il s'appretait à quitter la région pour rejoindre le groupe de Sorel, quelques semaines après le terrible carnage qui aurait coûté la vie à six de ses compagnons. Cette guerre interne, sanglante, aurait forcé Genest à se rallier au groupe de Sorel.

Le compte bancaire de Viau a été vidé après sa disparition. Viau était un membre influent de l'organisation lavalloise. Les Hell's, toujours soucieux de brouiller leurs pistes pour éviter la police, ont longtemps laissé croire que Viau était le chef de

leur bande, mais la présente enquête a permis de déterminer qu'il en était le secrétaire. Le chef lavallois, selon les informations recueillies par la police, était Guy Adam, lui aussi porté « disparu ».

Des renseignements

Les policiers espèrent maintenant que les accusations portées contre Genest leur permettront d'obtenir des informations importantes qui pourraient leur permettre d'éclaircir la disparition de six motards. L'enquête, menée dans un bastion des Hell's à Lennoxville, le mois dernier, a soulevé la colère de ces derniers. Les policiers avaient retrouvé dans les Martimes les motocyclettes des « disparus » et croyaient pouvoir retrouver leurs ossements dans les Cantons de l'est.

Les Hell's ont vivement protesté contre les méthodes utilisées par la SQ dans cette affaire. Dans une longue lettre non signée mais affichant leur sigle, ils ont fait savoir à LA PRESSE qu'ils se sentaient harcelés par la police. Selon le groupe, la SQ s'est servi d'eux pour faire bonne figure devant le gouvernement durant les négociations tapageuses qui opposaient les policiers et leur employeur.

Les motards croient de plus que les policiers ont voulu distraire l'opinion publique en y allant d'un gros « show » sur leur organisation pendant qu'à Sorel, la Commission de police se penchait sur les activités douteuses de la police locale. Depuis la purge qui a décimé le groupe de Laval, aucun membre des Hell's Angels n'a encore brisé la consigne du silence.

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE A 1

tissements donnent des retombées économiques et que des emplois y soient créés», a ajouté M. Duhaime. Cela pourrait tout aussi bien prendre la forme de l'établissement, au Québec, d'une usine de montage ou de sous-assemblage. Exemple: une chaîne d'assemblage des moteurs destinés aux usines canadiennes du consortium AMC-Renault ou encore du coulage des têtes de moteur en aluminium dont sont dotés les moteurs Renault et la plupart des voitures aujourd'hui sur le marché mondial. Même si le consortium AMC-Renault a déjà entrepris la construction de sa nouvelle usine d'assemblage à Brampton, en Ontario, nécessitant des investissements de \$764 millions, M. Duhaime ne verrait pas d'un mauvais oeil que le tout soit arrêté et investi au Québec.

« Si, encore une fois, notre sur-enchère compromet le projet de Brampton, ce n'est sûrement pas moi qui va s'en plaindre », a ajouté M. Duhaime. Renseignements pris à Québec, le consortium a déjà investi \$102 millions dans le projet de Brampton. Certaines infrastructures sont en place et on en est à l'érection de la structure, le toit devant être installé en juin et les murs des immeubles en juillet.

Selon des sources près du ministère du Commerce extérieur — c'est le ministre Bernard Landry, absent du voyage à Paris, qui a piloté le projet jusqu'à maintenant — il ne s'agit pas d'annuler le projet de Brampton, mais d'assurer l'assemblage au Québec d'un certain nombre — bas de gamme et haut de gamme — de modè-

les Renault, quitte à ce qu'une partie du programme d'investissements de Brampton soit amputé, ou encore de sous-assemblage.

Bien qu'il ne croit pas conclure d'accord là-dessus avant son départ de la France lundi, le ministre des Finances se montre optimiste à très court terme.

La proposition du gouvernement québécois vient, en quelque sorte, à point nommé, puisque la Régie française Renault traverse présentement la pire crise de son histoire avec un déficit d'opération de plus de 12 milliards de francs (\$2 milliards canadiens).

D'autre part, à la deuxième journée de sa visite en France, la délégation québécoise a signé hier le seul accord bilatéral, tel que prévu, et il concerne la condition féminine.

Il a été signé par M. Yves Duhaime et Mme Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme. Il prévoit que les deux gouvernements mettront en place, à Paris, à l'automne 1986, un groupe de travail sur l'élimination des préjugés sexistes dans les manuels scolaires et les pratiques pédagogiques.

De plus, au même moment, aura lieu une manifestation publique sur la représentation des femmes dans les communications. Cette manifestation comprendra des publicitaires français et québécois. L'entente prévoit de plus qu'à l'automne 1985, la France dirigera une délégation en sol québécois pour exposer les moyens développés en son territoire pour mettre en preuve sa loi d'égalité professionnelle entre hommes et femmes. En contrepartie, la France est intéressée à connaître le fonctionnement de la structure gouvernementale québécoise pour

aider les femmes à prendre leur place dans le monde des affaires.

Pour ce qui est des deux premiers ministres, MM. Fabius et Lévesque, ils ont brossé le tableau des échanges qu'ils ont eus au cours des deux derniers jours.

Il s'agit essentiellement d'assurer la continuité des dossiers, notamment en ce qui concerne l'économie, les communications, la coopération universitaire et la culture.

Ainsi, le premier ministre français a donné son accord pour que le peintre Jean-Paul Riopelle — qui vit maintenant en France — puisse expédier ses œuvres au Québec à la Fondation qui porte son nom, libérées des droits de mutation et de douane.

Québec a annoncé récemment son intention de rénover l'ancienne prison des Plaines

d'Abraham, à Québec, pour accueillir en permanence les œuvres du peintre.

Quant à l'éventualité de la tenue d'un Sommet de la francophonie, le premier ministre Lévesque a confié avoir eu, hier, un entretien téléphonique avec le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, et tout indique que son gouvernement n'y ferait pas obstruction.

M. Lévesque en a également parlé avec le président de la République française, M. François Mitterrand, lors d'un tête-à-tête. Et comme l'a expliqué le premier ministre français en conférence de presse, son président interviendra en temps opportun. Sa avant.

Tant M. Lévesque que M. Fabius sont satisfaits de leurs rencontres de cette semaine et les deux se reverront aujourd'hui à Grand Quéville, là où M. Fabius porte le maire adjoint.

Un accueil-surprise

■ PARIS (PC) — Accueil-surprise hier matin à Paris pour le premier ministre du Québec, M. René Lévesque.

En effet, une centaine de citoyens de Baie-Comeau en visite touristique à Paris ont reçu le chef du gouvernement québécois sur une place publique du 6e Arrondissement.

Le groupe a ovationné le premier ministre et lui a chanté l'air de Gilles Vigneault devenu traditionnel: *Mon cher René, c'est à ton tour de te laisser parler d'amour.*

Le tout s'est déroulé à la Place du Québec, au milieu d'une foule de badauds français étonnés et surpris.

Le voyage des citoyens de Baie-Comeau était sous la direction de M. Abel Poirier.

« On s'était donné le mot pour être ici parce qu'on avait rencontré Mme Corinne Côté-Lévesque sur l'avion qui nous a amenés à Paris », a dit M. Poirier.

M. Lévesque visitait la Place du Québec à Paris où il a vu la fontaine nouvellement installée. Cette sculpture intitulée « Embâcle » est l'oeuvre de Charles Daudelin.

Le passage de M. Lévesque à la Place du Québec était son premier bain de foule depuis son arrivée il y a trois jours à Paris.

ONET 85

SUITE DE LA PAGE A 1

porte-parole du ministre d'État à la Jeunesse, Mme André Champagne.

D'ajouter M. Cahier: « Il est évident que nous avons négocié sur la base de la réussite du projet et que le gouvernement ne financera pas un projet qui ne marche pas ».

Du côté du gouvernement provincial, on affirme que la situation n'est pas dramatique mais les déclarations vont dans le même sens que celles d'Ottawa. « Les organisateurs n'obtiendront aucune injection de fonds, tant qu'ils n'auront pas démontré que la mobilisation des jeunes n'est pas plus importante », a fait savoir M. Charles Châteauneuf, attaché politique du ministre Michel Clair et responsable

de l'Année internationale de la jeunesse.

Selon Yves Blanchette, c'est l'insécurité des parents qui explique le manque de candidats du projet de nettoyage. « Partout en province, mais surtout dans la région métropolitaine, les parents hésitent à laisser partir leurs enfants avec nous durant une semaine », avance-t-il.

Afin de trouver une solution à cette insécurité toute parentale, M. Blanchette et ses troupes, plus d'une centaine de travailleurs, ont assisté hier à une réunion d'urgence à Québec. Le but de cette rencontre était d'élaborer un plan de redressement qui puisse remettre ONET sur les rails.

Dans la même veine, le coordonnateur a congédié dix personnes, les employés du bureau régional de Montréal au grand

complet, moins une personne. « J'ai congédié la directrice, Diane Saint-Antoine, et une autre personne, explique-t-il. Les huit autres employés ont décidé de ne pas rentrer au travail en guise de solidarité et ils ont été remplacés ».

Deux des employés congédiés, Benoît Bergeron et Claire Frémont, contestent cette version des faits. « Tous les employés ont été mis à la porte parce qu'ils voulaient discuter des deux congédiements annoncés par la direction », disent-ils.

« Les dirigeants d'ONET cherchent des boucs-émissaires afin d'expliquer le fiasco de la campagne de recrutement », dit Mlle Frémont pour expliquer la vague de mise-à-pied.

Benoît Bergeron a sa propre explication pour l'échec de l'opération. « Ce sont des vieux, des gens de 35 à 45 ans, qui ont conçu

et qui dirigent ONET, un projet pour les jeunes. Ils ne connaissent pas les besoins des jeunes », a-t-il dit.

Pour sa part, le Mouvement Desjardins, un important appui d'ONET, entend étudier la situation dans les jours prochains avant de décider s'il maintient son engagement dans le projet.

« Notre engagement se limite d'ailleurs à ouvrir notre réseau pour l'inscription des jeunes », a déclaré l'attaché de presse du président, M. Daniel Roussel.

À Hydro-Québec, autre partenaire d'ONET, on déclare que si l'opération échoue, ONET devra rembourser les \$52 000 que la société d'État lui a remis. « Quant au recrutement, c'est un problème qui relève de la régie interne », a déclaré un porte-parole d'Hydro-Québec, M. Maurice Hébert.

NPD

SUITE DE LA PAGE A 1

auront une première occasion de défier le gouvernement avec un vote de non-confiance après huit jours de débat sur le discours.

Une fois le gouvernement défait, M. Aird aura à décider s'il déclenchera d'autres élections ou s'il offrira aux libéraux une chance de gouverner.

L'annonce faite par M. Bob Rae met fin à trois semaines de négociations entre les trois partis depuis les élections du 2 mai, au cours desquelles les conservateurs ont perdu leur majorité avec 52 sièges, les libéraux remportant 48 sièges et les néo-démocrates, 25.

M. Rae a indiqué qu'aucune entente formelle n'avait encore été conclue avec les libéraux, mais il a ajouté que les pourparlers avaient atteint le stade où l'on envisageait la rédaction d'un texte qui « établirait un calendrier des réformes ».

On s'attend à ce qu'un accord final intervienne la semaine prochaine et si tel est le cas, on croit que MM. Rae et Peterson iront voir M. Aird pour tenter de le convaincre qu'il ne sera pas nécessaire pour lui de déclencher de nouvelles élections.

Un gouvernement Bourassa demanderait moins que Wilson aux contribuables

■ S'il est élu premier ministre, le chef libéral Robert Bourassa ne croit pas qu'il aura à imposer aux contribuables québécois, dans son premier budget, des sacrifices financiers comparables à ceux que leur impose actuellement le ministre fédéral des Finances, Michael Wilson.

PIERRE VENNAT

M. Bourassa a confié aux journalistes que la proportion du budget québécois affectée au service de la dette n'était que de 10 p. cent, contrairement à 25 p. cent à Ottawa. En conséquence, affirme-t-il, « une gestion plus rigoureuse des fonds de l'État, un certain désinvestissement dans des sociétés d'État qui ne sont plus tellement utiles et une croissance économique normale lui permettraient au contraire de respecter les engagements qu'il prend en matière de santé et même de supprimer certaines surtaxes inutilisées ».

Cela dit, le chef libéral, accom-

pagné de son candidat libéral dans Bourget, Claude Trudel, son ancien chef de cabinet adjoint avant d'être sous-ministre aux Affaires culturelles, a donné une conférence de presse dans la salle même du conseil d'administration de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Le chef libéral trouve totalement « inacceptable » la situation des salles d'urgence du grand Montréal. Il affirme qu'il suffirait d'augmenter annuellement le budget des affaires sociales de \$150 millions pour régler le problème en augmentant le nombre d'hôpitaux d'environ 1 000 lits, en aménageant des « polycliniques » à proximité des hôpitaux pour désengorger les salles d'urgence et en construisant des centres d'accueil pour les malades de soins prolongés qui encombrant les hôpitaux.

Il s'est engagé à le faire et croit que c'est facilement possible « dans un budget de l'État de \$28 milliards, en coupant ailleurs. La santé, c'est une priorité », clame-

t-il à qui veut l'entendre.

Le chef libéral, qui dénonce la situation dans les salles d'urgence, ne peut toutefois pas dire, « parce qu'il n'a pas étudié la situation », si les hôpitaux sont bien ou mal administrés. Mais il donne toutefois tort au ministre Guy Chevrette qui voulait congédier les administrations hospitalières qui n'acceptent pas les coupures budgétaires imposées par le gouvernement. Selon lui, on ne doit pas couper mais augmenter le budget de la santé, notamment du côté de la recherche médicale et du renouvellement d'un équipement en plusieurs endroits devenus désuets.

De même, le chef libéral ne peut répondre à la question soulevée cette semaine à savoir s'il y a trop ou pas assez de médecins au Québec, « faute de données pertinentes ».

M. Bourassa avait auparavant rencontré les représentants syndicaux et l'administration de l'hôpital et visité la salle d'urgence et celle de l'unité de transition.

La GRC effectue une saisie record de haschisch

■ YARMOUTH, N.-E. (PC) — La Gendarmerie canadienne a effectué hier ce qu'elle considère comme la plus importante saisie de drogues en Amérique du Nord: 13 tonnes de haschisch, d'une valeur estimée à \$238 millions sur le marché noir, ont été trouvées dans un bateau amarré à Lockefort, dans le sud de la Nouvelle-Écosse.

Selon l'inspecteur Sid MacNaughton, six personnes, apparemment de citoyenneté américaine, étaient détenues et un bateau de pêche a été saisi. La GRC et la Marine canadienne ont aussi confisqué un autre navire.

Ces arrestations sont survenues à la suite d'une enquête de 19 mois impliquant des agents doubles de la GRC et de la US Drug Enforcement de Miami et de Boston.

La police a par ailleurs accordé une protection spéciale à la famille d'un homme d'affaires de Lockefort, qui a contribué à l'enquête.

L'ONU veut lancer la guerre contre la drogue

■ NATIONS-UNIES, New York (AFP) — Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, est parti en guerre contre les trafiquants de drogue et a proposé hier l'organisation d'une conférence mondiale ministérielle en 1987 pour renforcer la lutte contre la drogue.

Le secrétaire général a présenté sa proposition devant les membres du Conseil économique et social, l'ECOSOC, l'un des principaux organes des Nations-Unies. Il a exprimé l'espoir que les pays membres des Nations-Unies accepteraient sa proposition et donneraient ainsi « un nouvel élan à la lutte menée pour débarrasser le monde de ce fléau mortel » qui coûte à l'humanité des milliards de dollars.

La conférence pourrait développer les points suivants, a suggéré le secrétaire de l'ONU :

- 1) le renforcement de l'éducation et du civisme pour prévenir et réduire la demande des drogues illicites;
- 2) l'étude des cultures de substitution;
- 3) l'amélioration des méthodes pour limiter l'usage des drogues à des fins médicales et scientifiques;
- 4) la saisie des bénéfices et l'extradition des trafiquants;
- 5) le traitement et la réinsertion des drogués.

\$700 000 au poker!

■ LAS VEGAS, Nevada — Un homme de Dallas, qui dit avoir appris à jouer au poker pour venger les pertes de son père, un joueur médiocre, a évincé 139 autres adeptes des cartes au cours des quatre jours des Séries mondiales du poker, et a empoché le premier prix de \$700 000.

Ayant joué sa mise de \$1,4 millions en argent et en jetons, Bill Smith, 51 ans, a montré sa main pleine (deux as et trois trois), ce qui lui a permis de battre la main de trois cinq exhibée par son dernier adversaire, Tom Cloutier, qui vit également à Dallas.

Cloutier, un ancien joueur de football des clubs Alouettes, de Montréal, et Argonauts, de Toronto, au début des années 60, a perdu \$350 000 dans la dernière main et a dû se contenter du deuxième prix de \$280 000.

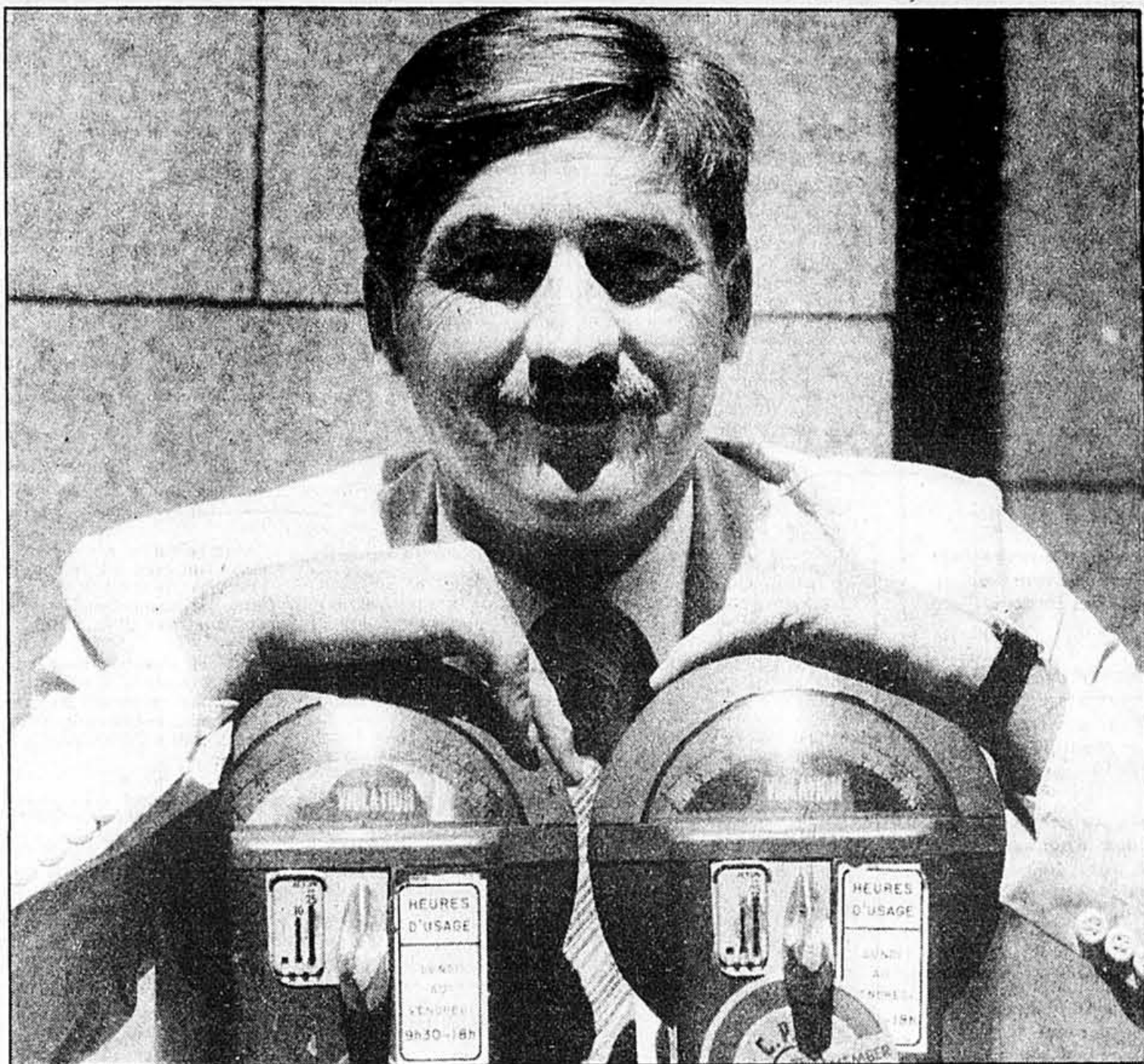
Quant à Bill Smith, il a dit qu'il avait commencé à jouer au poker à temps plein au Nouveau-Mexique, en 1958, promettant de gagner plus d'argent que son père n'en a perdu durant toute sa vie.

« Je ne suis pas sûr qu'il y ait eu une aussi bonne main que ça, dans le passé, à ce tournoi », a dit l'ancien dessinateur qui travaillait pour une compagnie pétrolière.

Smith ne pourra cependant pas garder tout l'argent pour lui. Avant le tournoi, il a en effet dû se trouver un commanditaire pour lui fournir les \$10 000 nécessaires pour commencer à jouer. Et aujourd'hui, le commanditaire a droit à une part du prix.

— d'après AP

Pour les victimes des parcomètres



M. Donald Gagnier lance le « CPP », qui permettra aux automobilistes d'éviter les maux de tête et les contraventions quand ils stationnent devant un parcomètre. photo Robert Mailloux, LA PRESSE

\$70 par année et l'assurance de ne plus avoir de contraventions

■ Après avoir payé bien des contraventions parce que le parcomètre arrivait au bout de sa course plus vite que lui, M. Donald Gagnier vient de se lancer au secours des automobilistes. Il leur offre de faire partie d'un « club » où on est assuré que jamais, dans un territoire donné, le parcomètre ne manquera de sous.

MARIANE FAVREAU

Il s'agit du « CPP » ou « Club de protection des parcomètres » que met sur pied M. Gagnier. Moyennant une contribution de \$35 pour six mois, il vous assure que vous ne serez pratiquement jamais en infraction quand vous stationnez devant un parcomètre.

Mais pas n'importe où : au début, le club restreint ses opérations au secteur délimité par les rues Peel, Sherbrooke, Bishop et

Dorchester. Plus tard on agrandira le territoire, s'il y a une demande.

Dans les rues protégées, une équipe de quatre ou cinq patrouilleurs du club repère les véhicules des membres du club. Ils sont identifiés pas une vignette dans le pare-brise. Ensuite, le patrouilleur surveille l'apparition du *bonhomme vert*, de l'échalote de la Ville chargée de laisser un mot coûteux dans le pare-brise des automobilistes en infraction.

Il s'agit donc pour le patrouilleur, de devancer quelque peu le préposé au stationnement, de vérifier l'état des parcomètres devant lesquels des membres du club stationnent, et d'y mettre une pièce de monnaie, si besoin il y a, pour prolonger le temps de stationnement.

M. Donald Gagnier, jeune pdg des Entreprises Protec et qui dirige le CPP, semble sûr de l'infailibilité de sa méthode. À preuve, il promet de rembourser la moitié du coût d'une contravention de parcomètre

aux membres du club qui auraient été pris en défaut dans le secteur protégé. Et cela, à raison d'une fois par semaine.

Il explique que le lancement de ce club se fasse en collaboration avec des marchands, sur les rues protégées. On pourra donc trouver, à partir de la semaine prochaine, la formule d'adhésion dans les commerces qui affichent le macaron orange et vert du CPP.

Mais ce n'est qu'au premier juin que l'escouade du CPP tentera de battre de vitesse les *échalottes* de la Ville. Ce service sera en vigueur du lundi au vendredi. L'objectif de M. Gagnier est de 1 500 à 2 000 membres par secteur.

Il précise bien que ce service ne vise pas à permettre à un automobiliste de laisser sa voiture dans la rue le matin et de la reprendre le soir... sans contravention et aux frais du CPP. « Nous identifierons rapidement ceux qui abusent. Le service n'existe pas pour cela. »

Une société et son président coupables de piraterie informatique

■ La compagnie Lebel, Roy et Associés et son président, M. Michel Locquet, ont été déclarés coupables, hier, de ce que l'on pourrait appeler le premier cas de piraterie informatique.

La firme et son dirigeant avaient subi leur procès devant le juge Céline Pelletier, de la Cour des sessions de la paix, pour avoir illégalement reproduit la marque de commerce « Magiciel » dans le programme d'un ordinateur vendu à un magasin de broderies de Laval, avoir caché ou enlevé du manuel de l'utilisateur le nom du Groupe Informatique Cormier et Associés, sans le consentement de cette firme, dans les documents remis à l'établissement déjà nommé et aux propriétaires d'une pépinière de Brossard.

Selon la preuve faite devant le tribunal, dans le cartable ordinairement remis aux acquéreurs du logiciel « Magiciel », ce nom apparaissait sur la page frontispice, et au bas de chaque page également. La preuve a aussi établi que le fondateur Damien Cormier, de Cormier, Désilets et Associés, a bien signé avec Michel Locquet une entente de distribution, entente qui interdisait toute copie des manuels ou disquettes fournis. Il n'a par ailleurs jamais autorisé Locquet, ni la firme Lebel, Roy et Associés à reproduire le manuel, en cachant au surplus l'identification du concepteur.

L'ex-secrétaire du conseil d'administration de cette compagnie a d'ailleurs admis avoir photocopié le manuel venant de chez Cormier, en masquant l'identification du groupe, et ce à la demande de Locquet.

Le même procédé a été utilisé lors de la remise d'un document semblable à la pépinière de la Rive-Sud.

En interrogatoire principal, la défense avait voulu établir que les affaires de l'accusé étaient florissantes, et qu'en conséquence, il n'était pas le genre d'individu à commettre ce crime. Le juge Pelletier a cependant permis une contre-preuve, à ce sujet, et celle-ci a permis d'établir que le commerce du prévenu n'avait rien de particulièrement florissant, et qu'il rencontrait de sérieuses difficultés financières.

Le tribunal, toute la preuve analysée, en vient à la conclusion que plusieurs des témoignages rendus en défense doivent être écartés comme invraisemblables et que, partant, la culpabilité des accusés doit être prononcée sur chacune des accusations portées.



Bill Smith, devant une partie des billets verts qu'il a gagnés, semble avoir bien apprécié les Séries mondiales du poker, dont il est sorti vainqueur. photo AP

Achetez des obligations d'épargne du Québec sans vous déplacer

Chicoutimi (418) 549-5746
1-800-463-9657
Place du Royaume

Laval (514) 668-5223
1-800-361-3803
1600, boul. Saint-Martin est

Longueuil (514) 679-2810
1-800-361-5058
370, chemin Chambly

Montréal (514) 286-3225
1-800-361-2680
Complexe Desjardins

Québec (418) 653-6811
1-800-463-4792
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy

Sherbrooke (819) 566-5667
1-800-567-6920
1640, rue King ouest

Savez-vous qu'il n'est plus nécessaire de vous déplacer pour profiter des avantages des obligations d'épargne du Québec?

Un simple appel téléphonique à la Fiducie du Québec, et vous recevez une confirmation d'achat dans les plus brefs délais. C'est simple, rapide et efficace.

Mais vous devez vous hâter parce que ce placement judicieux n'est en vente que pour un temps limité.

De plus, vous pouvez augmenter encore le rendement de vos obligations d'épargne du Québec en les déposant dans le *Reér Obligations d'épargne*. C'est un moyen facile d'ajouter l'économie d'impôt au rendement garanti et à la sécurité du capital.

Renseignez-vous davantage en communiquant avec l'un de nos conseillers. Et rappelez-vous que la Fiducie du Québec peut aussi vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.



Fiducie du Québec

Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.

MISSION COMMERCIALE DU NICARAGUA À TORONTO Ottawa n'a pas encore donné son autorisation à Managua

■ OTTAWA — Même s'il a quitté Ottawa les mains vides hier, le vice-ministre des Relations extérieures du Nicaragua, Victor Hugo Tinoco, garde l'espoir de nouer des relations privilégiées avec le Canada.

À l'issue d'un tête-à-tête d'une heure avec son homologue canadien Joe Clark, vendredi, M. Tinoco a avoué au cours d'une conférence de presse qu'il avait surtout récolté des promesses de la part d'Ottawa.

GILLES PAQUIN de notre bureau d'Ottawa

Après des mois de démarches en vue d'ouvrir une mission commerciale à Toronto, le Nicaragua n'a toujours pas obtenu le feu vert des autorités fédérales à ce sujet a indiqué M. Tinoco.

Malgré l'urgence de la situation créée par l'embargo américain, M. Tinoco a dû se contenter de l'appui politique de M. Clark. « Le dossier est à l'étude à

l'Agence d'examen des investissements étrangers et suivra son cours normal », a expliqué un fonctionnaire fédéral.

De même, M. Clark n'a donné aucune réponse précise à la requête de Managua visant à obtenir une plus grande part du marché canadien du boeuf. « Le gouvernement en discute et on nous a laissé entendre que nous serions informés de sa décision bientôt », a dit M. Tinoco.

Privé de sa clientèle américaine, le Nicaragua aimerait écouler ici une partie du boeuf normalement vendu aux États-Unis. Mais les contingents très stricts d'Ottawa l'en empêchent.

Lors de son arrivée au Canada cette semaine, M. Tinoco a dit qu'il comptait sur les « bons offices » du Canada auprès de Washington pour dénouer la crise actuelle. Interrogé à ce sujet hier, il a laissé entendre que M. Clark ne lui avait donné aucune assurance d'agir.

Enfin, il est peu probable que le Canada augmente la ligne de crédit du Nicaragua comme le réclamait il y a quelques jours le NPD. Selon des fonctionnaires des Affaires extérieures, le Canada semble en être arrivé à un maximum étant donné les restrictions budgétaires et la situation en Amérique Centrale.

Malgré tout, M. Tinoco s'est dit fort satisfait de ses entretiens avec ses homologues canadiens les qualifiant « d'utiles et intéressants ». Il s'est montré confiant d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux pays.

Il n'est cependant pas question d'utiliser le Canada pour contourner l'embargo américain. « Nous ne sommes plus intéressés à obtenir d'avantage de technologie américaine », a-t-il dit.

« Nous allons tenter de la remplacer par la technologie du Brésil, du Mexique et du Canada, ainsi que celle des pays socialistes », a ajouté M. Tinoco. « Nous

achèterons des produits canadiens ».

Son pays pourrait cependant choisir d'autres sources d'approvisionnement selon les prix, a-t-il dit. « C'est la politique du gouvernement de diversifier ses sources. Nous nous attendions à une action économique des États-Unis depuis un certain temps ».

Pour M. Tinoco, le Canada a joué un rôle important dans le processus de recherche de la paix en Amérique Centrale en appuyant le groupe de Contadora.

La création d'une commission internationale de contrôle de ses frontières protégerait son pays des interventions des mercenaires financés par les États-Unis. Ottawa s'est dit d'accord avec cette mesure et prêt à y participer.

Au début de juin, la ministre des Relations extérieures du Canada, Monique Vézina, se rendra au Nicaragua. Ottawa pourrait bien en profiter pour enfin répondre aux attentes de Managua.

PLAINTE DE HARCÈLEMENT SEXUEL CONTRE COATES Quatre employées prennent position en faveur de l'ex-ministre de la Défense

■ OTTAWA — Quatre femmes membres du personnel de Robert Coates, l'ancien ministre de la Défense du Canada, ont publié un communiqué à la défense de leur ex-patron, qui fait présentement l'objet d'une enquête menée par la Commission canadienne des droits de la personne à propos d'une affaire de harcèlement sexuel.

Ainsi, Miss Debra Wright a déclaré hier dans une entrevue qu'elle-même et trois autres fem-

mes du bureau de M. Coates avaient décidé de publier le communiqué après avoir pris connaissance des articles de journaux rapportant que Cécile Hébert, l'ancienne secrétaire de M. Coates chargée de prendre ses rendez-vous, avait fait une plainte à la Commission, mardi.

Le communiqué, comportant trois paragraphes, présente M. Coates comme un « homme marié, heureux, qui nous traite avec respect. Nous croyons qu'il est in-

concevable que M. Coates puisse harceler une femme en raison de la grande estime qu'il nous manifeste à tous et toutes, sans égard au sexe, à la couleur de la peau ou aux croyances. »

Quant à l'incident de harcèlement sexuel que Miss Hébert reproche à M. Coates, il serait survenu le 25 janvier dernier, trois jours après que le premier ministre Brian Mulroney eût ordonné la tenue d'une enquête pour déterminer si la visite que M. Co-

ates avait faite dans un club de nuit à Lahar, en Allemagne fédérale, à la fin de novembre dernier, pouvait porter atteinte à la sécurité du pays.

— d'après CP

Halte à la militarisation

■ OTTAWA — Les membres d'un comité commandité par le gouvernement canadien vient de servir un avertissement à Ottawa selon lequel le déploiement de missiles de défense à la fois par les États-Unis et l'Union soviétique pourrait accroître la militarisation en sol canadien, exercer une pression accrue sur la souveraineté canadienne et augmenter le budget fédéral de défense.

— d'après CP

DÉTECTIVE

PIERRE D. MASSUE

DEPUIS 1949
387-8757

• Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec •
Licencié par la Cité de Montréal

• Disparitions • infidélité conjugale • surveillance • divorce • preuve d'adultère
• enquêtes criminelles • fraude • extorsion • surveillance d'employés
• filature • toutes preuves pour la cour

CONFIDENTIEL - DISCRÉTION ASSURÉE

MAIGRIR

UNE ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physique, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.

C'BON DE MONTRÉAL
276-2573

VENTE DE BLANC

20% - 50% DE RABAIS

SUR CHAQUE ARTICLE EN MAGASIN



OREILLER

\$1.95

Le prix seul ne signifie pas toujours tout. C'est la qualité qui compte. Que préférez-vous? Un oreiller de qualité inférieure à bas prix ou un oreiller de qualité au meilleur prix possible? Chez Linen Chest, on préfère la deuxième solution. On y trouve le plus grand choix d'articles de maison de qualité aux meilleurs prix possibles. C'est le genre d'articles qui vous offre la beauté et la qualité durable que vous recherchez, à un prix imbattable. C'est ça une véritable aubaine! Mais, si vous recherchez un oreiller à 1,95\$... nous l'avons également!

«LE PLUS GRAND CHOIX D'ARTICLES DE QUALITÉ POUR LA MAISON, AUX PLUS BAS PRIX»

★★★ NOTRE POLITIQUE DE PRIX GARANTIS DURANT TOUTE L'ANNÉE ★★★

* Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à meilleur prix, nous respecterons ce prix et nous vous accorderons un rabais additionnel de 10%.




LINEN CHEST

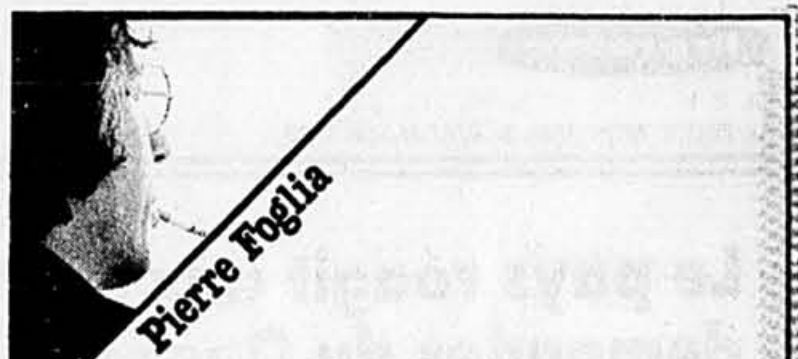
Boutique & Magasin à rayons.

CENTRE ROCKLAND



341-7810





Quiproquo

■ Des fois je me prends pour un jeune cadre dynamique : « Un rendez-vous? Très bien, disons demain matin, 8 h 30, à la Brioche Lyonnaise, face au cinéma Saint-Denis »...

Le lendemain matin, à 8 h 28... encore au lit, je me sens beaucoup moins dynamique : « Qu'est-ce qui m'a pris? J'le connais pas cet emmerdeur-là. J'aurais donc dû insister pour qu'il me dise son truc au téléphone. Surtout que je suis à peu près sûr que c'est une niaiserie »...

J'arrive à la pâtisserie, il est là. Un petit gros. Ça ne peut être que lui, c'est le seul client. Je m'assois, il me dit : « T'as pas l'air de bonne humeur! »... Juste, comme j'hésitais entre le frapper ou le mordre, il a aussitôt enchaîné :

— T'sais faut pas s'en faire. C'est drôle la vie. Regarde, moi ce matin, je n'ai pas dix piastres dans mes poches, et je m'en vais pourtant distribuer \$75 000 aux artistes des Laurentides!

Et de me raconter alors qu'il siège sur le comité provincial qui examine les demandes de bourse pour les artistes. C'est ce matin que ça se décide, pour toute la province, région par région. Lui est responsable des Laurentides. Les demandes de bourse sont même là, dans sa serviette. Il en sort une au hasard :

— Tiens, celui-là, un sculpteur, 58 ans, voyons ce qu'il veut : \$850 pour le matériel, \$3000 en frais de subsistance... eh bien voilà, il veut une bourse de \$3850...

— Vas-tu la lui donner ?

— Pourquoi pas !... Le pire qu'il puisse arriver c'est qu'il la fasse pour vrai sa sculpture ! Et qu'on la retrouve, dans six mois, dans le parc municipal de Saint-Jovite ou dans le gazon en avant de l'aréna de Saint-Faustin... et que chaque fois que je passerai par là, en la voyant, je culpabilise en me disant : c'est un peu de ma faute !

— Dois-je comprendre que d'habitude, les artistes prennent la bourse et n'exécutent pas le projet qui y est rattaché ?

— Heureusement qu'ils ne s'exécutent pas tous ! Sinon on serait submergé d'horreurs ! Déjà que la région n'en manque pas !

— Autrement dit, les bourses que tu vas distribuer aujourd'hui, c'est une forme de bien-être social ?

— Ça dépend pour qui. Pour certains oui, pour d'autres qui se débrouillent déjà pas si mal, c'est un agréable surplus, comme mettons, un voyage en Europe...

Je regrettais plus, maintenant, de m'être levé tôt. Même si je sentais qu'il forçait un peu son cynisme, je trouvais plaisante la caricature qu'il était en train de me faire de la culture subventionnée... En même temps, je commençais à me demander, pourquoi il prenait le risque de me raconter tout cela...

— Tu veux en venir où au juste ?

— Moi ? Mais nulle part !

— Enfin, je veux dire, pourquoi ce rendez-vous ?

— Quel rendez-vous ?... Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Tu t'assois à ma table, je te parle, mais je n'ai pas rendez-vous avec personne. Je suis venu prendre mon petit déjeuner, c'est tout...

— Voyons, tu t'appelles bien Hébert ?

— Pas du tout ! Mais toi t'es qui ?

— Moi je suis journaliste ! Je devais rencontrer quelqu'un ici ce matin et je pensais que c'était toi.

— Ah non, c'est pas journaliste pour vrai ! T'es pas Foglia par hasard ? Ah non ! Non ! Non !...

Le pauvre homme était catastrophé. Il a terminé son café et son croissant et s'est éclipse sans rien dire d'autre que : « Ah non, non, non ! ».

En sortant, il a croisé le Hébert que j'attendais et qui était en retard.

Comme je le craignais, c'était bien un emmerdeur. Un étudiant qui voulait m'entretenir d'un vague projet. Un petit film de dix minutes.

Je dis vague, entendons-nous. Pour ce qui est du scénario, effectivement il n'a pas la moindre idée de ce qu'il va raconter dans son petit film.

Par contre, pour ce qui est du financement, le projet est bien avancé. En tout cas, il sait exactement où s'adresser.

Onet en eaux troubles

ONET, c'est la corvée du siècle qui, cet été, doit battre le rappel de 50000 jeunes Québécois entre 14 et 18 ans pour faire, mètre par mètre, le grand ménage des rives du Saint-Laurent, de Cornwall à Hâvre-Saint-Pierre et à la Gaspésie de l'autre bord.

Le projet est financé par les gouvernements, par l'entreprise privée (entre autres les Caisses pop) et par les jeunes eux-mêmes qui doivent payer \$120 chacun pour participer à cet événement qui doit durer neuf jours, ces \$120 défrayant leur transport et leur hébergement.

Mais voilà qu'on nous apprend que les jeunes montrent bien peu d'empressement à cette affaire. Pour l'instant, entre 1500 et 2000 seulement se sont inscrits, dont 150 à Montréal... On ajoute qu'un seul, jusqu'ici, aurait versé ses \$120. D'où quelques remous et tourbillons dans les rangs d'ONET. Petite chicane interne, deux mises à pied, suivies de huit démissions par solidarité avec les limogés...

Aux dernières nouvelles on s'engueulait encore. On paniquait un peu aussi. De 50000 jeunes, l'objectif (il a déjà été de 100000) a été ramené à 20000. Et bien sûr c'est la faute à tout le monde, aux gouvernements qui n'ont pas payé assez vite, aux parents qui ont peur de laisser partir leurs enfants pendant neuf jours dans des camps au bord de l'eau, au bureau régional qui n'a pas fait sa job, et quoi encore...

Mais ce n'est pas la faute du projet lui-même. Surtout pas. Ceux qui l'ont pensé et mis sur pied vous le diront : c'est un projet formidable. Et c'est une fabuleuse idée.

Ça tombe sous le sens. Quel jeune ne rêve pas, pour ses vacances, d'aller patauger neuf jours, dans la mer, sur le bord du St-Laurent? Et quel jeune n'a pas 120 misérables dollars pour se payer ce rare plaisir?

Je vous le redis : de l'avis général un projet génial.

Evidemment, moi je ne suis pas de l'avis général. Mais je parie que vous vous en doutez !... Je peux bien vous le dire à vous, mais chut, promettez-moi de ne pas aller le répéter sur tous les toits, voici : depuis le début, je crois, moi, que c'est un projet de cul...

Mais il ne faut pas vous fier sur moi, vous me connaissez : négatif, pisse-vaigre, jaloux, pas correct, toujours à écœurer le peuple... Et croche, tellement croche, tellement tordu...

Pour vous dire, je vais jusqu'à penser, qu'en quelque part, c'est scandaleux de faire ramasser les vidanges des vieux, par les jeunes. Et en plus de les faire payer.

Le vote par anticipation a lieu dimanche et lundi

■ QUÉBEC — Toute personne susceptible de se prévaloir du vote par anticipation, pour les élections partielles du 3 juin prochain dans les comtés de Bertrand, Bourget, L'Assomption et Trois-Rivières, pourra le faire les dimanche et lundi 26 et 27 mai, de 14 h 00 à 22 h 00.

Dans un communiqué publié hier, le Directeur général des élections du Québec, M. Pierre-F. Côté, rappelle que le vote par anticipation s'adresse aux personnes handicapées, aux membres du personnel électoral et à des personnes qui ont des motifs de croire qu'elles seront absentes ou incapables de voter dans leur section le jour du scrutin.

Le vote par anticipation s'effectue dans la section de vote du domicile de l'électeur. Les électeurs des quatre circonscriptions concernées recevront un avis de vote par anticipation précisant le numéro de leur section de vote et l'adresse de leur bureau de vote.

Le communiqué précise enfin que la liste des adresses des bureaux de vote par anticipation sera publiée dans les quotidiens de Montréal et de Trois-Rivières le 25 mai.

— Presse Canadienne

Le pays réagit aux demandes du Québec

Le Canada réagit mal dans l'ensemble aux propositions constitutionnelles du Québec. C'est en partie à cause des vieux traumatismes, héritage de nos débats passés; en partie à cause des craintes réelles et profondes que les indépendantistes ont inspirées naguère au reste du pays.

C'est aussi, sauf dans quelques cercles restreints, parce que le seul mot constitution est aujourd'hui porteur d'ennui, synonyme d'anachronisme, objet de répulsion. Songeant aux déchirements d'hier, les plus âgés ressentent les débats constitutionnels comme des blessures faites aux peuples de cette fédération. Les autres, qui n'ont pas 40 ans, s'étonnent souvent que les dirigeants puissent encore consacrer autant d'énergie et de temps à l'amélioration d'une chose à leurs yeux inanimée et archaïque.

Il y a quelques années, un bon nombre de Québécois s'intéressaient vivement aux affrontements constitutionnels et au discours politique entourant les grands objectifs du Parti québécois. Mais, au lendemain du référendum, surtout après la défaite du Québec à la conférence constitutionnelle de novembre 1981, malgré les interventions véhémentes de M. Lévesque contre Ottawa durant les deux années subséquentes, la population s'est tournée vers d'autres réalités, celles d'une économie en crise.

Ces jours derniers, lors de la présentation des propositions constitutionnelles du gouvernement, on a vite constaté que celles-ci suscitaient à peine plus d'intérêt dans notre province que dans les autres régions du pays. Mais, poussés par les traditions et l'habitude, les médias ont naturellement accordé à ce dossier une place considérable, beaucoup plus grande cependant que celle qu'elle occupe en réalité dans l'esprit et le cœur des gens.

Aux propositions de M. Lévesque, livrées dans toutes les capitales du pays dès le 16 mai, les gouvernements tardent à réagir officiellement; et ceux qui le font émettent des commentaires brefs et superficiels. Le premier ministre néo-démocrate du Manitoba exprime sans doute le point de vue de la majorité des provinces quand il se dit incapable de souscrire au projet du Québec dans sa forme actuelle. Et M. Pawley d'ajouter que des questions d'une autre nature sollicitent toute son attention.

Le premier ministre conservateur de l'Ontario, minoritaire dans une chambre dominée par les néo-démocrates et les libéraux, se soucie principalement de son avenir électoral et se demande s'il survivra à la reprise de la session en juin. Déjà, le projet de réforme du Sénat de M. Mulroney le gêne. Du bout des lèvres, il a laissé entendre l'autre jour que les propositions du Québec, reçues froidement à Toronto, ne sont pas au premier rang de ses priorités.

Plus explicite, la presse anglophone s'est d'abord étonnée de l'ampleur des demandes constitutionnelles, puis s'est attachée au point essentiel de ces propositions, c'est-à-dire la volonté de soustraire le Québec à la Charte canadienne des droits et libertés. Il est vrai, reconnaît *The Globe and Mail*, que le Québec a une personnalité distincte au Canada, mais pourquoi veut-il se démarquer du Canada? Pourquoi cherche-t-il à reconstruire la souveraineté-association par d'autres moyens?

La question est pertinente. C'est pourquoi, comme le constate notre correspondant parlementaire à Ottawa (voir en page A 7 l'article de Gilbert Lavoie), on pense dans la capitale que la balle est encore dans le camp du Québec. Ce qui signifie, en clair, que le premier ministre doit s'empresse d'aller expliquer à M. Mulroney la portée de sa démarche et le sens de sa stratégie. En d'autres mots: veut-il négocier maintenant et sur quels points porteront ses priorités?

Préfère-t-il plutôt soumettre son dossier bleu à l'épreuve de l'électorat avant de se présenter à Ottawa pour s'entendre avec M. Mulroney sur une méthode à suivre, sur un ordre du jour, sur un échéancier et sur le sens exact de certaines demandes?

Cette dernière hypothèse est, de toute évidence, la plus plausible. Car, sans obtenir du peuple un mandat clair, M. Lévesque ne peut demander au pays des pouvoirs accrus et une charte distincte pour le Québec. Puisqu'il n'a pas sollicité ce mandat de l'Assemblée nationale, la démocratie lui impose de le demander au peuple.

MICHEL ROY

L'utilité sociale des brevets

La question des brevets dans l'industrie pharmaceutique canadienne a souvent été posée en termes de conflit entre les grandes entreprises multinationales et les intérêts des consommateurs. Cette simplification nous amène facilement à des conclusions erronées.

Il est certain que l'imitation de médicaments mis au point par d'autres est meilleur marché que le long processus de développement d'un médicament nouveau. Il est tout aussi certain que la loi canadienne qui permet cette imitation depuis 1969 pénalise les sociétés pharmaceutiques qui font, ou qui faisaient, de la recherche au Canada. Mais le retour à une protection suffisante des brevets ne jouerait pas forcément à l'encontre des consommateurs: une industrie pharmaceutique canadienne dynamique, à la pointe du progrès, est sans doute une excellente garantie contre l'escalade continuelle des frais médicaux.

Le rapport de l'économiste torontois Harry Eastman coupe la poire en deux entre les demandes de l'industrie générique et celles des compagnies qui font de la recherche. Les imitateurs sont satisfaits du rapport mais les multinationales ne le sont pas. Il appartient maintenant au ministre fédéral de la Consommation, M. Michel Côté, de trancher.

Le coût des produits pharmaceutiques est un argument auquel le public est sensible car il le supporte plus directement que les autres coûts médicaux. Par ailleurs, il y a toujours eu des exemples de prix excessifs. Le monopole que confère un brevet peut, en effet, mener à des abus. Cependant, le développement de nouveaux médicaments est une des façons de diminuer le coût de l'ensemble des soins médicaux pour la société.

Tant que le Canada n'offrira pas la même protection à la recherche et au développement de nouveaux médicaments que les pays étrangers, l'industrie des soins médicaux sera privée d'un important volet de son activité. Elle dépendra de produits limités ou de produits importés; elle n'aura plus le même intérêt à engager les frais importants qui accompagnent le développement de nouvelles techniques qui pourraient être plus efficaces.

Il est vrai que des sociétés multinationales auraient beaucoup à gagner d'une augmentation de la protection des brevets. Cette protection ne devrait cependant pas être interprétée comme une capitulation devant des intérêts étrangers. Ces sociétés payent des impôts au Canada et donnent du travail à des Canadiens.

Mais un aspect plus important de leur présence au Canada est leur coopération avec les universités et les hôpitaux dans le domaine de la recherche pharmacologique. La médecine canadienne a une excellente réputation à l'étranger et sa collaboration est recherchée par l'industrie pharmaceutique. Si cette collaboration ne peut pas se faire au Canada, elle se fera ailleurs. En effet, la médecine est un domaine qui ne connaît pas de frontières.

M. Côté devra trancher en tenant compte des intérêts des consommateurs, d'une part, et d'une importante industrie, de l'autre. Ces intérêts ne sont pas incompatibles; mais il faut que l'industrie redevienne vigoureuse et qu'elle puisse jouir de la même protection que ses concurrents dans tous les autres pays. Le gouvernement doit pouvoir réprimer les abus de cette protection, mais quelques abus ne doivent pas signer l'arrêt de mort d'une industrie.

Frédéric WAGNIÈRE



(Tous droits réservés)



Marcel Adam

Beaucoup de vieux seraient mieux traités en prison

Le sort réservé aux vieux incapables de subvenir à leurs besoins est indigne d'une société moderne comme la nôtre, qui se pique pourtant d'être à l'avant-garde, en Amérique du Nord, en matière de sécurité sociale.

Des dizaines de milliers de vieillards démunis, malades et perclus, sont abandonnés à eux-mêmes, faute d'être recensés ou assistés par les CLSC de leur voisinage, ou de trouver place dans les centres d'accueil publics.

Et parmi ceux qui se sont trouvés chanceux d'être enfin admis dans un tel centre, combien ont eu la malchance de se retrouver parqués dans un lieu de transition entre une vie végétative, étriquée, indigne, et la délivrance du trépas.

On remarque de plus en plus de cas de vieillards désespérés qui se donnent la mort. Si la société était moins indifférente à leur égard, on découvrirait que le phénomène du suicide est peut-être aussi important chez les vieux que chez les jeunes. Sans parler de l'euthanasie, c'est-à-dire de ces cas où une personne élimine son conjoint atteint d'une maladie terminale, parce qu'elle ne se sent plus capable de le voir souffrir ou d'en prendre soin seule.

Des tragédies dont on fait écho ces derniers temps les médias, la plus pathétique est celle qui a connu son dénouement en cour jeudi. On se sou-

vient que le mois dernier un homme de 82 ans a assassiné son épouse de 94 ans, affligée de cécité et de surdité, pour ensuite tuer et enterrer son chat; sans pouvoir cependant donner suite à son projet de suicide.

Il a été révélé en cour qu'il avait tenté en vain de faire placer son épouse dans un centre d'accueil par le CLSC local. Ne dormant plus depuis trois jours et en proie à une dépression nerveuse, l'octogénaire, dans son désespoir, ne vit plus d'autre alternative que la solution finale: l'euthanasie et le suicide. «Personne ne voulait s'occuper de nous, expliqua-t-il aux policiers. Nous étions condamnés à mourir comme des chiens.»

À la fois ému par l'histoire dramatique de ce vieux couple esseulé, et troublé par les lenteurs administratives qui ont occasionné cette tragédie, le juge, après avoir souligné qu'on ne peut approuver l'euthanasie, a voulu toutefois faire preuve de clémence et de compassion. L'inculpé a eu droit à une sentence suspendue, à trois ans de probation et, ironie du sort, à ce qu'il n'avait pu obtenir pour sa femme: son admission dans un centre d'accueil.

À moins que la malchance ne s'acharne contre lui, ce malheureux terminera son existence comme il l'avait souhaité pour son épouse.

Le juge a voulu éviter à cet

homme victime de la vie et de l'inhumanité de l'appareil administratif, le déshonneur de la prison. Mais, j'ose espérer qu'il sera placé dans un lieu où il ne sera pas moins bien traité qu'en prison. Le rapprochement ne fera sursauter que ceux qui s'imaginent que dans les prisons les détenus sont traités comme des animaux et que dans les centres d'accueil les vieillards le sont avec tous les égards dus aux êtres humains de cette condition.

Dans les prisons, les détenus sont très bien nourris. Ils ont droit à des services médicaux et hospitaliers prompts et efficaces, grâce à des effectifs et des équipements adéquats. Des psychologues portent un soin attentif à leur santé mentale. Leurs loisirs sont variés et bien organisés. Au surplus des comités formés de citoyens choisis en dehors du système veillent à ce que les droits des prisonniers soient en tout temps respectés au nom de la dignité humaine.

Dans beaucoup de centres d'accueil les vieillards sont très bien traités. Malheureusement ce n'est pas vrai partout. J'ai déjà écrit que plusieurs endroits s'apparentent à des prisons à sécurité minimum. J'exagérerais. Trop souvent, en effet, les vieux sont moins bien traités que dans les prisons. Ils sont mal nourris. On leur sert une nourriture qui ne tient pas compte de leur âge ni de leur état de santé. On a vu des per-

sonnes confuses et sans autonomie mourir étouffées parce qu'on ne les a pas aidées à manger.

Des personnes gravement malades ne verront pas le médecin ni même une infirmière en dehors des visites statutaires; elles ne seront hospitalisées que si des parents prennent sur eux d'intervenir énergiquement (et ça ne donne pas toujours des résultats).

Dans certains endroits des personnes qui, dans leur jeunesse, se seraient senties coupables de laisser leurs enfants croupir dans une couche sale, ont droit, dans leur vieillesse, à l'indignité de se soulager dans une couche qui, souvent, ne sera changée que plusieurs heures plus tard. Parce qu'on n'a pas le temps de les conduire aux toilettes ou simplement de les aider à utiliser une baignoire.

Ceux qui voient ce qui se passe dans certains centres d'accueil ne peuvent se défendre de la pénible impression qu'on a non seulement décidé de laisser la nature suivre son cours dans le cas des personnes qui arrivent au terme de leur vie, mais de ne s'en faire non plus pour ménager au moins leur dignité.

Puisse ce malheureux octogénaire finir ses jours dans un centre d'accueil où les bénéficiaires n'y sont pas moins bien traités que les détenus dans les prisons de l'État.

LECTURES

Un nouveau lit pour le fleuve de la médecine

À la Une de mercredi, LA PRESSE nous apprenait qu'une jeune Américaine de la Californie avait donné naissance à des septuagés après avoir pris des hormones fertiles.

La semaine dernière c'était Henry Morgentaler qui faisait les manchettes avec ses cliniques d'avortement et toutes les passions qu'elles soulèvent à travers le Canada.

La grève à l'hôpital Sainte-Julienne de Saint-Ferdinand avait fait couler sa part d'encre et de salive dans les médias québécois.

Gérald LEBLANC

Et ce n'est qu'un début. Les coeurs artificiels, l'euthanasie, les traitements du fœtus dans l'utérus, les mères porteuses, l'avortement, les manipulations génétiques, les coupures budgétaires dans les hôpitaux et l'engorgement des urgences, les BPC et les résidus médicamenteux dans la chair animale, les grèves et les revendications de la médecine douce... La médecine

ne continuera d'alimenter les nouvelles.

Les «savoirs et les pouvoirs» de l'industrie de la santé sont devenus tels qu'on abandonne souvent aux politiques à la petite semaine le soin de parer au plus pressé, d'éviter les catastrophes, de retarder le chaos.

Heureusement, quelques irréductibles de l'espoir croient encore que l'humanité profite de ses crises pour découvrir un nouveau sens, une nouvelle échelle de valeurs.

«La médecine a éclaté. Un grand fleuve est sorti de son lit. Il fallait tenter de lui en préparer un autre. De nombreux individus, de nombreux groupes s'y emploient à travers le monde. Le présent traité est notre contribution à cette tâche.»

Ces mots de présentation situent bien l'oeuvre magistrale, *Traité d'anthropologie médicale*, dirigé par Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin, patronné par l'Institut québécois de recherche sur la culture

et publié par les Presses de l'Université du Québec et de l'Université de Lyon.

Il s'agit d'une brigue de 1245 pages ou plus de 60 auteurs ont signé un ou plusieurs articles. Les Américains qualifient habituellement de «Readings» ces collectifs en science humaine. Mais il s'agit aussi d'un traité, dans le bon vieux sens de nos traités de philosophie, puisque chacun tente d'apporter son panier de sable au nouveau lit qu'on veut préparer pour «le grand fleuve de la médecine».

Il s'agit d'anthropologie dans son sens le plus large de science de l'homme. Tout y passe: l'histoire de la médecine, son institutionnalisation, ses industries, ses divers pouvoirs, son champ de recherche, sa contestation par les médecines douces... On y traite même du phénomène de «rejet du malade» et du «médecin malade».

Avec plus de soixante articles, l'excuse était facile. Et de toute façon, les journalistes commentent souvent par la fin d'un do-

cument. Dernière contribution, *Médecine, éthique, anthropologie*, de deux chercheurs de l'UdM, David J. Roy et Maurice A.M. de Wachter, s'intéresse admirablement au problème à son niveau fondamental, celui des valeurs et de l'éthique. «La politique remplace l'éthique lorsqu'une collectivité est grandement divisée sur le plan moral», soulignent les auteurs. Le problème est de taille: nous sommes en présence de la «quasi-omnipotence de l'homme» couplée au «quasi-néant des valeurs».

Ce seul chapitre vaut l'achat du livre. En médecine plus que partout ailleurs, nous sommes en effet les primitifs d'une civilisation inconnue. *Traité d'anthropologie — Institution de la santé et de la maladie, sous la direction de Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin, Presses de l'Université du Québec — Presses de l'Université de Lyon — Institut québécois de recherche sur la culture, Québec 1985, 1245 pages.*

Le budget fédéral : un pari sur le secteur privé

« Je ne suis pas un paillard », a confié le ministre des Finances, après 90 minutes de lecture de budget. Il venait pourtant d'évacuer quelques autres milliards de dollars de la production nationale, mais Michael Wilson n'a pu qu'espérer que le secteur privé va profiter de l'aubaine pendant que ça passe.

Le ministre des Finances a reconnu, jeudi soir, en conférence de presse, que son budget représente le plus audacieux pari qu'un gouvernement fédéral ait jamais fait sur le secteur privé canadien. « On s'en va dans une direction entièrement



Le ministre des Finances, M. Michael Wilson, a reconnu que son budget représente le plus audacieux pari qu'un gouvernement fédéral ait jamais fait sur le secteur privé.



MICHEL VASTEL

de notre bureau d'Ottawa

nouvelle, et on pense que le secteur privé va relever le défi qu'on lui lance, a confié Michael Wilson. La balle est dans son camp, cela ne fait pas de doute.

Cet optimisme officiel contrastait avec le profond scepticisme des hauts fonctionnaires qui trouvaient dans ce premier budget conservateur une saveur réaganienne « à la sauce Mulroney ». Même le secteur privé, à qui Michael Wilson lançait jeudi soir un appel désespéré, répondait du bout des lèvres. « Un pas dans la bonne direction, mais cela reste timide », affirmaient à l'unisson les porte-parole des chambres de commerce et autres associations d'hommes d'affaires.

Même le coloré John Bulloch, de la Fédération des entreprises indépendantes — les PME canadiennes — refusait de « se mouiller et de prédire combien d'emplois pourraient être créés par les PME canadiennes ». Quelques minutes plus tôt, Michael Wilson avait pourtant laissé poindre l'espoir que les 700 000 petites entreprises du pays allaient créer chacune un emploi, de quoi réduire de moitié le nombre actuel de chômeurs.

Le budget fédéral porte la marque du gouvernement Mulroney, conservateur dans son inspiration, mais le nez collé

aux sondages, comme au temps des libéraux.

Celui qui a le mieux qualifié le budget conservateur est peut-être John Turner lui-même qui, tiraillé entre le libéralisme traditionnel de son parti et ses racines personnelles à Bay Street, ne l'a trouvé bon pour personne : ni pour les riches ni pour les pauvres et particulièrement sévère pour la classe moyenne.

« Ce budget n'est ni dur ni équitable », a confié le chef libéral en faisant écho aux propos du premier ministre. Il demande trop aux contribuables et n'en donne pas assez aux compagnies. John Turner a même fait allusion à l'héritage de \$30 milliards de déficit légué par son propre parti, se donnant une bien mince marge de manoeuvre pour critiquer le gouvernement conservateur.

Des études du Conseil économique ont déjà démontré que les Canadiens sont trop taxés et qu'ils ne participent pas assez au financement de leurs programmes sociaux.

Un comité ministériel de révision des programmes gouvernementaux, « l'aspirateur », tel

que l'ont surnommé les fonctionnaires fédéraux qui savent comment appeler les choses par leur nom, se proposait de gratter jusqu'aux fonds de tiroir de tous les ministères.

Tout un chacun de la fonction publique fédérale cite maintenant en exemple les nombreuses interventions du bureau du premier ministre dans cet exercice d'assainissement des finances publiques.

■ Le comité Nielsen se propose de « rationaliser le secteur de l'aide fédérale aux populations autochtones. Une assiette de \$2,4 milliards est due au lendemain soustraite à l'appétit du comité. M. Mulroney ne veut pas compromettre ses chances de conclure un accord constitutionnel historique avec les représentants des peuples autochtones.

■ Le groupe Nielsen — outre le vice-premier ministre, les ministres Michael Wilson, John Crosbie et Robert de Cotret — tente de convaincre le comité des priorités que les « grosses économies » se trouvent dans le secteur des transferts sociaux.

L'aile « progressiste » du parti, Jake Epp et David Crombie en tête, lancent une bataille qui fait reculer le premier ministre.

■ Dernier exemple, celui de l'assurance-chômage. Flora Macdonald réussit non seulement à sauver l'intégrité du programme, mais elle oblige même le premier ministre à renier une promesse du discours du Trône. Par contre, des conseillers personnels de M. Mulroney réussissent à obliger les Finances à aller de l'avant avec un projet d'impôt minimum pour les riches auquel personne ne croit, pas même l'administration américaine qui s'apprête à y renoncer.

Le résultat net du premier budget conservateur est donc un pari sur le secteur privé. Mais les gains seront d'autant plus réduits que Brian Mulroney a réduit lui-même les enchères.

Michael Wilson, comme il l'a confié jeudi soir, se trouve donc réduit à un corridor étroit : celui de la petite entreprise, celui du commerce international (à 75 p. cent américain), celui de la recherche et du développement (contrôlé à partir des sièges sociaux du New-Jersey) et celui du secteur énergétique (lui aussi largement américain).

Le budget sera applaudi par les gens d'affaires qui veulent « en profiter pendant que ça passe », comme a dit Michael Wilson. Ainsi, un député conservateur de M. Mulroney lui-même ne se demandait même pas jeudi soir si la taxe sur les cigarettes allait contribuer à la réduction du déficit. Pour lui, ce sera plutôt une occasion de créer un marché noir d'un côté et de l'autre de la frontière canado-américaine, puisque, grâce aux efforts conjugués de Michael Wilson et d'Yves Duhaime, il en coûtera trois fois moins cher au pays de Ronald Reagan pour risquer le cancer du poumon!

L'alternative? Il n'y en a pas puisque, comme l'a justement rappelé le ministre des Finances, l'approche classique des programmes de création d'emploi — des initiatives locales aux perspectives jeunesse — n'a pas elle non plus empêché le chômage de grimper à des records historiques.



Lysiane Gagnon

L'égalité et le bon sens

Le féminisme est l'idéologie la plus novatrice et la plus stimulante de ce siècle, mais elle n'échappe pas à la règle qui veut que toute idéologie engendre des excès.

Ainsi, emportés par le louable désir d'effacer toute discrimination et de donner à chacun(e) des chances égales, certains arrivent à nier toute différence entre les sexes et à vouloir effacer d'une société qui reste pourtant composée d'hommes et de femmes, toute trace de spécificité sexuelle.

Cette mentalité a imprégné plusieurs milieux, dont ceux qui militent pour l'égalité des droits, et elle se fera d'autant plus sentir que les Chartes des droits, au Québec comme au Canada, ouvrent la porte à des contestations judiciaires qui ne sont pas toutes inspirées par le bon sens et la justice sociale.

La bataille la plus déterminante, pour les femmes, est l'éclatement des ghettos d'emplois, dans la mesure justement où les secteurs d'emploi traditionnellement masculins sont souvent ceux qui offrent les meilleures conditions de travail. Aujourd'hui, la société admet — du moins en théorie — que les femmes et les hommes ont les mêmes aptitudes intellectuelles et affectives, et qu'un homme peut être un infirmier aussi dévoué qu'une femme, et une femme, une analyste financière aussi implacable qu'un homme. Dans les usines, sur les chantiers, la mécanisation et les nouvelles technologies ont levé le dernier obstacle, en rendant la force musculaire superflue dans plusieurs fonctions.

Jusqu'à tout va bien. Mais au-delà d'un certain point, la recherche de l'égalité absolue peut non seulement devenir ridicule, mais nuire à tout le monde, dès lors qu'on fait abstraction de la spécificité sexuelle et des différences physiologiques, qui donnent par exemple à la femme la capacité d'enfanter, et à l'homme une force musculaire supérieure. Cette dernière question est controversée, certains attribuant à l'infériorité musculaire de la femme à l'éducation plutôt qu'à la nature, mais le fait est, sauf exceptions (car il y en a), les femmes sont moins fortes que les hommes, surtout dans la partie supérieure du corps.

Le simple bon sens dicte donc la possibilité qu'il subsiste, au sein d'une société qu'on veut rendre la plus égalitaire possible, certaines catégories d'emploi sexées. Il serait absurde qu'un corps de police ou de brancardiers qui embaucherait surtout des hommes se fasse condamner pour sexisme. Tout aussi insensé que de créer une catégorie de sages-hommes... alors que toute l'expertise des sages-femmes tient précisément au fait que ce sont des femmes, ayant vécu l'expérience de l'accouchement.

Les femmes et la guerre

C'est pourtant dans cette direction qu'on s'en va. Des groupes s'apprêtent à contester en cour les politiques d'embauche de l'armée sous prétexte qu'en interdisant aux femmes les unités de combat, elles iraient à l'encontre de la Charte qui interdit la discrimination selon le sexe. Cette affaire est déjà en train de prendre un caractère symbolique qui s'est répercuté jeudi aux Communes, par suite de la publication d'un document du ministère de la Défense justifiant les politiques actuelles.

Voici le cas par excellence d'une campagne maladroitement servie d'une mauvaise cause, qui fera plus de tort que de bien à l'objectif d'égalité poursuivi.

D'une part, l'accès des femmes au front n'a rien d'une priorité pour l'immense majorité des femmes, qui de toute façon seraient premières à refuser farouchement cette « égalité des chances » d'aller se faire massacrer sur les champs de bataille. D'autre part, il est assez évident que les unités de combat ne sont pas une usine, un bureau ordinaire. Les risques physiques y sont terriblement élevés, et la force brute, musculaire, souvent nécessaire malgré la sophistication du matériel. La simple image d'une soldate enceinte soulève le cœur. Il est tout aussi évident que la cohabitation d'hommes et de femmes, à plus forte raison dans des situations d'extrême fébrilité où la vie de chacun est en danger, risque de rendre une armée moins efficace.

Le ministère ne le dit pas, mais on sait bien que la mobilisation d'êtres humains à qui l'on demande, pour des raisons généralement inexplicables, de participer à des opérations où ils risqueront leur peau tout en tuant leurs semblables, passe par une discipline de fer, de même que par l'élevation de la tension sexuelle. Avant de les exposer au carnage, comme avant un match sportif, on enferme les hommes entre eux, parce que la présence des femmes adoucit les moeurs et dilue l'agressivité.

La plupart des pays admettent les femmes dans l'armée, mais pas dans les unités de combat. Même Israël, qui manque de soldats, n'envoie plus les femmes au front. S'il y a des féministes qui se sont donné comme mission de permettre aux femmes de participer à la culture guerrière et de mettre directement la main au carnage, c'est bien leur droit, mais qu'elles ne s'attendent pas à des applaudissements. C'est avec de mauvaises causes comme celles-là qu'on nuit à l'avancement des femmes dans les autres secteurs. A-t-on déjà oublié qu'aux États-Unis, c'est le spectre de l'envoi des femmes au front qui a été l'un des principaux facteurs de la défaite des partisans de l'ERA (l'amendement qui aurait introduit dans la constitution le principe de l'égalité des femmes)?

Les soins aux malades

Second cas : une ahurissante « opinion » de la Commission des droits de la personne, qui rejette à toutes fins utiles la sexualisation de certaines fonctions au préjudice de la pudeur des malades, sous prétexte que cela introduirait de la discrimination dans l'embauche ou dans l'application de la règle d'ancienneté!

Bien des malades chroniques répugnent à recevoir certains soins très intimes, ceux qui touchent à leurs parties génitales surtout, par des préposés ou des infirmiers de l'autre sexe. L'arrivée d'hommes dans ces fonctions traditionnellement féminines perturbe nombre de femmes alitées, surtout quand le préposé n'a pas la délicatesse nécessaire. D'ailleurs, tous les griefs syndicaux déposés en réponse aux tentatives de sexualisation des fonctions sont venus d'employés masculins... à qui la sexualisation peut nuire dans la mesure où il y a davantage de femmes que d'hommes dans les centres d'accueil.

On peut toujours comprendre les inquiétudes des employés. Ce qui se comprend moins, c'est l'attitude de la Commission des droits de la personne, pour qui la pudeur des malades n'est qu'un « préjugé », et qui veut obliger les institutions, avant de répondre aux besoins si élémentaires des patients, à faire la preuve que l'embauche d'une personne du sexe opposé (à la majorité des patients) perturberait sérieusement le service. Avec un imperturbable sérieux, la Commission invite les grands malades à « s'organiser », à militer et à témoigner en arbitrage, pour faire valoir leurs droits « contre » ceux-là mêmes dont ils sont totalement dépendants! On croit rêver.

Et la galanterie?

Toujours dans la même veine — soit le refus des spécificités sexuelles au nom d'une conception abstraite de l'égalité —, l'actualité nous apportait récemment un autre cas, plus léger mais tout aussi révélateur, touchant cette fois aux rapports hommes-femmes : la galanterie est-elle discriminatoire? Nous y revenons mardi.

Constitution : la balle est encore dans le camp du Québec

Lorsque le représentant personnel du premier ministre Lévesque, M. Louis Bernard, est arrivé à Ottawa, vers 19 heures, le 16 mai dernier, avec les demandes constitutionnelles du Québec, il a rouvert un dossier que tout le Canada anglais aurait préféré oublier pour une autre décennie.

Ce n'est que la présence dans la capitale fédérale de Brian Mulroney qui lui a permis de relancer ce dossier. Le premier ministre s'est engagé formellement à obtenir l'adhésion du Québec à l'accord constitutionnel de 1982. Il se devait donc de donner un accueil sympathique à la démarche québécoise.

Immédiatement après le départ de M. Bernard, le conseiller principal de M. Mulroney en matières constitutionnelles, le sénateur Arthur Tremblay, a épluché le document québécois en compagnie du chef de cabinet du premier ministre, M. Bernard Roy.

Première conclusion : il y a place à la négociation.

Première question : qu'est-ce qu'on fait?

Les deux hommes sont convenus d'une chose : ils avaient au moins trois semaines de réflexion devant eux, soit jusqu'aux élections partielles du Québec au début de juin.

Le premier ministre a consulté ses principaux conseillers, pour conclure qu'il devait tout de même répondre immédiatement à l'exigence préalable du premier ministre Lévesque : la reconnaissance des Québécois

comme peuple distinct.

Sous Pierre Elliott Trudeau, les libéraux auraient vite rejeté une telle demande. M. Mulroney s'est montré plus ouvert en reconnaissant, lors d'un discours dans l'Ouest canadien, que le Québec formait une « société distincte ». « Peuple » ou « société » distincte? M. Mulroney a opté pour société. Dans son esprit, c'est le mot « distinct » qui compte. Le reste est ouvert à la négociation.



GILBERT LAVOIE

de notre bureau d'Ottawa

Pour l'entourage immédiat du premier ministre, le processus de négociation est ouvert. Le moment et la façon d'y parvenir restent à déterminer. Sur ce dernier point, la balle reste encore dans le camp du Québec.

M. Lévesque a fait part de son intention de rencontrer son homologue fédéral à son retour de Paris. Il lui appartiendra, estime-t-on à Ottawa, de préciser ce qu'il attend du gouvernement central dans l'avenir immédiat. M. Lévesque désire-t-il des négociations bilatérales préalables avec Ottawa? Désire-t-il des négociations immédiates avec toutes les autres provinces? Le processus reste à établir.

L'entourage de M. Mulroney ne se fait pas d'illusions sur la

possibilité d'une entente avec le gouvernement Lévesque avant les prochaines élections québécoises. Il s'agit d'un dossier complexe qui prendra des années de négociations.

Indifférence

Dès le départ, les demandes du gouvernement québécois se sont heurtées à l'indifférence, sinon l'hostilité du Canada anglais. Mercredi, les quotidiens torontois scandaient à l'unisson que les exigences du Québec constituait du « séparatisme à la pièce » et ne méritaient qu'une fin de non-recevoir de la part du gouvernement central. Il serait difficile, dans un tel contexte, de convaincre les provinces anglophones d'accorder ne serait-ce qu'une étude attentive à ce document. D'autant plus que la situation politique s'y prête mal dans plusieurs provinces, notamment en Ontario (gouvernement minoritaire) et au Nouveau-Brunswick (gouvernement chancelant).

Même dans la capitale fédérale, les pressions en faveur d'une relance des négociations constitutionnelles sont à peu près inexistantes. « On sait bien que la priorité est à l'économie et non à la constitution », a confié cette semaine un membre influent du caucus conservateur du Québec.

Ce n'est pas que les députés québécois du parti gouvernemental se désintéressent de cette question. Il y a trois semaines, ils ont demandé au sénateur Tremblay de leur donner une séance d'information

sur le sujet. Mais les députés estiment dans leur ensemble que les Québécois devront élire un nouveau gouvernement s'ils veulent qu'on les prenne au sérieux sur la question constitutionnelle. Conséquence : personne n'a abordé ce sujet lors du caucus des députés, mercredi à Ottawa. C'est le budget qui a retenu l'attention.

La situation n'est pas différente chez les libéraux. Leur chef, M. John Turner, ne s'est pas encore prononcé sur les demandes du Québec. Selon plusieurs députés, ces propositions ne constituent qu'un programme politique en vue des prochaines élections provinciales, et il est inutile de se prononcer pour le moment.

— On a toutefois jugé que M. Turner ne pouvait pas passer ce sujet sous silence à l'occasion du dîner-bénéfice que le parti tiendra ce soir dans la métropole. Mais M. Turner se montrera prudent, et évitera d'engager son parti.

— Après ses commentaires de la fin de semaine dernières dans l'Ouest, Brian Mulroney n'a donc rien de plus à dire sur cette question. Ses conseillers se contenteront donc de jauger les opinions. Pour eux, c'est un dossier que l'on ne saurait aborder que par étapes, lorsque le moment sera propice, et seulement si la demande est là.

Les demandes du Québec sont donc connues, mais l'initiative reste dans le camp québécois. M. Mulroney peut se permettre d'attendre.

CAHIER SPÉCIAL LUNDI DANS la presse RAMSÈS II

RAMSÈS II A MONTREAL Un cahier unique. Tout ce qu'il faut savoir sur l'exposition « Ramsès II et son temps ». Revivez l'époque des grandes pyramides et découvrez Ramsès II, ce personnage fascinant de l'histoire de l'Égypte.

SAUMIER

De la prêtrise à la Bourse de Montréal

■ En 1950, André Saumier devint à 17 ans le plus jeune récipiendaire du prix Collin à se mériter cette distinction décernée par l'Université de Montréal aux plus doués des finissants des collèges classiques.



CLAUDE-V. MARSOLAIS

Trente-cinq ans plus tard, qui aurait pu prédire que le brillant étudiant, détenteur d'une médaille et d'une bourse de \$60, allait présider aux destinées de la Bourse de Montréal, après une carrière insolite menant de la prêtrise à la direction d'une maison de courtage, en passant par plusieurs ministères pour les gouvernements d'Ottawa et de Québec.

À 53 ans, le nouveau président constate que sa carrière a connu des péripéties peu communes, en raison sans doute d'une attirance très forte pour les nouveaux défis.

« En 1951, je suis entré au noviciat des Pères Sainte-Croix, à Rome, car je me destinais à la prêtrise. À cette époque, je ne savais pas trop quoi faire dans la vie, » dit-il, comme pour excuser un égarement de vocation qui fut le propre d'un grand nombre de personnes de la même génération.

Après ses études en théologie à Rome, il obtint de la Congrégation la permission de poursuivre une maîtrise en sociologie à l'Université de Chicago. « Ce fut, au plan intellectuel, l'expé-

rience la plus marquante de ma vie. Je n'avais aucune connaissance de la sociologie, même s'il fallait, pour s'inscrire en maîtrise, avoir déjà suivi deux cours d'introduction. Et voilà que le professeur débute son cours en nous envoyant sur le terrain dès les deux premières semaines. Et moi qui me débrouillais à peine en anglais, » raconte-t-il.

Un virage rapide

Ce difficile apprentissage devait stimuler ses ambitions futures. À son retour en 1958 au Collège Saint-Laurent, où il avait fait ses études classiques, il commence une carrière d'enseignant, mais s'avise très vite que le sacerdoce lui pèse. Il obtient une dispense et s'empresse d'aller acquiescer un M.B.A. à l'Université Harvard.

« À la fin de ces études, j'étais coulé de dettes, plus de \$20 000 US. J'avais quitté la Congrégation des Pères Sainte-Croix avec les seuls habits que j'avais sur le dos, raconte André Saumier. Il me fallait très vite me vendre au plus offrant. L'occasion se présenta alors qu'on m'offrit, en 1962, la direction d'un groupe de recherches socio-économiques au Battelle Memorial Institute de Columbus, Ohio. »

L'été suivant, il revient à Montréal afin de régulariser sa situation en obtenant du consulat américain son statut d'immigré. Or, il rencontre par hasard un ami, Michel Chevalier, maintenant professeur à l'Université de Toronto, qui lui parle des ambitions de la Fondation Ford de créer à Ottawa le Conseil canadien de recher-

ches urbaines et régionales. Au nom de cette Fondation, il lui offre sur le champ le poste de directeur de la recherche du nouvel organisme, offre qu'il ne peut refuser.

En 1965, la Société générale de financement nouvellement créée se cherche des cadres pour prendre en main une série d'acquisitions. Après avoir contacté son premier président, Gérard Filion, celui-ci en fait son adjoint.

L'administration publique

Ambitieux, le jeune cadre se laisse convaincre l'année suivante par nul autre que René Lévesque, ministre de la Famille et du Bien-être dans le gouvernement Lesage, de devenir sous-ministre. Mais, les élections sont déclenchées et le gouvernement renversé. Pendant quelques mois, il se retrouve dans une situation inconfortable jusqu'au moment où Maurice Sauvé, ministre fédéral des Forêts et du développement rural, lui demande de devenir l'adjoint du sous-ministre.

« À 33 ans, j'étais le plus jeune sous-ministre au fédéral et, en plus, francophone. Imaginez, le 2 janvier 1967, ma nomination avait fait la manchette dans les quotidiens francophones. »

Cette nouvelle carrière allait constituer la première époque marquante de sa vie de travail. En effet, le ministère devait se transformer en celui de l'Expansion économique régionale et donner lieu à toute une série d'ententes de développement dont celui du BAEQ dans l'Est du Québec. Il est particulièrement fier d'avoir préparé l'entente de développement la plus

complexe des pays développés, celle de l'Île du Prince-Édouard comportant un budget de \$6 milliards échelonné sur 20 ans.

En 1970, il est prêté au Niger où, à titre de conseiller du président Hamani Diori, il négocie avec le président du Nigeria, le général Gowon, un premier accord économique en Afrique.

L'année suivante, il revient à Ottawa où il œuvre jusqu'en 1975 au ministère des Affaires urbaines. À la suite d'un malentendu sur la vocation de ce ministère, il accepte une proposition de Guy Coulombe de devenir secrétaire général associé à l'Aménagement. C'est à ce titre qu'il préparera les lois de l'aménagement urbain et du zonage agricole, ainsi que le plan de transport dans la région montréalaise.

La bourse

En septembre 1979, après avoir agi deux ans comme sous-ministre de son élève au Collège Saint-Laurent, Yves Bérubé, à l'Énergie et aux Ressources, il change complètement d'orientation et devient conseiller principal chez Richardson et premier vice-président, lors de la fusion Richardson Greenshields, en 1982.

André Saumier n'est donc pas un inconnu dans le monde des valeurs mobilières. En acceptant la présidence de la Bourse de Montréal, il connaissait très bien les plans de son prédécesseur, Pierre Lortie, puisqu'il était vice-président du Conseil des gouverneurs de l'organisme. « Pierre a construit le blue print des projets d'expansion de la Bourse. C'est à moi qu'il a confié de les mener à terme, » conclut-il.

Les partielles : un retour aux élections traditionnelles entre les libéraux et l'UN

■ Les élections partielles du 3 juin prochain dans les comtés de Bertrand, Bourget et Trois-Rivières marquent le retour, à 15 ou 20 ans de distance, du style traditionnel de campagne qui opposait, après la Révolution tranquille, les libéraux à l'Union nationale.

À cette différence près que si Robert Bourassa est toujours là et n'a pas tellement physiquement changé depuis 1970, c'est le Parti québécois qui joue maintenant le rôle de l'UN, ce que d'ailleurs Jacques Parizeau avait prédit, un certain dimanche de novembre lorsque, en expliquant sa démission à ses électeurs de l'Assomption, il avait parlé du danger omniprésent « d'unionnalisation » du Parti québécois.

Le Parti libéral du Québec, c'est visible, ne voulait pas des élections partielles. Il a refusé, jusqu'à la fin, d'y croire. Toute sa stratégie était axée sur la tenue d'élections générales dès ce printemps. S'il semble maintenant faire contre mauvaise fortune bon cœur, il se refuse à envisager la possibilité, de plus en plus souvent évoquée, d'élections générales qui n'auraient lieu qu'au printemps 1986.

C'est le ministre de l'Agriculture, Jean Garon, qui le premier avait évoqué publiquement la possibilité d'élections générales au printemps 1986. Depuis, l'idée a fait du chemin. Le candidat péquiste dans l'Assomption, Denis Taillon, en par-

le publiquement, espérant, s'il est élu le 3 juin, avoir le temps de « réaliser des choses » d'ici le printemps.

Le Parti libéral du Québec fait donc campagne autour de la personnalité de son chef, tout comme si l'on était déjà en élections générales. Un gouvernement Bourassa, clame-t-on, redonnerait au Québec la prospérité. « Entre 1970 et 1976, on travaillait au Québec, » soutiennent les libéraux, se gar-



PIERRE VENNART

rant bien de dire avec précision comment ils se seraient tirés de la crise économique qui suivit.

Bourassa se laisse prendre au jeu

Robert Bourassa lui-même se laisse prendre au jeu. Dans une brasserie de Repentigny, il était tout radieux en confiant aux journalistes qu'un travailleur lui avait dit : « Dans ton temps, on avait des jobs. »

Les péquistes, eux, évitent de parler de René Lévesque. Il est absent du décor et les membres de son parti font campagne sans lui, certains diront « malgré lui ». Dans Bourget, l'agent officiel du parti, Raymond Girard,

a souhaité ouvertement un changement de leader. De plus, 90 p. cent des travailleurs d'élection sont favorables à Pierre-Marc Johnson. Le candidat, Réal Lafontaine, semble lui-même souhaiter que le premier ministre ne lui rende pas visite avant le 3 juin.

Dans l'Assomption, le candidat Denis Taillon avoue qu'il se serait bien passé du grenouillage entourant la question du leadership.

Dans Trois-Rivières et Bertrand, le malaise est également perceptible. Là comme ailleurs, la campagne se fait déjà dans un esprit « d'après Lévesque ».

Si plusieurs militants péquistes dans les quatre comtés s'affichent déjà « pro-Johnson », le candidat Réal Lafontaine, de Bourget, rappelle que c'est Bernard Landry qui a moussé sa candidature et le candidat péquiste de Trois-Rivières, Jacques Lessard, était attaché avec un membre du cabinet de M. Landry lorsque LA PRESSE l'a rencontré, dans un restaurant de la Mauricie.

Chose curieuse, ni le projet de souveraineté-association du Parti québécois, pas plus d'ailleurs que ses propositions de négociations constitutionnelles, rendues publiques la semaine dernière, ni le projet « Énergie du Nord », du chef libéral Robert Bourassa, ne constituent des enjeux d'élection.

Les péquistes ont parlé de sauver Pétromont, d'assainir la

rivière l'Assomption, d'épurer les eaux de la région de Trois-Rivières. Ils misent de plus sur la fierté « collective » des Québécois qui se seraient mieux tirés de la crise économique que les autres. On va même jusqu'à citer le président Ronald Reagan à l'appui, comme l'a fait René Lévesque lors de l'assemblée d'investissement dans Bertrand, pour démontrer la « vitalité des hommes d'affaires canadiens-français. »

Les libéraux, eux, ont très peu parlé de « l'Énergie du ord », dernière production littéraire de leur chef. Manifestement, bien que les partisans de M. Bourassa soient très fiers d'un chef « qui peut rédiger des livres aussi techniques, » la majorité des militants n'ont pas lu le livre et se perdent dans le jargon technique du développement énergétique. Ce qu'on veut, c'est le pouvoir — et surtout ses retombées économiques. Au plus tôt.

Une lutte traditionnelle

Un membre du cabinet du premier ministre Lévesque, au cours d'une conversation à bâton rompu, ne niait pas, jeudi, que la campagne actuelle ressemble aux luttes traditionnelles entre l'UN d'après-Duplessis et les libéraux d'après 1960.

« La question est de savoir, dit-il, de quelle Union nationale il s'agit. Celle de Daniel Johnson, qui en 1966 remporta la victoire, ou celle de Jean-Jacques Bertrand, défaite en 1970 aux mains de Robert Bourassa. »



Jacques Bouchard

PQ et PLQ en réunions à la mi-juin à Québec

■ La décision de l'ex-ministre péquiste, Jacques Lévesque, de quitter son siège de Labelle à l'Assemblée nationale laisse percer la possibilité d'une autre élection partielle à l'automne.

Le premier ministre René Lévesque et son ministre de l'Agriculture, M. Jean Garon, ont déjà laissé entendre que les élections générales pourraient bien avoir lieu seulement au printemps de 1986. Si tel était le cas, M. Lévesque, selon les dispositions de la loi électorale, aurait l'obligation de tenir cette élection complémentaire à l'automne.

Le candidat libéral est déjà connu dans cette circonscription. Il s'agit d'un entrepreneur, Damien Héту, ex-maire de Sainte-Agathe-des-Monts, qui est déjà en campagne depuis six semaines. Ce dernier avait été défait en 1981 contre Jacques Lévesque.

Le directeur des communications du Parti québécois, Jacques Despins, a souligné pour sa part que son parti n'avait aucun candidat en vue pour le moment dans cette circonscription. Mais il y a bien de l'eau qui va couler sous les ponts d'ici là. Le Parti québécois et le Parti libéral tiendront deux réunions importantes à la mi-juin dans la Vieille capitale. Le Conseil national du PQ se réunira le 15. Les libéraux tiendront leur Conseil général les 14 et 15.

Ce sera le moment pour les deux partis de tirer les conclusions et les leçons des quatre élections partielles du 3 juin dans les comtés de Bertrand, Bourget, l'Assomption et Trois-Rivières.

Les deux partis dévoileront également à cette occasion les résultats de leur campagne de financement. Le PLQ a récolté plus de \$4 millions alors que le PQ a réussi à dépasser son objectif de \$2 millions.

Les sondages d'opinion

Les maisons de sondages spécialisées et reconnues pour leur grande fiabilité, CROP et SORECOM, émettent des réserves sur la véracité de l'étude effectuée par l'entreprise de marketing Promothème, dans le comté de Bertrand, en vue de l'élection partielle du 3 juin.

Selon la consultation effectuée par Promothème, le chef du Parti libéral Robert Bourassa aurait obtenu 73 p. cent du vote si l'élection complémentaire avait eu lieu le 18 mai. Sa principale adversaire, la péquiste Francine Lalonde, n'aurait obtenu que 21 p. cent du vote. Les réponses de 400 francophones recueillies au moyen d'un système téléphonique robotique, est loin d'assurer la fiabilité d'une telle consultation, selon MM. René Pelletier et Claude Gauthier, respectivement responsables de ces dossiers pour SORECOM et CROP.

« Les sondages de SORECOM et CROP sont basés sur des échantillons de francophones et de non-francophones. Sur ce point ils ne peuvent être comparés au sondage unilingue de Promothème. »

« Nous utilisons les services d'intervieweurs professionnels garantissant la collaboration d'une portion représentative de la population. Promothème utilise pour ses « sondages » des enregistrements programmés communément appelés robots. Ces appareils ne peuvent recueillir l'opinion des gens qui sont réticents à parler à des machines d'une part, et d'autre part, ne sont pas en mesure de connaître le sérieux que les gens mettent à répondre à ce type d'appels préenregistrés, » notent MM. Gauthier et Pelletier.

Contrairement aux données publiées dans cette chronique, jeudi dernier, basées sur la consultation de Promothème, MM. Gauthier et Pelletier affirment, sans vouloir divulguer de secrets professionnels, que les résultats de ce sondage sont très loin de ceux qu'ils possèdent « confidentiellement » et de ceux qu'ils ont publiés dans les derniers mois.

En fait, les deux maisons remettent en cause les méthodes utilisées par Promothème. SORECOM et CROP ont d'ailleurs une fiche impressionnante, depuis plusieurs années, quant à l'exactitude de leurs prévisions.

Ma bonne Louise

Ma femme de ménage avait un aussi beau sourire hier matin que mardi dernier. Pimpante et souriante, elle s'est pointée à la maison les bras chargés de produits d'entretien. Elle était loin d'être déprimée par le budget « matraque » présenté la veille par le ministre fédéral des Finances, Michael Wilson.

Arborant fièrement son traditionnel « T-shirt » avec l'unifolié rouge, elle avait entendu parler vaguement des nouvelles taxes imposées dans le premier budget du gouvernement conservateur de Brian Mulroney.

Elle m'a expliqué que cela ne la touchait pas vraiment. « Voyez-vous, me dit-elle en me lançant un coup d'oeil réprobateur, je ne fume pas et je ne bois pas. » Elle était en train de ranger les bouteilles dans le bar alors que j'avais au bec ma traditionnelle cigarette matinale. « Alors, vous pensez. On a dit à la radio, ajoutelle, que c'était nécessaire pour baisser le déficit. Mais moi ces affaires-là, je n'y comprend pas grand chose. »

Il faut dire que Louise est une femme heureuse et qu'elle ne s'en fait pas avec les vicissitudes de la vie. Elle habite un confortable HLM dans l'Est de Montréal. Elle fait du ménage au noir à \$40 par jour chez quelques clients, en plus de recevoir des prestations du Bien-être social et des allocations familiales pour ses deux jeunes enfants à la maison.

C'est aussi une fan des loteries et des bingos. D'après mes informations, elle gagne au moins \$100 par semaine dans ces soirées qui font le délice de ceux qui ne s'en font pas avec la vie.

L'augmentation de deux cents le litre d'essence prévue pour septembre ne semble pas non plus affecter Louise. Elle se déplaçait cependant dans une belle grosse Pontiac d'autrefois qui doit faire au maximum huit milles au gallon en ville. Mais comme cette nouvelle taxe ne s'applique pas maintenant, elle avisera plus tard.

Écrasé par le poids de ce budget, je quitte la maison, je saute dans mon auto et je me rends chez mon dépanneur. Ce dernier a l'air aussi bouleversé que moi. Il retrouve son sourire bien vite quand je lui demande mes cinq paquets de cigarettes, trois pour moi et deux pour ma compagne...

Il y a un mois, lors de l'autre taxe de 25 cents imposée par le provincial, j'avais dit à la blague à mon dépanneur que je n'avais pas l'intention d'arrêter de fumer avant que le paquet ne soit rendu à \$5. Il avait éclaté de rire. Mais j'étais loin de me douter que cela arriverait aussi vite...

Le moins qu'on puisse dire, c'est que M. Mulroney a tenu promesse. Il avait prédit un budget « dur ». Mais l'équité n'y est pas pour les citoyens de la classe moyenne.

NE MANQUEZ PAS
AUJOURD'HUI
DANS **la presse**
NOTRE CAHIER SPÉCIAL

BANQUE NATIONALE DU CANADA
1 2 5 ANS

Un passe remarquable, un avenir prometteur, voilà en raccourci l'histoire de la Banque Nationale du Canada, aux fêtes de la fierté.

LÉVESQUE À PARIS La France retient les « relations privilégiées »

En diplomatie, les formules, surtout quand elles se répètent, ne sont jamais innocentes. Par la bouche du premier ministre Fabius, le gouvernement français semble avoir définitivement adopté une « petite phrase » qui, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Brian Mulroney, a l'air de satisfaire tout le monde: les « relations privilégiées » avec le Québec.

Hier après-midi, au cours de la conférence de presse conjointe, M. Laurent Fabius a eu l'occasion de placer de nouveau cette formule en voie de consécration dans sa déclaration liminaire. D'abord une mention très nette des « bonnes relations avec le Canada et le Québec », puis un détour sur un autre sujet, puis finalement la petite phrase sur les « relations » ou les « liens » « privilégiés ». Des mots qui signifient tout et n'importe quoi mais qui, en l'occurrence, définissent bien les rapports — confirmés, stabilisés et « normalisés » — entre Québec et Paris.

Malgré les grandes difficultés politiques du premier ministre Lévesque, et les rumeurs de son retrait répétées au début de la semaine par d'importants journaux français, il faut être clair: René Lévesque a, une fois de plus, été reçu avec les plus grandes marques d'attention. Si on fait exception de la visite de 1977 (la première après les élections de 1976), le programme qu'on lui a ménagé a été autant sinon plus « privilégié » que lors des deux voyages précédents. Un traitement « royal » d'autant plus remarquable que les deux premiers ministres venaient de se voir au Québec sept mois plus tôt... et qu'ils n'avaient rien de si dramatiquement important à se dire.

Les articles sur le premier ministre « en sursis » n'ont apparemment rien changé au contenu ou au ton de la visite. D'abord parce que, on s'en doute, le gouvernement français n'a pas été pris par surprise par les articles dans les journaux.

Ensuite, comme on le dit à la délégation: « Les Français reçoivent un premier ministre du Québec à vingt-deux p. cent exactement comme un premier ministre à quatre-vingts p. cent », à ceci, un conseiller de Laurent Fabius ajoute, avec une pointe d'ironie: « Il est peut-être en sursis, mais il n'est pas le seul dans ce cas... » Si René Lévesque a déjà un pied dehors, les socialistes français sont bien mal partis pour les élections de mars 86.

Sur un plan plus personnel, un spécialiste français des affaires québécoises précise: « Même s'il s'était avéré que la démission de René Lévesque était acquise, le gouvernement français l'aurait reçu avec au moins autant de chaleur. Ne serait-ce qu'en hommage à son rôle historique des huit dernières années. Les



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
à Paris
collaboration spéciale

Québécois ont le droit de penser ce qu'ils veulent de lui actuellement, mais il est sûr qu'on reconnaîtra plus tard l'importance de son rôle.

Pour une visite de deux jours, les Français pouvaient difficilement faire plus. Laurent Fabius n'est pas allé accueillir René Lévesque mercredi matin à l'aéroport, mais aucun premier ministre ne l'a jamais fait. Il avait manifesté l'intention de le faire: l'avion arrivait quinze minutes avant le début du Conseil des ministres hebdomadaire, et il y avait deux nouveaux ministres à accueillir.

Pour le reste: trois entretiens en tête à tête et « élargis » (au lieu de deux), un déjeuner et un dîner avec Fabius, plus l'entretien et le déjeuner avec Mitterrand. Et aujourd'hui, les deux hommes passaient plusieurs heures ensemble à Grand-Quévilly, dans la circonscription du premier ministre. « Comment auraient-ils pu se voir davantage? » demande un haut fonctionnaire québécois.

La visite s'est par ailleurs passée dans la plus grande bonne humeur. Le premier entretien avec Fabius, prévu pour une demi-heure, a duré une heure (alors que Fabius est un homme très minuté). Il y a eu la des échanges de blagues sur les vicissitudes politiques et électorales. « Fabius, qui est loin d'être aussi débonnaire que Mauroy, qui est plus froid, dit un de ses conseillers, a vraiment été touché par la chaleur de l'accueil au Québec en novembre. Les deux hommes s'entendent très bien. »

Le traitement privilégié dont bénéficie le Québec sur un plan formel est d'autant plus remarquable que, dans la diplomatie traditionnelle de la France, rien dans les discussions ne justifie des rencontres au sommet aussi fréquentes et importantes.

À titre de comparaison, il y a pratiquement autant de « sommets » franco-québécois que de sommets franco-britanniques. Et le premier ministre français voit infiniment plus souvent le Québécois que son homologue belge ou néerlandais.

Or les intérêts concrets en jeu sont assez modestes: rien à voir avec les pays africains constituant la zone d'influence politico-militaire de la France. Rien à voir avec les grands (ou même les petits) partenaires économiques du Marché commun.

Bien sûr, il y a beaucoup de visites officielles en France ou le « contenu » est faible. Mais quand il s'agit de grands pays (Allemagne, Angleterre etc.) il y a toujours des dossiers politiques ou des conflits à se mettre sous la dent. Quant aux petits pays, ils ne font pas l'objet de « sommets » annuels.

Le premier ministre du Québec a eu droit à un traitement d'autant plus « privilégié » que les intérêts en jeu sont plutôt platoniques. On se voit à chaque année pour réaffirmer justement ces liens « privilégiés ». Ce qui compte d'abord c'est le symbole. Peut-être vital pour le Québec. Pour la France, il est à la fois abstrait et pas négligeable à long terme: une francophonie crédible, qui prolonge l'influence de la France sur la scène internationale, ne peut se passer du Québec. C'est peu, mais ça vaut sans doute deux ou trois jours de relations « privilégiées » par année.



M. Lévesque en compagnie du premier ministre Fabius.



Ce plastron d'argent représentant l'une des gorgones, ornait une cuirasse. Il a été découvert dans l'important tumulus de Douvanli et doit remonter au milieu du Ve siècle av. J.-C.

Autre plaque d'argent ornant la cuirasse d'un chef enterré avec tous les honneurs. Très élaboré, cet ornement représente un chariot attelé de quatre chevaux que conduit un héros de la mythologie aux ailes déployées.



Sur la trace des trésors thraces

Si le projet imaginé par le maire Drapeau avec la complicité de l'ambassade de la Bulgarie au Canada se concrétise, les Montréalais pourront admirer à Terre des hommes, en 1987, une abondante et riche sélection des Trésors des Thraces.

Cette exposition n'a été vue qu'une seule fois en Amérique, au Musée des Beaux-Arts de Boston, en septembre 1977.

La collection, conservée à Sofia, appartient au patrimoine bulgare; elle est constituée de quantité d'objets précieux en or et en argent, de bijoux de la fin du néolithique — soit il y a deux mille ans avant Jésus-Christ — qui ont été retrouvés dans les tumuli funéraires des chefs de tribus thraces, principalement à Douvanli, dans la région de Plovdiv.

Les migrations et les guerres des différents peuples qui s'avancèrent dans la péninsule balkanique au milieu du second millénaire avant notre ère, se terminèrent par l'apparition, dans cette région du globe d'un peuple étrange qui s'appelaient les Thraces.

Ces tribus disséminées sur tout le territoire balkanique cultivaient la terre et élevaient des bestiaux; ils croyaient à l'immortalité de l'âme et à une vie réelle ultérieure à la mort. Lorsqu'ils enterraient leurs chefs ou autres notables de la tribu, ils plaçaient à côté de leurs dépouilles quantités d'objets et de cadeaux pouvant leur rendre la vie éternelle plus agréable.

Les Thraces étaient aussi polygames et, lorsque l'un d'eux mourait, son épouse favorite était tuée et enterrée à ses côtés. Les tumuli thraces renfermaient déjà aux 8e et 7e siècles av. J.-C. de grandes quantités de bijoux en or. Les plus récents, soit ceux des 5e et 4e siècles avant notre ère, contenaient parfois tellement d'objets en or et en argent que ces amas de richesses ont pu être comparés à de véritables chambres-fortes.



DENIS MASSE

À cette époque, il y avait un commerce actif entre les tribus thraces et les Grecs ainsi qu'avec les peuples de l'Asie mineure; ces échanges permirent aux premiers d'accumuler de grandes richesses. Les nombreuses colonies grecques qui s'étaient installées sur la côte thrace de la mer Noire, de la mer de Marmara et de la mer Égée, agissaient comme intermédiaires dans ce commerce. Comme ils avaient amassé rapidement des richesses, les Thraces furent en mesure d'acquiescer différents objets précieux des colons grecs, ainsi que des importants centres de la Grèce continentale. Plusieurs de ces objets se retrouvaient donc dans les tumuli.

Toutefois, une grande partie de la joaillerie thrace était fabriquée par des artisans indigènes.

Les trésors que nous verrons à Terre des hommes, bien que fort précieux, révéleront cependant une civilisation primitive et barbare. Dans l'ensemble, les Thraces demeurèrent un peuple primitif, incapable de laisser un apport important à la civilisation de l'homme, en tout cas rien de comparable à ce que nous ont légué les Grecs et les Romains.

Ils n'avaient pas d'écriture en propre, vivaient une existence primitive, étaient mal organisés et constituaient des tribus indépendantes. Aussi furent-ils incapables de résister aux Macédoniens qui les conquièrent dans la seconde moitié du 4e siècle avant Jésus-Christ. Leur période de grande richesse se termina avec l'apparition des Celtes dans la péninsule balkanique; la majeure partie de leurs trésors fut probablement enfouie à cette époque.

Les trésors découverts jusqu'à maintenant rassemblent quelque 1000 objets différents — à Boston, l'exposition en comprenait 200. Leur grand nombre témoigne d'une vie très riche à différentes périodes parmi les peuples qui ont habité ce territoire. Disséminés sur le petit territoire de la Bulgarie, qui ne couvre que 110000 kilomètres carrés, les sites qui ont rendu ces trésors sont si nombreux qu'aucun autre pays d'Europe ne peut lui être comparé.

« Berges nouvelles »: une affaire qui rappelle à l'ordre

La démarche d'implantation de l'Intercepteur des eaux usées de Longueuil, sur les rives du Saint-Laurent, devant Montréal, suit son cours ordinaire. Le Bureau d'audiences publiques du Québec, issu de l'importante loi sur les études d'impact, entend ces jours-ci tout un chacun donner son point de vue sur cette question controversée. C'est régulier. Mais derrière les palabres, il y a d'importants faits qui ne sont pas rappelés clairement.

Un débat, dont on peut prendre connaissance d'une manière sommaire dans les journaux, oppose, à Longueuil, les tenants du « développement » et de la « saine administration », les promoteurs du projet longueuillois mal nommé « Berges nouvelles », soit le camp des « bons et des sérieux », d'une part, et les autres, les « méchants » qui se posent des questions, et que certains tentent, par les temps qui courent, de couvrir de ridicule en les classant dans la catégorie des « écologues » et des « oiseaologues », d'autre part.

Voilà une attitude en noir et blanc que d'aucuns croyaient morte et enterrée depuis notre petite révolution des années 60. Cette affaire des berges de

Longueuil rappelle au contraire tout le monde à l'ordre. « L'esprit d'ingénieur », celui avec lequel on développe ce qui est développable, indépendamment des considérations environnementales, ne devait pas disparaître en deux décennies. La



JEAN-PIERRE BONHOMME

victoire de « l'esprit de la biologie », de l'esprit sensible ne devait pas être gagnée aussi facilement. Plusieurs Québécois, on s'en rend compte, ne se sont pas enlevés le bulldozer de la tête et c'est encore avec lui, et avec les entrepreneurs qu'ils cherchent à régler l'ordre naturel vital.

Les exemples ne manquent pas. Le gouvernement du Québec a brisé à jamais le paysage historique de la côte de Beauport-Beauport — le superbe lieu du premier établissement de la

colonie — en implantant une autoroute à six voies en plein dans le Saint-Laurent, « tréfle » d'accès et superlampadaires compris. Le même gouvernement, avec la complicité de la municipalité de la capitale, a bétonné le cœur historique de Québec jusque sur le portique du Parlement. N'eût été de la mise sur pied, sur le tard, d'un Bureau d'audiences publiques fédérales et d'un processus fédéral d'études d'impact, les administrateurs du port de Québec auraient réduit de moitié la largeur du fleuve, au pied du Château Frontenac.

Regardons d'un peu plus près encore. Rares sont les conseils municipaux québécois qui ont protégé la nécessaire et riche relation des citoyens avec leur fleuve. Rimouski s'est enfermée les yeux fermés derrière une muraille d'autoroute qui s'oppose au Saint-Laurent. La prairie, triste cas, est ruinée par l'autoroute des berges. Trois-Rivières est coupée en deux et n'est pas mieux que morte du même mal. La liste de ces catastrophes est interminable. Le gouvernement fédéral, quant à lui, ne fait pas toujours mieux. Pour rendre leurs berges aux Montréalais, il cons-

truit une route déguisée en « boulevard »!

Quant à Longueuil, on construit une muraille de demeures, le long du fleuve, qui bloque pour la majorité tout ce qui restait d'ouverture sur l'horizon. Les vieilles personnes finiront leurs jours dans des cages hermétiquement fermées, pour combattre le bruit. Elles auront, comme paysage, une vue en plongée sur l'autoroute des berges...

Nos municipalités, ainsi, « n'arrêtent pas le progrès », comme on dit. Rappelons que les autorités municipales de Longueuil ont jadis permis au gouvernement provincial de construire un « tréfle » d'autoroutes dans le lit du Saint-Laurent, juste à côté du pont Victoria. Elles ont également autorisé la construction de tout un quartier, sur les rives, autour du métro, d'une lourde agglomération de conciergeries. Le ministre fédéral de l'Environnement a choisi ce lieu, carément situé dans l'eau, pour y aménager ses laboratoires de toxicité de l'eau! À cause de tous ces empiètements, la largeur du fleuve, devant Montréal, a été réduite de moitié environ.

La municipalité de Longueuil réclame aujourd'hui le droit, en 1985, de gagner du terrain supplémentaire sur les berges pour y construire son fameux « intercepteur », son égout collecteur. Elle se justifie en disant qu'elle héritera ainsi, après coup, d'une piste cyclable et d'un peu de verdure. Il ne vient pas à son esprit, semble-t-il, que le Québec devrait imiter les autres civilisations de la terre: soit construire les routes et les égouts sur la terre ferme, pas dans l'eau. Pourquoi s'en faire pour quelques acres d'algues? soutiennent les « bâtisseurs ».

Effectivement, l'affaire des berges de Longueuil n'est pas principalement une affaire de petits poissons et de reproduction des espèces ripariennes. C'est une affaire de civilisation. Depuis l'avancement des connaissances, les citoyens s'élèvent avec vigueur contre les remblayages. Pas surtout parce que cela fait mourir les poissons; mais parce que cela nuit à l'environnement urbain en général, aux vues, aux ambiances, à la marche à pied, à l'organalité des choses; parce que cela n'a pas de bon sens.

Lorsque les ingénieurs du gouvernement du Québec ont

proposé de blesser à jamais, avec l'implantation de leur monstrueuse autoroute des berges, celle des rives du fleuve, Longueuil n'était pas impuissante. Elle aurait pu protester mais elle n'en a rien fait. D'autres villes, Mont-Royal notamment, ont combattu avec succès des projets semblables. Longueuil a plutôt choisi de laisser passer le train du « progrès ». C'est son droit. Mais les citoyens qui cherchent à stopper cette dégradation — il s'en trouve sur la rive sud — ont autant droit de parole que le promoteur municipal. On ne corrigera rien en élargissant la blessure de l'autoroute.

Signalons que le gouvernement du Québec tente, par un programme de nettoyage des berges — « Berges neuves » — d'intéresser la jeunesse du territoire à retirer les canettes et autres saletés des berges nationales. Il veut ainsi sensibiliser la relève à la protection de l'environnement. Or comment ces jeunes personnes-là vont-elles percevoir leurs aînés qui laissent Longueuil et les autres instances publiques se promener, en même temps, dans l'eau des rives, avec des bulldozers et des pelles mécaniques?

DÉPÔT GARANTI TRUST GÉNÉRAL

UN MODE D'ÉPARGNE AVANTAGEUX:

✓ sécurité du capital ✓ taux d'intérêt garanti ✓ choix dans le paiement des intérêts
SUCCURSALES: Mtl/University: 1100, University, 871-7200 • Mtl/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383
• Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265 • Ville Mont-Royal/Centre Rockland: Niveau 2, 341-1414
• Laval: Place du Carrefour, 682-3200

CONSEILLERS: Mtl/Ahuntsville: 382-8000 • Rive-Sud/Brossard: 462-1880 • Granby: 378-8461 • Val-d'Or: 825-8101 • Repentigny: 871-7536

1/4% DE PLUS
SUR TOUT NOUVEAU CERTIFICAT
EN ATTENDANT L'ÉMISSION DES
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE
DU QUÉBEC
DÉTAILS À NOS SUCCURSALES

Taux offerts à information
11⁰ **10**^{1 2 0} **9**^{5 8 0}
5 ans Int an 3 ans Int an 15 mois Int à échéance
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôt du Québec

NUNZIATA VEUT UNE ENQUÊTE PUBLIQUE L'affaire Hatfield: la GRC ne prendra aucune sanction contre ses policiers

OTTAWA — Selon le Solliciteur général Elmer MacKay, le dossier de « l'affaire Hatfield » et des accusations du premier ministre du Nouveau-

monds, ne recommande aucune sanction contre des membres de la GRC et affirme que les fuites aux médias au sujet de l'affaire Hatfield « doivent avoir résulté du bavardage (d'agents de la GRC) et qu'il ne s'agit pas d'un geste délibéré ».

Selon le commissaire, des agents de la GRC auraient pu discuter entre eux de cette affaire lors d'une réception pour ceux qui avaient participé à la visite royale à Moncton le 26 septembre dernier, conversations qui auraient pu être entendues par les personnes présentes.

Le commissaire affirme qu'il s'agit là d'un « manquement grave » surtout en regard du serment de discrétion que prêtent les agents de la GRC.

Mais M. Simmonds affirme qu'il est faux de prétendre, ainsi que l'a fait M. Hatfield, que la GRC, ou au moins certains de ses membres, voulaient renverser son gouvernement.

« La gendarmerie n'a aucun plan visant à faire tomber un gouvernement élu par le peuple

et nous n'avons pris aucune mesure en ce sens au Nouveau-Brunswick », affirme le commissaire.

D'autre part, selon M. Simmonds, rien ne permet de croire que ce sont des agents de la GRC qui sont à l'origine d'autres fuites qui aient fait état d'une soirée au domicile du premier ministre où il aurait offert de la drogue aux étudiants qu'il avait invités.

Selon M. MacKay, toute autre enquête sur l'affaire Hatfield « n'aurait aucun mérite ou aucune utilité pour l'instant » et il se dit satisfait des recommandations du rapport.

Le ministre admet toutefois qu'il serait peut-être utile d'amender la loi sur la GRC pour permettre la tenue d'enquêtes indépendantes dans des cas tels que celui-ci et non pas d'une enquête interne faite par la gendarmerie elle-même.

Quant aux agissements qui sont reprochés aux policiers, le Solliciteur général croit qu'ils sont, somme toute, excusables.

« Qui d'entre nous n'a jamais fait une erreur en faisant des confidences à quelqu'un », a demandé M. MacKay, ajoutant que les membres de la gendarmerie n'étaient pas parfaits, comme tout le monde.

« Il m'apparaît clairement qu'il n'y a pas eu le type de conspiration ou de malice délibérée que quelques personnes craignaient », affirme le Solliciteur général.

Mais l'Opposition, tant libérale que néo-démocrate, ne l'entend pas du tout de la même façon. Pour le député Svend Robinson, du NPD, le rapport pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses, alors que pour le libéral John Nunziata, il fait la preuve qu'il faut absolument une enquête judiciaire publique pour tirer cette affaire au clair.

Selon M. Nunziata, le rapport démontre clairement que M. Hatfield a eu droit à un traitement spécial dans toute cette affaire et laisse bien des questions en suspens.



Le Solliciteur général du Canada, Elmer MacKay photo PC

MICHEL C. AUGER de la Presse Canadienne

Brunswick contre la Gendarmerie royale du Canada est maintenant clos; mais l'Opposition aux Communes affirme que bien des questions demeurent sans réponse.

M. MacKay a déposé, hier aux Communes, le rapport de l'enquête interne de la GRC sur la conduite des policiers dans l'affaire de la découverte de marijuana dans les valises du premier ministre Richard Hatfield lors de la visite royale de l'automne dernier.

M. Hatfield a été acquitté d'une accusation de possession de marijuana le 29 janvier dernier, en Cour provinciale à Fredericton.

Le rapport d'une soixantaine de pages, signé par le Commissaire de la GRC, M. Robert Sim-

Clair recommande aux jeunes de ne pas se laisser aller au découragement

ROUYN-NORANDA — À Ville-Marie, les jeunes sont tout propres, souriants, apparemment optimistes et débordants d'enthousiasme. Sont ainsi

Rouyn-Noranda, à faire le bilan des subventions accordées en régions dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse qui jouit, dans tout le Québec, d'un budget de \$9,4 millions consenti par le gouvernement Lévesque.

En Abitibi-Témiscamingue, \$273 000 seront versés aux animateurs de 20 projets régionaux et de deux autres à portée nationale, dont le plus remarquable est probablement cette sorte de mariage entre le théâtre et l'humour radiophonique qu'on a appelé « Chroniques incurables », qui va coûter \$19 000 et mobiliser 60 jeunes, en plus d'occuper au cours de l'été les ondes de 14 stations de radio communautaires à travers la province.

« Des jeunes comédiens vont jouer des sketches inspirés de la perception du monde qu'ont les jeunes », résume Jacques Duhaime, un étudiant en Sciences politiques qui, l'été dernier, tondait la pelouse dans le cimetière de

Noranda... Tout ça va être diffusé par le biais d'un groupe de médias qui ont justement la réputation de rejoindre un public de jeunes et de professionnels.

Les autres projets sont, dans la plupart des cas, des initiatives d'information touchant une foule de matières auxquelles les 18-30 ans s'intéressent. Ou devraient s'intéresser. L'emploi, le fonctionnement d'une entreprise, d'un conseil municipal.

Quoi qu'il en soit, Michel Clair, Gilles Baril et Jean-Paul Bordeleau ont été traités fort civilement, hier, par des jeunes que l'on est habitué de voir plus agressifs.

À Ville-Marie, le président du Conseil du trésor (qui n'a après tout que 34 ans!) et le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Gilles Baril (qui est encore moins âgé), ont même participé au jeu de l'improvisation, sous le thème du livre, puisqu'on se trouvait au

Salon du livre de Ville-Marie, installé dans l'arène local que quel qu'un a baptisé l'Olympia. Les talents de comédiens de ces deux élus ne sont pas négligeables...

Un peu plus tôt, à Noranda, Michel Clair avait livré un message de fond aux jeunes et, en même temps, à ceux qui le sont moins.

« La parité de l'aide sociale (la revendication des 18-30 qui a reçu le plus de publicité) est une piste conduisant à une trappe de pauvreté et ne serait que la marque d'un manque de confiance envers les jeunes », a affirmé M. Clair.

« Ceux qui prétendent que vous faites partie d'une génération sacrificielle sont des égoïstes et les adultes devraient, au minimum, cesser de tenter de vous décourager ». Michel Clair a conclu: « vous êtes mieux formés, plus compétents et plus rompus à la lutte que nous l'étions; vous êtes armés pour réussir et vous devez avoir confiance en vous ».

DANS BERTRAND Francine Lalonde ne s'avoue pas vaincue

La candidate péquiste dans Bertrand, Mme Francine Lalonde, ministre de la Condition féminine, refuse de s'avouer

PIERRE VENNET

vaincue face à son adversaire, le chef libéral Robert Bourassa. Hier, Mme Lalonde a d'ailleurs reçu trois bonnes nouvelles qui sont venues l'encourager dans ses prétentions qu'elle « chauffe » le chef libéral plus qu'on ne le croit.

Le ministre du Revenu, Maurice Martel, député du comté voisin de Richelieu, est venu annoncer une subvention de \$1250 000 pour la réfection de la rue principale de la municipalité de Saint-Amable, la plus petite du comté de Bertrand. M. Martel est le ministre responsable de la région de la Montérégie dans laquelle se trouve inclus le comté de Bertrand.

Les deux firmes de sondage rivales SORECOM et CROP ont publié hier une déclaration conjointe pour affirmer que « sans divulguer de secrets professionnels », les sondages confidentiels qu'ils ont effectués sont « très loin » de ceux rendus publics cette semaine par une entreprise de marketing connue sous le nom de Promothème et qui accordait 73 p. cent des suffrages à Robert Bourassa et seulement 21 p. cent à Mme Lalonde. Les organisateurs de M. Bourassa, d'ailleurs, ne lui accordent, quant à eux, qu'une avance de 12 points sur son adversaire péquiste.

Enfin, les membres du Comité national d'action politique du Parti québécois et son coordonna-

teur, M. Jean-Marc Léger, fils du ministre Marcel Léger, sont venus donner leur appui à Mme Lalonde hier et ont dénoncé le « nouveau Robert Bourassa », n'ayant pas, pour la plupart, « connu l'ancien ».

Dans un discours ressemblant au style bien connu de son père, le jeune Léger a déclaré, au nom des quelque 30 jeunes qui l'entouraient en conférence de presse que « si nous n'avons pas connu le Bourassa d'hier, un coup d'oeil sur ce qu'il défend nous permet de rejeter le Bourassa d'aujourd'hui ».

Quant à eux, ces jeunes affirment qu'ils continuent à appuyer le Parti québécois et à y défendre les trois grands thèmes suivants: une véritable politique du partage du temps de travail, volontaire, incitative et accessible à tous, initiée par le gouvernement en collaboration avec les divers intervenants sociaux;

une politique de l'environnement qui ne se contente pas uniquement de dépolluer mais qui tiendrait compte de divers impacts de l'activité humaine: aménagements du territoire, protection des éco-systèmes, amélioration de la qualité de la vie, tout en intensifiant nos efforts pour développer l'éducation relative à l'environnement;

plus grande ouverture sur le monde, marquée par une volonté de promouvoir la paix, tant sur le plan national qu'international. « Nous considérons la paix sur la base d'un équilibre garantissant l'indépendance et la sécurité à tous les peuples de la terre », concluent à ce sujet les jeunes péquistes.

Le budget de la Fête nationale sera le même que l'an dernier

L'édition 1985 de la Fête nationale du Québec se fera sous le signe de la sobriété budgétaire puisque le gouvernement a

CLAUDE-V. MARSOLAIS

retenu la même enveloppe budgétaire que l'an dernier, \$1,8 million, tout en exigeant cette fois que chacune des activités s'autofinance à 25 p. cent de ses coûts.

Ce n'est, semble-t-il, qu'un début puisque le président du Mouvement national des Québécois, Gilles Rhéaume, dont l'organisme assure la coordination à l'échelle nationale pour la seconde année, a affirmé que le gouvernement songeait progressivement à réduire ses subventions jusqu'à ce que la Fête nationale s'autofinance entièrement.

« On revient progressivement à la situation qui prévalait, il y a plus de 20 ans, alors que le gouvernement québécois n'accordait aucune subvention pour la tenue des activités de la Fête nationale », de dire M. Rhéaume.

Même si le slogan des festivités « Jeunesse en tête, Québec en fête » emprunte le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, M. Rhéaume a surtout insisté, lors de la présentation du comité d'honneur, sur le passé en signalant que les jeunes connaissent peu leur histoire. « La méconnaissance de faits précis et anecdotiques de notre passé ne doit pas occulter une plus grande fidélité à l'esprit des coutumes vécues par nos ancêtres ».

Afin sans doute de stimuler les jeunes envers un nationalisme qui s'essouffle, le Mouvement na-

tional des Québécois a confié la présidence du comité des fêtes à Julie Morency, 24 ans, qui dirige les destinées du groupe ENGJ (Ensemble dans les Groupes d'Action Jeunesse).

Elle sera entourée de Josée Faucher, 22 ans, récipiendaire de 19 médailles d'or lors de sa participation à de nombreuses compétitions internationales pour handicapés; de Christian Elie, 30 ans, vice-président de Pelican International, firme spécialisée dans la fabrication d'équipement nautique; de Michel Gaucher, président de SOFATI, dont les rumeurs veulent qu'il se présente candidat libéral aux prochaines élections générales; et de Rock Demers, président des Productions La Fête, maison qui a lancé le film « La Guerre des tuques ».

Même si la programmation des activités de la Fête nationale ne sera connue que plus tard, l'on sait que les quinze organismes régionaux qui chapeautent les festivités ont approuvé près de 800 projets locaux émanant d'initiatives populaires. Un budget de \$1,1 million y sera consacré.

À l'occasion de la conférence de presse, on a dévoilé l'affiche de la Fête, qui de l'avis de plusieurs organisateurs ne soulève guère l'enthousiasme. Elle représente un cerf-volant/leur de lys qui s'envole sur le territoire québécois afin de symboliser le lien entre la Fête et la jeunesse.

Enfin, à ceux qui l'auraient oublié, le Mouvement national des Québécois a rappelé que la Journée d'hier était spécialement dédiée à la célébration de l'emblème national, le drapeau québécois.

le meilleur achat!

UNE PISCINE EN FIBRE DE VERRE

Un PEU plus pour BEAUCOUP PLUS GARANTIE 15 ANS

PISCINES/PATIOS
Montjoie INC.

PRODUITS MONTJOIE INC.
Montreal et rive sud, 1555 boul. de l'Industrie
Beloeil, QC J4S 4S5 464 2747 375 5490

RIVE SUD
MONTJOIE
Autobus 101, 1000
1555 boul. de l'Industrie
BELOEIL, QC J4S 4S5
(514) 464-2747 (514) 375-5490

RIVE NORD
MONTJOIE
Autobus 101, 1000
1555 boul. de l'Industrie
BELOEIL, QC J4S 4S5
(514) 464-2747 (514) 375-5490

QUEBEC
MONTJOIE
Autobus 101, 1000
1555 boul. de l'Industrie
BELOEIL, QC J4S 4S5
(514) 464-2747 (514) 375-5490

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE
Lundi, mardi, mercredi et samedi 9 h à 18 h
Jeudi et vendredi 9 h à 21 h
Dimanche 12 h à 17 h

1555 BOUL. DE L'INDUSTRIE
AUTOROUTE 101
LONGUEUIL

Nous avons 25 dépôts à travers le Québec. Réglez votre commande de votre région par téléphone sans frais 1-800-361-7997

L'ÉTÉ NE MANQUEZ PAS, AUJOURD'HUI la presse NOTRE CAHIER SPÉCIAL L'ÉTÉ

Répertoire d'une quarantaine de théâtres d'été dans toutes les régions du Québec et panorama des grands événements qui auront lieu à Montréal et ses environs.

SELON LA COURONNE

Contre Renaud, on a aussi établi un mobile et rappelé des aveux

■ Alors que le procureur de Michel Renaud avait consacré deux journées entières à expliquer aux jurés qu'il n'y avait pas un iota de preuve contre son client, le procureur de la Couronne, Me Mario Dufresne, a mis moins de trois heures, hier, pour soutenir devant les sept hommes et les cinq femmes que la poursuite n'avait pas fait que présenter une double preuve directe et circonstancielle contre le prévenu.

Mais qu'elle avait aussi étalé le mobile de ce dernier, pour participer au vol chez les Oulimar, à Ville Mont-Royal, vol suivi de la chasse à l'homme où l'agent René Vallée a été tué.

Michel Renaud, évadé d'un centre de transition, ne voulait tout simplement pas retourner

en prison, et il n'avait pas d'argent pour fuir à l'étranger. Il a donc planifié un vol avec son frère, pour s'en procurer, et c'est au cours de cette équipée qu'il a descendu l'un des policiers qui le pourchassaient. Me Dufresne souligne également les aveux faits par le prévenu à la femme qui l'avait hébergé momentanément, dans son logis de Saint-Chrysostome, et à son amie de Pointe-aux-Trembles, la coiffeuse Agathe Coutu.

Une autre preuve que c'est bien lui qui accompagnait son frère Pierre? Lorsque la fille des Oulimar a voulu leur remettre sa bague de première communion, et qu'on l'a refusée, l'un des deux a alors commenté: « On n'a pas ça chez nous, on est d'une famille pauvre. »

Me Dufresne souligne, d'autre part, que ce qu'on a présenté comme alibi, sans insister ni sur sa force ni sur sa faiblesse, au moment de la plaidoirie de la défense, révélait plutôt des éléments de savante planification.

Quoi de plus adroit, dit-il, que d'organiser d'avance un voyage en Floride pour le lendemain même d'un coup bien monté, et qu'on espère évidemment réussir!

Le procureur de la poursuite exhibe ensuite les gents portés sur les lieux du hold-up, et souligne vite qu'on en trouve en abondance dans... les salons de coiffure. Il parle aussi de la permanente faite à l'accusé, par son amie, peu de temps avant l'expédition de la rue Ste-Clare, de la septième paire d'espadril-

les prétendument achetées par Renaud, à l'heure où l'agent Vallée rendait le dernier souffle, et du peu d'effort qu'on a fait pour trouver quelque corroboration à ce sujet.

Il soumet que même le procureur du prévenu ne semblait pas croire lui-même à cet alibi, à la fin, et que c'est la raison qui l'a apparemment amené à ne même pas l'évoquer, au cours de son long plaidoyer.

Pour sa part, il soumet que la culpabilité de l'accusé est amplement prouvée, et hors de tout doute raisonnable.

Ce n'est toutefois que mardi que le jury reviendra en cour pour entendre les directives du juge Pierre Pinard, et entreprendre ses délibérations.

VOYEZ NOS SUPER SPECIAUX DANS NOS MAGASINS



PRÉSIDENT
Notre meilleur achat

18'



Vente Etiquette Soleil
1,399.\$

Toute équipée

- Piscine exclusive à Piscines CITADELLE
- Garantie de 15 ans
- Toile Premium 20mm bleue
- Poteau de 6"
- Rebord de 6"
- Intérieur du mur fini en Polyéthylène
- Toute équipée: Balayeuse - Trousse d'analyse d'eau - Net à feuilles - Manche télescopique - Boyau à balayeuse - Thermomètre - Écumoir - Échelle en aluminium - Patio, 30 pieds carrés - Filtreur Jacuzzi, JC 2000, 1 force

Limite un par client

Vente Etiquette Soleil
69.99\$

ROULEAU SOLAIRE



Vente Etiquette Soleil
79.00\$
- 15 pieds de tuyau

Vente Etiquette Soleil
89.\$



RABAIS SUPPLEMENTAIRE DU MANUFACTURIER \$7.50

TOILES SOLAIRES SEALED AIR
LES SEULES SCÉLÉES À CHAUD ET NON COUSUES.
50% de réduction

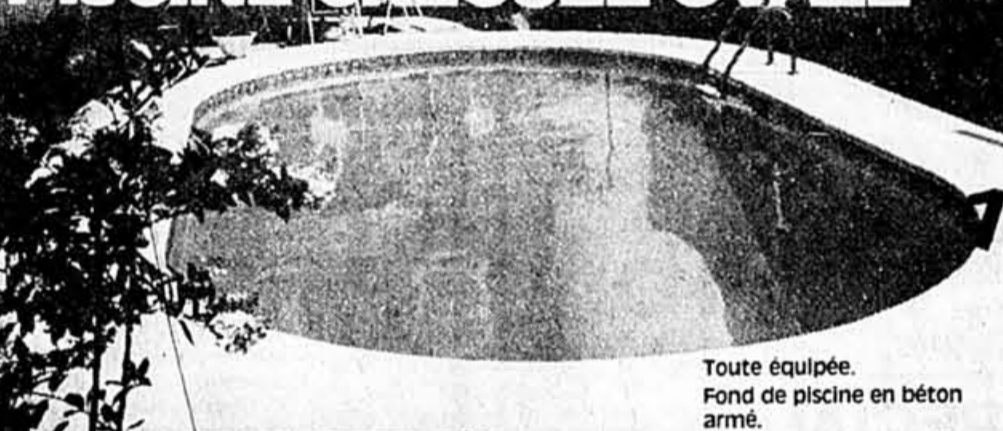


RABAIS SUPPLEMENTAIRE DU MANUFACTURIER \$7.00



SANITAS
2 pour 1

PISCINE CREUSÉE OVALE



15'X30'

Vente Etiquette Soleil
6,999.\$
MODELE 1530-SP

Toute équipée.
Fond de piscine en béton armé.
Trottoir en béton armé de 3 pieds, tout le tour de la piscine.



Vente Etiquette Soleil
279.\$

Faites nous parvenir une photo de votre piscine et/ou de vos meubles de patio. Déposez votre photo dans le baril spécialement identifié au concours dans l'un des magasins PISCINES - PATIO CITADELLE. Vous pourrez gagner le coût de votre achat de piscine (installation non-incluse) et/ou de vos meubles de patio. Le choix du gagnant aura lieu samedi le 20 juillet 1985 à 12h00.



LEVANTE



Vente Etiquette Soleil
299.\$

Régulier 499.\$

Coussins en sus

PISCINES/PATIOS

CITADELLE

Lundi au vendredi 9h00 à 21h00
Samedi 9h00 à 17h00 / Dimanche 11h00 à 17h00

- | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|--|--|---|--|--|---|---|---|
| ST-HYACINTHE
2065, rue Cherrier
773-5667 | SAINTE-THÉRESE
259, boul. Labelle
435-1983 | BROSSARD
6655, boul. Taschereau
676-6655 | SOREL/TRACY
204, route Marie-Victorin
742-7692 | TROIS-RIVIÈRES
8255, boul. Jean-XXIII
377-2921 | GRANBY
848, rue Principale
378-4944 | SHERBROOKE
(Roch Forest)
4701, boul. Bourque
564-8611 | JOLIETTE
564, rue St-Charles-Borromée
759-8110 | CHÂTEAUGUAY
279, boulevard Anjou
691-5030 | VICTORIAVILLE
(Athabaska), 54, rue Girouard
357-8344 | LONGUEUIL
620, Place Trans-Canada
527-8617 | LAVAL
1770, boul. des Laurentides
(angle St-Martin)
384-4581 | REPENTIGNY
545, rue Notre-Dame
585-0100 | SHAWINIGAN
1423, 41 ^e Rue
539-6431 |
|--|--|--|--|--|---|--|--|---|--|--|---|---|---|

FLORSHEIM®

Au centre Rockland
le samedi 25 mai

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION DE CHAUSSURES FLORSHEIM

Voyez toute la collection de chaussures Florsheim pour hommes... et vous aurez la possibilité de commander n'importe quelle taille ou largeur.

Le samedi 25 mai de 9.30 à 17 h, un représentant de la manufacture Florsheim sera au Centre Rockland de Ville Mont Royal... il vous présentera toute la gamme des chaussures Florsheim... et vous pourrez commander le modèle que vous souhaitez même s'il s'agit d'une taille et de largeur peu courantes. Qu'il s'agisse d'un modèle classique ou tout aller, vous n'aurez que l'embaras du choix. Et vous pourrez compléter votre garde-robe avec des chaussures Florsheim pour toutes occasions; des articles de qualité dans toutes les pointures et largeurs.

CHAUSSURES FLORSHEIM

Centre Rockland, Ville Mont Royal, Québec

American Express et principales cartes de crédit acceptées.

Poursuite de \$261 000 contre une école de Laval, trois de ses élèves et leurs parents

■ Les rixes entrescoliers ne sont pas rares, dans les cours de récréation de nos diverses institutions. Mais elles n'ont pas toutes les conséquences aussi sérieuses que celles qui ont provoqué le dépôt d'une poursuite de \$261 000, hier, en Cour supérieure.

Au nom de leur fils Oscar, 10 ans, et représentés par Me Richard Blanchette, M. et Mme Isaac J. Sachs, de la rue Ridgewood, à Chomedey, réclament effet cette somme de l'école privée Torahs Unis de Montréal, que leur enfant fréquentait, contre trois autres élèves de cette institution et leurs parents.

Tout cela à la suite d'un incident survenu en septembre dernier, dans la cour de cette école de Laval. Alors que trois autres garçons auraient vigieusement assailli le petit Oscar, les surveillantes auraient refusé d'intervenir, et, par la suite, aurait forcé l'enfant blessé à revenir en classe.

Lorsqu'il finit par en sortir, il s'effondra dans la cour. Conduit à l'hôpital, on constata qu'il souffrait de contusions au pancréas, de rupture de la rate et de fracture d'un doigt. Hospitalisé pendant un mois, il était si mal en train qu'il aurait entretenu des idées suicidaires.

Les autorités de l'école ayant refusé d'exclure les jeunes agresseurs, les parents de la victime ont dû aller l'inscrire dans une autre école, publique, et de confession protestante.

Les parents, en plus de réclamer pour les blessures et les souffrances de leur fils, cherchent également à obtenir une indemnité pour tous les ennuis que cette affaire a provoqué dans leur milieu familial jusque-là fort serein.

Le Grand Marché de la Rive-Sud poursuivi pour près de \$600 000

■ Les dirigeants du Grand Marché de la Rive-Sud, dont l'établissement a été fortement ravagé par une série fantastique d'explosions, dans la nuit du 23 mai 1983, ne sont apparemment pas au bout de leurs peines.

Car hier, une compagnie d'assurances-feu, la Commercial Union, a intenté contre eux une poursuite de \$589 683, pour tenter de se faire ainsi rembourser des indemnités qu'elle a déjà versés à trois de ses assurés, pour ce sinistre.

La Commercial Union reproche à la compagnie du Grand Marché de ne pas avoir fourni à ces marchands les services de protection, de sécurité et de gardiennage prévus par leur contrat, principalement au cours de la fin de semaine où des inconnus se sont introduits dans la place et ont installé un puissant dispositif qui a notamment éventré le toit du vaste édifice. En plus de causer des dommages élevés à la plupart des établissements commerciaux qui étaient situés.

La compagnie d'assurances souligne que ces mesures de protection auraient dû être scrupuleusement assurées, en raison notamment de l'animosité créée avec les autres marchands du secteur et les locataires de divers centres commerciaux du voisinage, incapables d'ouvrir leurs portes le dimanche, comme ceux qui avaient leur étals au Grand Marché.



"T'ES DAUPHIN"

QUALITÉ GARANTIE sur tous nos modèles de piscines!



- entièrement en aluminium
- 100% à l'épreuve de la rouille
- vous achetez directement du fabricant
- 20 ans d'expérience pour mieux vous servir

1945\$

Piscine Carrousel de 24 pieds, comprenant filtre, échelle et nécessaire d'entretien

100 lbs de chlore HTH



119⁹⁵\$

certificat cadeau de 10\$ sur le chlore et un matelas pneumatique **gratuit**.
Limite d'un article par client. Quantité limitée

Économisez jusqu'à 700\$

quand vous achetez avec ce coupon un récipient de 8 kg de **DURATION™** tablettes de chloruration à effet prolongé

Rég. 76,95\$ **SPÉCIAL 69,95\$**

Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____ Province: _____ Code postal: _____
No. de téléphone: _____

Cette offre est valable du 20 mai au 12 juin 1985 sur l'achat d'un récipient de 8 kg de produit DURATION™. Elle est limitée à un coupon par adresse de foyer. Le coupon doit être dûment rempli. Il faut utiliser un coupon original. Toute duplication ou copie n'est pas acceptable. L'offre n'est valable qu'au Canada et elle est nulle quand elle est interdite par la loi. Olin ne remboursera pas de coupons en excès du stock. Olin se réserve le droit de vérifier les achats de clients.

SPÉCIAL



Tête de balayuse de "LUXE"
Rég. 12,95\$
SPÉCIAL: 888\$

SPÉCIAL



Filtre "haute performance"
• 18" de diamètre
• tête à 6 positions
• pompe "TURBO"
EN SPÉCIAL: 359\$†

Piscines Dauphin

... pour 5 mois de vacances année après année...

Heures d'ouverture:
Lun. au Ven.: 9h à 21h
Samedi: 9h à 17h
Dimanche: 11h à 17h

MONTRÉAL
2170, boul. Laurentien
(voisin de Canadair)
Tél.: 332-6060

RIVE SUD
3919 est, boul. Taschereau
(face aux Galeries Taschereau)
Tél.: 676-4020

LAVAL
2009 Autoroute 440
(coin Le Corbusier)
Tél.: 682-3100

REPENTIGNY
(Nouveau magasin)
190, rue Notre-Dame
Tél.: 582-2020

ERRATUM

Veuillez noter que dans l'annonce «Champ libre d'Air Canada située à la page #3 du cahier «Vacances-Voyages» de cette édition, les réductions pour l'hôtel et l'auto sont valides seulement avec les tarifs Excursion haute et basse saisons. Les coupons-rabais sont aussi disponibles à Air Canada.

Veuillez nous excuser de cette imprécision.



AIR CANADA

MARDI DANS LA MODE

Une maternité bien habillée

par Anne Richer





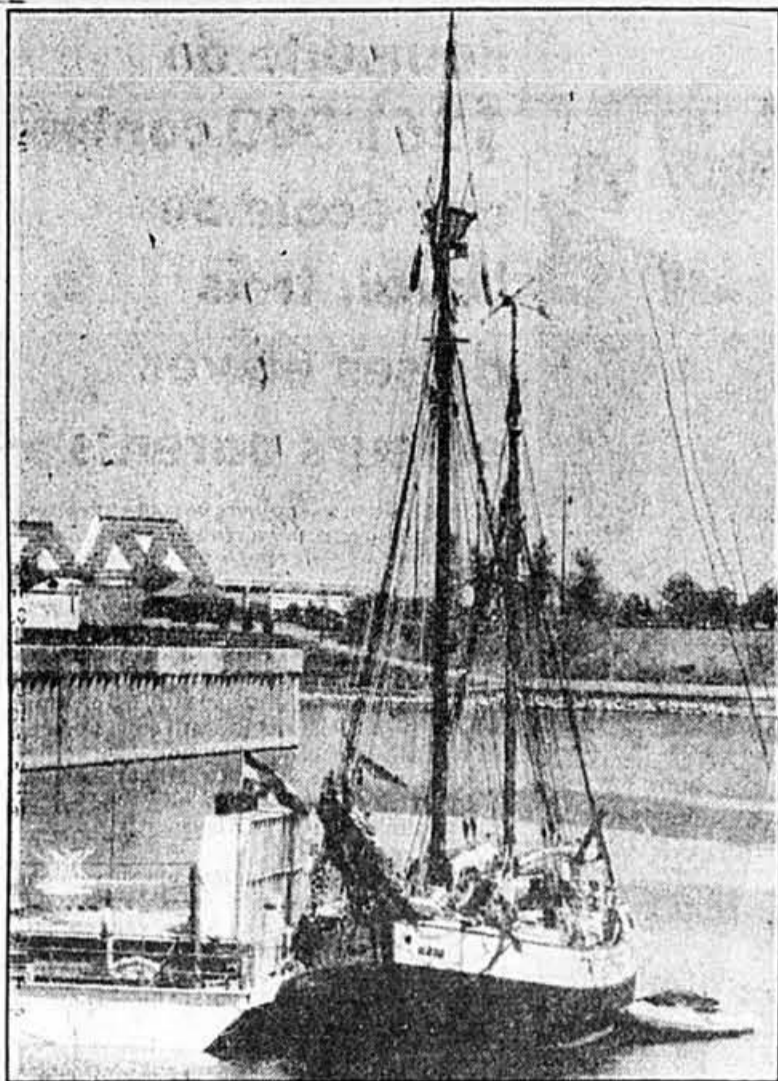


photo Jean Goupil, LA PRESSE

Une exposition contre les déchets toxiques

Le bateau-école de Greenpeace, en rade au bassin Jacques-Cartier, dans le port de Montréal, à quelques heures d'un périple que l'équipage entreprendra vers les Grands Lacs. Le deux-mâts « Fri » se veut le théâtre d'une exposition dénonçant les déchets toxiques que l'on retrouve un peu partout dans le fleuve et qui sont en voie de contaminer irrémédiablement les Grands Lacs. Au cours du week-end, des biologistes accueilleront les visiteurs sur le bateau et répondront à des questions sur la pollution du sol marin, sur les BPC, cette substance dont on parle beaucoup depuis quelque temps, sur les sites d'enfouissement des polluants. Diverses cartes marines indiquant les zones toxiques seront à la disposition des intéressés. Lundi, le « Fri » se trouvera à Kanawake, où il sera question du projet Archipel et, dans les semaines suivantes, à Toronto, Chicago, Buffalo, toutes des villes affectées par la pollution qui sévit dans les Grands Lacs.

Arlington à Washington

Toutes les grandes villes possèdent un beau cimetière que l'on vient visiter: on peut retrouver les grands témoins de notre histoire ou encore prier ou méditer sur la tombe de parents ou d'amis. Silloné de nombreuses allées, protégé par sa voûte d'une dizaine de milliers d'arbres dont certains sont plus que centenaires, Notre-Dame des Neiges est un site d'une grande beauté, au cœur de Montréal.

Le Père Lachaise à Paris

Notre-Dame des Neiges, c'est aussi un organisme sans but lucratif administré depuis 1855 par la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal. Son rôle essentiel est d'assurer à perpétuité la garde des dépouilles mortelles qui lui sont confiées, dans une ambiance de paix, de dignité et de respect, et selon aussi des formes nouvelles qui conviennent à notre société contemporaine. Plus d'un million de personnes représentant cinq générations reposent à Notre-Dame des Neiges, qui possède l'espace et les ressources nécessaires pour en recevoir encore autant.

Notre-Dame des Neiges à Montréal

Différents services y sont offerts à tous, sans distinction d'origine ethnique: inhumation traditionnelle, incinération, mausolée, columbarium. De plus, les responsables sont continuellement à votre disposition pour planifier des arrangements préalables. Comme l'administration est à but non lucratif, cela lui permet d'établir une politique de tarification fort raisonnable.

Cimetière Notre-Dame des Neiges
4601, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal H3V 1E7 735-1361

Heures d'affaires du bureau:
de 8 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi.

Que vous veniez chez nous à la suite d'une pénible épreuve ou dans un esprit de planification, veuillez croire à notre sincère sympathie et à notre entière collaboration.

Fernand Lecavalier
Mgr Fernand Lecavalier, p.s.s., P.H.

Nous avons fait préparer à votre intention une brochure d'information. Pour la recevoir sans frais, faites-nous parvenir ce coupon dûment rempli.

Nom _____ Prénom _____

Adresse No _____ Rue _____ Ville _____ Code postal _____

L.P. 25-5-85

45% DE RABAIS SUR NOS GUISES EN MÉLAMINE

SAMEDI ET DIMANCHE 10 H À 5 H
LUNDI À MERCREDI 9 H À 6 H
JEUDI ET VENDREDI 9 H À 8 H

AUSSE 25% DE RABAIS SUR LA PLUPART DES MODÈLES EN CHÊNE

RÉNOVATIONS L'ACADIE 9725, BOUL. L'ACADIE
Estimation gratuite à domicile **337-0702**

- OUVRAGE GÉNÉRAL • FENÊTRES • RAJOUT
- SALLE DE BAIN
- SALLE DE JEU

DISTRIBUTEUR EXCLUSIF À MONTRÉAL DES CUISINES BERLAMA

VOTRE COURTIER... POUR VIVRE DANS L'ASSURANCE

Notre réseau... PAR MESURE D'ASSURANCE

Plus de 2 500 cabinets de courtage partout au Québec.
Plus de 5 000 courtiers au service des assurés.

Pour vivre dans l'assurance... consultez votre courtier.

Une initiative de VOTRE COURTIER D'ASSURANCES avec la participation des compagnies d'assurances générales (habitation, automobile et d'entreprises).

SPÉCIAUX 640K DE PARMIC

IBM

SYSTÈME #1
Ordinateur IBM PC 640K, 2 lecteurs de disques
Écran Monochrome d'IBM
Adaptateur Monochrome et Imprimante d'IBM
IBM Dos 3.0
IBM Clavier F (Clavier Français)
Inclus : Port Série, Port Parallèle, Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$3895⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$4970,00)

SYSTÈME #2
Ordinateur IBM PC 640K, 1 lecteur de disque
Disque Dur de 10 Mega-octets
Écran Monochrome d'IBM
Adaptateur Monochrome et Imprimante d'IBM
IBM Dos 3.0
IBM Clavier F (Clavier Français)
Inclus : Port Série, Port Parallèle, Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$5355⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$6765,00)

SYSTÈME #3
Ordinateur IBM PC 640K, 1 lecteur de disque
Disque Dur de 20 Mega-octets
Écran Monochrome d'IBM
Adaptateur Monochrome et Imprimante d'IBM
IBM Dos 3.0
IBM Clavier F (Clavier Français)
Inclus : Port Série, Port Parallèle, Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$5895⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$7465,00)

SYSTÈME #4
Ordinateur IBM PC XT 640K, 1 lecteur de disque
Disque Dur de 10 Mega-octets
Écran Monochrome d'IBM
Adaptateur Monochrome et Imprimante d'IBM
IBM Dos 3.0 - IBM Clavier F (Clavier Français)
Inclus : Port Série, Port Parallèle, Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$6365⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$8020,00)

SYSTÈME #5
Ordinateur IBM PC XT 640K, 1 lecteur de disque
Disque Dur de 10 Mega-octets
Écran Monochrome d'IBM
Adaptateur Monochrome et Imprimante d'IBM
IBM Dos 3.0
IBM Clavier F (Clavier Français)
Inclus : Port Série, Port Parallèle, Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$5899⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$7365,00)

SYSTÈME #6
Ordinateur IBM PC XT 640K, 1 lecteur de disque
Disque Dur de 20 Mega-octets
Écran Monochrome d'IBM
Adaptateur Monochrome et Imprimante d'IBM
IBM Dos 3.0
IBM Clavier F (Clavier Français)
Inclus : Port Série, Port Parallèle, Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$6435⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$8065,00)

COMPAQ DESKPRO

SYSTÈME #1
Compaq Deskpro 9 - 640K,
5 lecteurs de disques
Compaq Deskpro Écran
Ambre
Compaq Deskpro Port Série,
Port Parallèle et
Horloge à Batterie
Compaq Dos 2.11
\$4555⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$6065,00)

SYSTÈME #2
Compaq Deskpro 1 - 640K,
1 lecteur de disque
Disque Dur 20 Mega-octets
Compaq Deskpro Écran Ambre
Compaq Deskpro Port Série,
Port Parallèle et
Horloge à Batterie
Compaq Dos 2.11
\$5995⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$7600,00)

SYSTÈME #3
Compaq Deskpro 1 - 640K,
1 lecteur de disque
Disque Dur 20 Mega-octets
Compaq Deskpro Écran Ambre
Compaq Deskpro Port Série,
Port Parallèle et
Horloge à Batterie
Compaq Dos 2.11
\$6595⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$8200,00)

COMPAQ PORTATIF

SYSTÈME #1
Compaq Portatif - 640K,
9 lecteurs de disques
Inclus : Port Série, Port Parallèle,
Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$3995⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$5905,00)

SYSTÈME #2
Compaq Portatif - 640K, 1 lecteur de disque
Disque Dur de 10 Mega-octets
Compaq Dos 2.11
Inclus : Port Série, Port Parallèle,
Horloge à Batterie
Disque Virtuel et "Print Spooler"
\$5895⁰⁰ (Prix de détail suggéré \$7300,00)

SPÉCIAUX EPSON

Imprimante Epson 10" **Imprimante Epson 15"**

Epson LX-80 **\$429⁰⁰** (Pseudo Qualité Lettre)
Epson FX-80 **\$629⁰⁰** (160 Caractères/Seconde)
Epson JX-80 **\$949⁰⁰** (Imprimante Couleur)

Epson RX100 **\$549⁰⁰** (100 Caractères/Seconde)
Epson FX100 **\$899⁰⁰** (160 Caractères/Seconde)
Epson LQ1500 **\$1999⁰⁰** (900 Caractères/Seconde, PCL)

Support d'imprimante inclus gratuit

AVANT D'ACHETER, VENEZ VOIR LES EXPERTS DE PARMIC

PARMIC

CENTRES DE MICRO-INFORMATIQUE

MONTRÉAL
1010 RUE SHERBROOKE O.
(514) 287-9313

ST-LÉONARD
5130 BOUL. MÉTROPOLITAIN E.
(514) 374-6222

STE-FOY
PLACE DES QUATRE BOURGEOIS
(418) 659-3858

OTTAWA
1565 CARLING AVE.
(613) 728-3100

Parmic St. Léonard maintenant ouvert le jeudi et vendredi soir et aussi le samedi

REPÈRES

Sri Lanka : rupture du consensus

L'opposition au Sri Lanka vient de rompre le consensus de fait qu'elle observait face à la vague de violence séparatiste tamoule dans l'île en réclamant le départ du gouvernement du président Junius Jayawardene, jugé « inapte à assurer la protection de la majorité cinghalaise ».

L'offensive politique, menée au Parlement par le SLFP d'Anura Bandaranaike et soutenue par la puissante hiérarchie bouddhiste qui a fait descendre 800 moines jeudi dans les rues de Colombo, a été déclenchée dans la foulée du massacre de 150 civils cinghalais par des Tigres d'Eelam, il y a 10 jours, à Anuradhapura, sanctuaire historique du bouddhisme sri-lankais.

Après deux jours de débat, l'état d'urgence était prorogé d'un mois hier. Mais Anura Bandaranaike en a profité pour imputer à « l'ensemble du gouvernement » la responsabilité du massacre d'Anuradhapura et il a condamné la façon dont Colombo mène les relations avec Delhi. « Chaque fois que vous vous querellez avec l'Inde, les terroristes gagnent une bataille », a-t-il affirmé.

Voilà huit ans que le SLFP gauchisant, relégué aux bancs de l'opposition en 1977 par l'UNP conservateur de Jayawardene et privé de son chef, Mme Sirimavo Bandaranaike, destituée de ses droits civiques et politiques pour « corruption », attend d'en découvrir avec le régime. L'avènement du système présidentiel en 1978 et l'artifice référendaire de décembre 1982 par lequel Jayawardene a reconduit sa majorité parlementaire pour un deuxième mandat ont ajouté à ce ressentiment, qui semble sur le point d'éclater à la faveur de l'insurrection tamoule.

L'UNP s'est traditionnellement appuyé sur les 2,5 millions de Tamouls, professant l'hindouisme, pour accéder au pouvoir mais, une fois en selle, il s'est montré intraitable avec eux pour ménager les susceptibilités des 10 millions de Cinghalais bouddhistes, qui se souviennent encore du temps où, sous le colonialisme britannique, les Tamouls étaient une minorité privilégiée, et qui vivent dans la crainte d'être submergés par les 40 millions de Tamouls du Sud de l'Inde.

Depuis que les Tigres d'Eelam ont inauguré il y a deux ans leur plus féroce campagne de violence à l'appui d'un Etat indépendant dans le nord et l'est du Sri Lanka, où les Tamouls sont en majorité, les forces armées et la police se sont livrées impunément à de sanglantes représailles, assassinant des détenus tamouls dans leurs prisons, incendiant et pillant des villages entiers, et restant les bras croisés devant la furie meurtrière des foules cinghalaises.

L'image « libérale » du régime en a souffert. « Les forces armées n'ont pas tiré sur des émeutiers par crainte de se montrer anti-cinghalais », expliquait le président Jayawardene dans une interview à la BBC en août 1983. Accusant à la fois l'Inde et l'OLP d'aider les Tamouls, il faisait appel aux « conseils techniques » d'Israël dans le domaine de la lutte anti-guérilla. Israël et le Sri Lanka n'entretenant pas de relations diplomatiques, les « conseillers » logent à l'ambassade US à Colombo.

La lutte que l'opposition vient d'engager à Colombo comporte donc également une dimension stratégique de taille dans cette zone délicate du sous-continent et de l'Océan Indien. Face à la menace d'épuisement de sa baraka, le président Jayawardene imposait cette semaine la censure, envisageait d'associer les parlementaires aux opérations de sécurité et menaçait de décréter la loi martiale. Hier, il invitait l'opposition, à l'exclusion des partis tamouls, à une conférence à Colombo la semaine prochaine, sans doute pour tenter de refaire le consensus entre Cinghalais. Sa survie politique pourrait en dépendre.

JOONEED KHAN

ASSIÉGÉS À BEYROUTH ET HARCELÉS EN CISJORDANIE

Les Palestiniens acculés sur deux fronts

■ BEYROUTH — L'amorce de nombreux efforts de paix n'avait pas encore réussi, hier, à soulager la pression militaire des chiites libanais pro-syriens sur les combattants palestiniens assiégés dans les camps de réfugiés de Beyrouth, où les ruelles sont jonchées de cadavres.

Au même moment, en Cisjordanie occupée, l'armée israélienne arrêtaient une trentaine de Palestiniens et dynamitait cinq maisons tandis que des colons juifs armés, réclamant la libération d'activistes sionistes accusés de terrorisme, traquaient d'anciens détenus palestiniens relâchés lundi dernier en échange de trois prisonniers de guerre israéliens.

Moussa Awadeh, 25 ans, du village de Silwan, un Palestinien libéré lundi, était réarrêté hier pour « incitation à la violence ». Deux autres, Raleb Abou Mahmoud et Hassan al-Himri, du village d'Al-Ferdis, qui avaient assassiné en 1982 le colon David Rozenfeld, se réfugiaient en Jordanie pour échapper aux harcèlements des colons de l'implantation voisine de Tekoa.

À Beyrouth, le bilan de quatre jours de combats sans merci entre miliciens du mouvement chiite Amal, épaulés par des soldats chiites de la sixième brigade de l'armée libanaise, et les combattants palestiniens, pour le contrôle des camps de Sabra, Chatila et Bourj el-Brajneh, s'élevait à plus de 350 morts et près de 1 500 blessés.

Des petites équipes de secours ont réussi à dégager un certain nombre de victimes et les morgues ainsi que les hôpitaux de Beyrouth-Ouest sont débordés, mais la Croix rouge attendait toujours hier des garanties pour évacuer le gros des blessés.

Malgré le cessez-le-feu annoncé la veille par une petite faction pro-syrienne de la Résistance palestinienne mais aussitôt dénoncé par les groupements les plus importants comme une manœuvre « visant à infléchir le moral de nos héros combattants », la sixième brigade de l'armée libanaise envoyait des chars dans le camp de Chatila et le FPLP annonçait la formation de commandos-suicide « pour infliger les plus lourdes pertes possibles » aux miliciens chiites.

Les combats ont entraîné hier la fermeture de l'aéroport de Beyrouth et l'armée libanaise a empêché les journalistes d'entrer dans les camps, où des miliciens chrétiens, agissant sous la protection de l'armée israélienne, avaient massacré des centaines de réfugiés palestiniens en septembre 1982. Selon des témoins,



Pendant que des Palestiniennes et leurs enfants contemplant les ruines de leurs maisons, à Saffa, dans la zone occupée par Israël, une réfugiée des camps palestiniens de Beyrouth attend la suite des événements dans un abri souterrain de la capitale libanaise.

téléphotos Reuter

des Palestiniens ont été enlevés et battus à Beyrouth.

Parmi les efforts de paix en cours, le Conseil de sécurité de l'ONU a lancé hier un « appel pressant à la modération » afin de « soulager les souffrances des civils » et les ambassadeurs arabes se réunissent à La Haye. L'Iran et l'URSS condamnaient les « combats fratricides », le ministre italien des Affaires étrangères Giulio Andreotti arrivait à Beyrouth pour tenter de faire accepter une initiative européenne de paix et ses homologues libyen

et marocain arrivaient pour leur part à Damas.

Les combats de Beyrouth semblent avoir eu pour effet de tendre les relations entre la Syrie et ses alliés au sein de la Résistance palestinienne. Selon la presse libanaise, des officiers syriens tentent d'empêcher les dissidents du Fath de bombarder les positions d'Amal à partir de la montagne druze. Dans le village d'Ali al-Nahri, au nord-est de Zahlé, dans le centre du Liban, un milicien du FPLP-CG d'Ahmad Jibril, faction palestinienne anti-Arafat, a

tué deux des miliciens d'Amal venus l'arrêter et en a blessé quatre autres avant d'être lui-même abattu, rapportent les correspondants dans la région.

En Cisjordanie occupée, enfin, les colons partisans de l'annexion maintiennent, à la faveur du récent échange de prisonniers entre Israël et l'OLP, un véritable climat d'agressivité et de terreur à l'encontre de la population palestinienne, minant du même coup l'autorité du gouvernement israélien, rapportent les observateurs.

— AFP, AP et Reuter



Quelques uns des étudiants sud-coréens barricadés depuis jeudi dans l'édifice du service d'information des États-Unis, à Séoul.

téléphoto Reuter

Manifs d'appui aux étudiants barricadés à l'USIS de Séoul

■ SEOUL — Des affrontements se sont produits hier dans cinq universités sud-coréennes entre la police et les partisans des quelque 75 étudiants qui occupent depuis jeudi le service d'information des États-Unis (USIS), à Séoul, pour protester contre l'appui de Washington au gouvernement du président Chun Doo Hwan, dont ils réclament la démission.

Les étudiants, qui sont retranchés dans la bibliothèque de l'USIS, ont entamé une grève de la faim et menacent de se tuer si la police donne l'assaut au bâtiment, qui est encerclé par quelque 1 000 policiers. Les forces de l'ordre ont placé sous les fenêtres

un stock de matelas au cas où les occupants tenteraient de se jeter dans le vide.

Les étudiants exigent que le gouvernement américain s'excuse d'avoir « soutenu » l'opération militaire menée en mai 1980 par les autorités sud-coréennes dans la ville de Kwangju et au cours de laquelle 191 personnes — selon un bilan officiel, mais beaucoup plus selon l'opposition — ont été tuées.

À l'université de Yonsei, quelque 800 manifestants appuyant les occupants de l'USIS ont attaqué avec des pierres et des bouteilles d'essence les policiers qui tentaient de les disperser au moyen de gaz lacrymogènes. Selon des témoins, des manifesta-

tions similaires ont eu lieu aux universités de Séoul, de Songang, de Sungkyunkwan et de Corée.

L'ambassadeur des États-Unis, M. Richard Walker, a prié les occupants de quitter « dignement » l'USIS et leur a fait parvenir, à leur demande, du sel et de l'eau. « Nous sommes arrivés au point où nous doutons que cette opération puisse vraiment contribuer à atteindre le but que vous visez », a-t-il dit.

Par ailleurs, le premier ministre sud-coréen a prévenu les occupants que son gouvernement « agira avec fermeté à l'égard de ceux qui tentent de résoudre des problèmes par la violence ou la force ».

— AP, AFP et Reuter

Reagan plaide encore pour les contras et dénonce le gel des dépenses militaires

■ WASHINGTON — Le président Ronald Reagan a de nouveau lancé, hier, un appel en faveur de l'aide américaine aux mouvements armés antisandinistes, au Nicaragua, et il a qualifié d'« inacceptable », de « dangereux pour la sécurité nationale », le gel des dépenses militaires voté jeudi par la Chambre des représentants, à majorité démocrate.

Prenant la parole devant l'organisation patronale National Association of Manufacturers, à Washington, le chef de la Maison-Blanche a affirmé : « Si les sandinistes, les communistes sont autorisés à exporter leur violence, le flot de réfugiés va augmenter et nos États du Sud pour-

raient devenir de véritables camps pour des centaines de milliers, des millions même, de déplacés ».

M. Reagan a ajouté que son administration était « déterminée à empêcher le régime communiste du Nicaragua d'exporter la révolution ». Jeudi, devant l'Association du Barreau américain, réunie dans la capitale, le secrétaire d'État, M. George Shultz, avait déclaré — pour la première fois publiquement — que les États-Unis se trouveraient éventuellement devant la « décision déchirante » d'envoyer, ou non, des unités de combat en Amérique centrale advenant le refus du Congrès américain d'aider les contras nicaraguayens.

M. Reagan a critiqué la Chambre des représentants pour avoir récemment refusé de voter une nouvelle aide aux insurgés nicaraguayens. « J'essaierai encore et encore » de persuader les législateurs qu'il faut soutenir la poussée de la démocratie en Amérique centrale, a-t-il lancé, en accusant le Nicaragua d'être un « autre pion de l'expansionnisme soviétique, un défi direct à 700 milles » des États-Unis.

De plus, le président a dénoncé le gel des dépenses militaires voté par la Chambre des représentants, ce qui compromettrait la position américaine aux négociations sur le désarmement avec l'URSS à Genève, a-t-il soutenu.

De son côté, le Sénat avait, dans la nuit de jeudi, décidé de réduire de moitié (de 100 à 50 unités) le programme de déploiement du missile intercontinental MX.

D'autre part, l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Bravo, qui vient d'être élevé au cardinalat, a critiqué, hier, à Rome, l'embargo commercial américain contre le Nicaragua, soulignant que cette mesure va aggraver les difficultés de la population, notamment sur le plan alimentaire. Il a révélé qu'il demandera au président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, le retour de 10 prêtres étrangers

— dont le père Benoit Laplante, du Québec — expulsés du Nicaragua en juillet dernier.

À Londres, l'opposition travailliste a révélé hier que le gouvernement conservateur de Mme Margaret Thatcher avait délibérément bloqué une demande de prêt de \$58 millions US faite par Managua à la Banque interaméricaine de développement (BID).

D'autre part, les forces sandinistes ont annoncé qu'elles avaient démantelé, le 18 mai, un important groupe d'insurgés à environ 170 km au nord-est de Managua.

— AFP, Reuter et AP

DÉPÊCHES

US-APARTEID : les présidents des universités de Harvard et de Pennsylvanie se sont joints hier, à titre personnel, à la campagne en cours pour exhorter le Congrès américain à imposer des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud en raison de sa politique raciste. Par ailleurs, plusieurs cités noires sud-africaines ont connu hier une nouvelle nuit d'émeutes.

AFRIQUE-FAMINE : l'Organisation de l'unité africaine (OUA) célèbre aujourd'hui son 22e anniversaire alors que la famine continue de menacer de mort des millions d'habitants de ce continent. M. Peter Onu, secrétaire général par intérim de l'OUA, a appelé les Africains à faire un don, aussi minime soit-il, pour soulager les victimes de cette situation.

ARGENTINE : la grève de 24 heures déclenchée en Argentine pour dénoncer la politique d'austérité imposée par le gouvernement sur les pressions du Fonds monétaire international (FMI) s'est terminée une note de conciliation : un responsable a déclaré que les travailleurs accepteraient de se serrer la ceinture si le gouvernement garantissait l'emploi.

GRÈCE-TURQUIE : le parti socialiste grec (PASOK, au pouvoir) vient de passer à l'offensive dans sa campagne pour les élections du 2 juin en accusant les conservateurs de chercher à s'allier à la Turquie en vue de l'exploitation des fonds marins en mer Égée, qui appartiennent presque en entier à la Grèce.

ISLANDE : le Parlement islandais a approuvé unanimement, hier, une résolution interdisant le déploiement de toute arme nucléaire sur le sol, les eaux territoriales et l'espace aérien de ce pays, qui est membre de l'OTAN. Le ministre des Affaires étrangères, M. Geir Halgrímsson, a salué cette mesure comme une affirmation de la souveraineté de l'Islande.

SAKHAROV : le dissident Andreï Sakharov n'a plus l'espoir de voir les autorités soviétiques lui accorder un visa pour se rendre en Occident, a indiqué une amie de ce scientifique dans une interview à la télévision autrichienne. Mme Irène Krasty, qui rentrerait de Moscou, a ajouté que la santé de Sakharov, éprouvée à la suite d'une grève de la faim en avril, est bonne.

POLOGNE-PROCES : le procès des trois responsables de Solidarnosc, accusés de diriger les structures clandestines (TKK) du syndicat dissous, MM. Bodgan Lis, Wladyslaw Frasnyniuk et Adam Michnik, a été ajourné au 3 juin, hier, en raison de l'état de santé de ce dernier. M. Michnik a été victime d'une crise de sciaticque.

PARIS-NOUMEA : le Parquet a fait appel, hier, du jugement d'un tribunal correctionnel condamnant à un an de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende M. Jean-Marie Tjibaou, leader du Front de libération national kanak socialiste (FLNKS), qui réclame l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. M. Tjibaou était accusé d'atteinte à l'intégrité du territoire national.

« FIASCO DE CABINDA »

Pretoria propose à Luanda de négocier

LE CAP — Pretoria a proposé hier à Luanda l'ouverture de pourparlers urgents pour discuter de la remise des corps des deux soldats sud-africains tués mercredi dans le nord de l'Angola et du retour d'un troisième soldat fait prisonnier.

L'Angola n'a pas réagi immédiatement à la proposition sud-

africaine, formulée par le ministre Pik Botha, mais l'agence angolaise Angop annonçait que le prisonnier sud-africain serait prochainement présenté à la presse.

Cette affaire, qui a levé le voile sur les opérations armées sud-africaines profondément en territoire angolais un mois seulement après que Pretoria eut annoncé son retrait militaire « complet » d'Angola, est qualifiée de « fiasco de Cabinda » par le quotidien libéral Cape Times, de Windhoek, en Namibie.

Elle est d'autant plus grave que le commando s'appretait, selon Luanda, à détruire les installations pétrolières de la société américaine Cabinda Gulf Oil, à Cabinda, territoire angolais enclavé par le Congo.

« Ce fiasco vient à point nommé pour renforcer la campagne en cours aux Etats-Unis pour le retrait des investissements américains d'Afrique du Sud et il risque de nuire aux relations entre le régime de Pretoria et l'administration Reagan », écrit notamment le Cape Times.

Voir, c'est merveilleux

La Fondation de la Banque d'yeux du Québec lance son appel dans le but d'atteindre son objectif de 125 000\$.

La Fondation espère que ses bienfaiteurs et bienfaitrices seront nombreux à contribuer financièrement à la poursuite de ses travaux scientifiques et techniques sur les maladies et la greffe de la cornée.

« La recherche exige des efforts soutenus et pour mener à bien les travaux, la Fondation doit compter sur la générosité de tous », précise le docteur Michel Mathieu, président de la Fondation.

Voir, c'est merveilleux

Donateur _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Montant inclus _____

Faire chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

FONDATION DE LA BANQUE D'YEUX DU QUÉBEC INC.

et poster à: 5689 boul. Rosemont
Montréal H1T 2H1

Enregistrement no 034807-11-08 Reçu officiel OUI NON

Prrière de joindre le présent coupon avec votre don

Résultats

Prochain gros lot 200 000,00\$ approx

Tirage du 24-05-84

16	17	21	25	28	29	en complémentaires	12
GAGNANTS		LOTS					
6/6	1	399 808,00\$					
5/6 +	5	14 215,40\$					
5/6	112	793,20\$					
4/6	4810	68,30\$					
Ventes totales: 1 955 129,00\$							

Mise-tot 3 9 12 18

GAGNANTS LOT 1071 46,70\$

Provincial NUMEROS LOTS

Tirage du 24-05-85

871765	50 000\$
71765	1 000\$
1765	100\$
765	25\$
65	10\$

INTER NUMEROS LOTS

Tirage du 24-05-84

327986	250 000\$
27986	2 500\$
7986	250\$
986	50\$
86	10\$

Numéros non-décomposables: 961353 25 000\$
880425 25 000\$
332597 25 000\$

Numéros mobiles: 71610 2 500\$
7191 250\$
545 50\$

La Quotidienne 3 4

Samedi 562 1319

Semaine du: LUNDI 261 9015
MARDI 028 2706
MERCREDI 943 3250
JEUDI 609 1573
VENDREDI 480 6274

Essayez-le

COMPOSEZ VOS NUMÉROS CHANCEUX pour les jeux de loterie la quotidienne 6/36 6/49 en vous servant de **Carto Mania**

DEMANDEZ À VOTRE DÉPOSITAIRE!

REGLES: Carto Mania n'est pas un jeu, mais bel et bien un jeu d'argent. On peut se servir afin de trouver des combinaisons gagnantes de numéros pour les jeux de hasard. Afin de simplifier le tir des cartes, les cartes numérotées sont 1 à 9 inclusivement de couleur rouge, de 10 à 36 de couleur bleue et 37 à 49 de couleur verte.

REPARATION PROFESSIONNELLE DE VELOS

Cueillette et livraison **GRATUITES** dans la plupart des secteurs. Toutes marques. OFFRE SPECIALE DU PRINTEMPS. Mise au point en 6 opérations.

24,95\$

CYCLE Peel

Un des grands magasins de vélos en Amérique du Nord

486-1148

6665, St-Jacques (juste à l'ouest de Cavendish)

THERMOPOMPES 9700\$ par mois

CLIMATISATION ET CHAUFFAGE

SI ELIGIBLE A LA SUBVENTION

1er VERSEMENT DANS 6 MOIS

Subvention Hydro-Québec 650,00\$
Rabais Turcotte 300,00\$
Total 950,00\$

7700\$ par mois

ESTIMATION GRATUITE

Renseignements: 215, boul. des Laurentides, Pont-Viau, Laval. Tel.: 662-3276/662-3277

TURCOTTE INC. depuis 1951

Résultats

NUMEROS LOTS

Mini 269754 50 000\$
69754 5 000\$
9754 250\$
754 50\$
54 5\$

Tirage du 24-05-85

500 lots bonis de 500 \$ chacun

Numéros non-décomposables

108A485	758A556	673B908	381C419	252D811	136E590	856E830
113A196	764A121	677B748	391C433	253D326	162E198	899E299
114A542	768A228	687B791	398C438	271D777	162E956	101G603
126A340	798A196	697B644	417C799	274D725	196E410	103G475
144A441	809A107	704B498	418C240	289D343	198E149	119G259
154A402	811A580	705B886	428C762	298D929	206E835	125G856
165A084	820A441	717B371	438C481	314D515	210E237	128G239
175A595	841A786	722B430	440C288	317D339	230E042	145G934
176A472	853A608	723B995	443C574	335D748	235E077	158G274
177A005	860A156	731B113	450C468	337D464	267E230	173G714
198A403	866A472	738B519	470C038	342D833	272E126	182G903
199A652	869A994	739B423	476C891	343D626	289E960	188G683
215A193	874A123	751B725	491C654	360D106	291E577	193G426
232A145	889A073	759B180	504C572	387D862	301E716	248G233
234A438	897A930	786B620	515C810	390D954	341E672	257G772
238A242	103B328	788B589	522C459	421D477	349E799	294G653
246A539	169B219	790B397	523C120	421D836	355E104	312G479
251A778	169B616	790B943	532C912	438D386	361E208	315G196
255A462	175B474	799B846	551C195	441D808	369E007	320G167
265A741	198B711	803B727	500C524	444D160	377E071	323G658
267A191	203B653	803B955	566C949	446D914	382E219	324G533
278A016	207B386	809B171	578C478	456D074	406E027	363G520
287A007	211B530	811B209	581C731	457D762	413E307	373G553
297A691	214B842	842B962	596C941	471D243	437E863	376G840
299A070	214B896	845B236	606C922	484D098	439E126	389G409
300A241	217B356	847B472	614C054	485D585	444E854	407G336
318A910	221B370	848B288	614C436	488D978	451E353	413G451
321A152	235B146	848B385	614C766	491D009	459E883	416G153
341A053	250B525	852B402	632C954	493D742	465E642	437G500
361A979	269B613	875B849	635C362	504D526	472E196	448G392
367A556	279B504	877B998	643C375	513D775	474E322	452G972
372A734	313B453	879B753	649C344	522D369	475E816	464G472
388A346	323B019	881B327	658C853	543D752	485E744	480G448
392A968	325B566	110C694	664C887	544D740	513E597	496G095
393A157	327B031	111C873	717C800	548D681	525E489	533G601
395A292	330B581	115C962	721C253	564D229	541E725	539G217
424A715	331B063	123C688	743C567	571D494	548E974	548G093
427A486	343B923	124C171	746C907	582D373	564E604	564G589
432A474	344B882	126C758	750C325	586D299	566E889	576G172
442A021	347B774	128C638	761C113	590D909	571E969	581G465
450A041	347B813	135C222	764C812	624D933	580E192	582G054
457A760	355B918	151C840	765C675	632D569	590E147	583G776
462A270	359B939	155C504	767C979	633D653	592E371	585G456
480A702	368B888	160C368	771C049	641D097	621E265	586G321
494A960	384B461	160C374	781C720	677D294	621E535	593G197
510A712	419B411	165C334	803C413	680D202	638E931	629G221
532A162	420B653	181C959	812C459	685D821	650E486	630G647
536A492	424B271	192C653	822C644	699D797	665E150	656G747
549A077	431B326	217C579	823C811	707D253	673E432	663G196
561A138	432B444	220C269	837C047	730D870	683E162	666G247
567A902	432B872	228C007	848C078	746D728	696E144	675G096
574A719	451B186	232C157	875C092	759D850	702E317	677G368
580A270	457B686	253C191	108D062	762D122	715E417	677G722
583A975	460B546	256C377	115D124	763D677	731E857	693G636
611A347	469B574	258C763	145D570	766D888	733E116	720G492
613A263	483B367	268C858	151D273	773D283	743E084	725G156
618A604	508B386	273C060	165D665	777D079	745E874	732G062
627A139	510B220	282C807	166D570	792D707	759E535	732G679
640A905	511B491	290C745	176D971	793D532	773E529	771G744
649A912	513B800	307C212	182D780	793D721	784E562	781G498
652A043	538B037	321C309	188D072	801D541	787E163	782G663
661A499	550B654	321C713	191D026	859D634	789E231	790G152
675A168	561B415	324C910	195D171	864D192	792E667	797G702
677A024	588B246	341C623	202D109	870D430	805E807	805G945
679A728	593B687	342C199	204D715	874D546	817E285	806G182
684A565	598B358	345C384	224D912	894D273	824E428	833G758
690A507	612B383	354C792	227D924	105E530	835E881	849G409
691A087	615B768	363C861	231D141	107E297	838E320	877G117
692A138	633B660	360C888	237D421	120E885	842E209	887G126
733A658	642B462	370C324	245D346	122E707	847E422	888G835
736A218	650B464	372C780	252D591	135E694	855E934	892G833
743A992	667B597	375C982				

ABINOVE inc.

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EN RÉNOVATION

15 ANS D'EXPÉRIENCE

- AGRANDISSEMENT DE MAISON
- SOUS-SOL
- SALLE DE BAINS
- FENÊTRES Bois et aluminium
- CUISINE

PLANIFICATION ET ESTIMATION GRATUITE

337-6395

Heures d'affaires de lundi au vendredi: 9h à 5h p.m.

Le meilleur prix!

QUALITÉ COMPÉTENCE SOLVABILITÉ

MEMBRE APCHQ MONTREAL

2169-0337 Permis Équino

les piscines Supérieures INC.

LE PLUS IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE PISCINES CREUSÉES AU CANADA

Venez rencontrer Sylvie Bernier le dimanche 26 mai de 13h30 à 15h30.

Venez visiter l'unique salle de montre au Canada, 3 piscines creusées intérieures, grandeur réelle.

OFFRES SPÉCIALES

Piscine creusée acier et vinyle 15' x 30' équipée et installée **\$6 995⁰⁰**

Piscine creusée ciment gunite 15' x 30' équipée et installée **\$9 995⁰⁰**

FINANCEMENT BANCAIRE DISPONIBLE

Nous construisons votre piscine nous-mêmes, pas de sous-traitant.

8050, boul. Taschereau Brossard

A quelques minutes au sud du pont Champlain

les piscines Supérieures

465-5854
395-8669

SYLVIE BERNIER
Championne canadienne de plongeon. Médaille d'or aux Jeux Olympiques de Los Angeles 1984.

Encore 500 lots bonis de 500 \$; tirage le 31 mai.

Mort du plus petit des septuplés

■ ORANGE, Californie (AFP) — Le plus petit des six enfants survivants des septuplés nés mardi dernier aux États-Unis est mort hier, a annoncé un porte-parole du Children's Hospital d'Orange, en Californie.

Le bébé, surnommé Peanut et qui ne pesait qu'une livre, est mort des suites de complications dues à sa naissance prématurée, a précisé le porte-parole, M. Doug Wood. Le bébé était extrêmement petit, a-t-il ajouté.

Le porte-parole a ajouté qu'il n'y avait pas de changements dans l'état de santé des cinq enfants survivants. Les médecins du Children's Hospital s'étaient déclarés, jeudi, relativement optimistes quant aux chances de survie des enfants qui, selon eux, étaient à ce stade de 50 pour cent. Ils avaient cependant estimé que le plus petit d'entre eux, Peanut, était dans un état très sérieux.

La mère des septuplés, Mme Patricia Frustaci, 30 ans, qui avait suivi un traitement contre la stérilité, avait donné naissance, mardi dernier, à quatre garçons, deux filles et une fille morte-née. Elle devait rendre visite à ses enfants pour la première fois hier ou aujourd'hui.



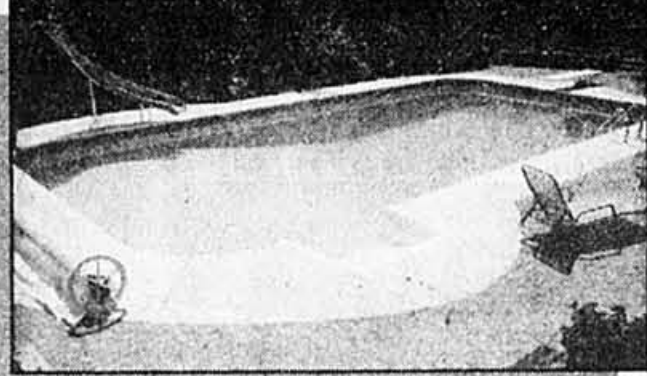
«Peanut», à peine plus grand qu'une main, est mort hier. photo UP

Piscines Unies

LE CHOIX PAR EXCELLENCE



La Tiffany de vogue
Une piscine hors terre de marque réputée dont la robustesse et la durabilité sont garanties.



L'inébranlable piscine creusée de 7-11
Une piscine creusée dont les parois d'acier sont garanties à vie. Toile de vinyle garantie prorata de 25 ans.
Toile solaire
À voir chez nos marchands, prix spéciaux saisonniers.



Le filtre Jacuzzi de qualité supérieure à prix exceptionnel

À prix d'aubaine, le barbecue Jacuzzi



Improvisez en tout temps vos repas en plein air et offrez-vous, à prix d'aubaine, l'indispensable barbecue Jacuzzi à partir de **129,95 \$** (réservoir non inclus).

Pour une eau limpide utilisez le chlore liquide de Purox

purox

- Recommandé pour tous types de piscines, creusées ou hors terre.
- Prêt à l'utilisation, ne requiert aucun mélange.
- Travaille efficacement.



- | | | | | |
|---|---|--|--|---|
| Bathurst, N.B.
PO box 654
Tél.: (506) 546-3301 | Granby
867 Principale
Tél.: 375-5225 | Ormslow
1694 Island road
Tél.: 829-2307 | Rock Forest
4401 boul. Bourque
Tél.: (819) 562-4275 | St-Louis-de-France
761 boul. St-Alexis ouest
Tél.: (819) 379-6374 |
| Brossard
7589 boul. Taschereau
Tél.: 676-1503 | Joliette
580 boul. Barrette | Ottawa
881 Richmond Ontario | Saint-Hyacinthe
15845 rue St-Louis
Tél.: 773-6634 | St-Louis-de-Terrebonne
1715 chemin Gascon
Tél.: 471-9903 |
| Chambly
999 boul. Parigny Québec
Tél.: 658-1949 | Lafontaine
2395 boul. Labelle
Tél.: 435-9037 | Plantagenet Ontario
747 Gerard Street
C.P. 319
Tél.: (613) 673-5418 | Shawinigan
9350 boul. des Hêtres
Tél.: (819) 539-6677 | St-Marie Beauce
1056 boul. Vachon sud
Tél.: (418) 387-2121 |
| Dollards-des-Ormeaux
49 Brunswick
Tél.: 335-1269 | L'Assomption
975 boul. l'Ange Gardien nord
Tél.: 589-4136 | Princeville
235 boul. Baril
Tél.: (819) 364-5427 | St-Constant
125 St-Pierre
Tél.: (514) 632-8680 | Tracy
402 route Marie Victorin
Tél.: 742-8433 |
| Drummondville
Tél.: 474-1771 | Laval
2000 Le Corbusier
Tél.: 688-6270 | Québec
2829 boul. Hamel
Tél.: (418) 648-1795 | St-Jean
22 Jacques Cartier sud | Trois-Rivières ouest
5825 boul. Royal
Tél.: (819) 375-7771 |
| Gatineau
815 boul. St-Rémi ouest
Tél.: (819) 568-4454 | Longueuil
891 boul. Ste-Foy
Tél.: 674-3707 | Québec
1000 boul. des Capucins
Tél.: (418) 529-0283 | St-Jean-sur-Richelieu
555 boul. Séminaire
Tél.: 384-6851 | Valleyfield
196 mgr. Langlois
Tél.: 371-6169 |

OPÉRATION EXCELLENCE

PORTEURS DU MOIS DE

la presse

LA PRESSE est heureuse de vous présenter les cinq porteurs qui, grâce à la qualité exceptionnelle de leur travail, ont mérité le titre de «Porteur du mois» pour mai 1985.



Marc Desgroselliers
Verdun



Sylvain Poirier
Montréal



Glenn Coull
Pierrefonds



Yves Dupré
Trois-Rivières



Richard Isabelle
Saint-Jean

Si vous reconnaissez votre porteur sur une de ces photos, ne manquez pas de le féliciter!



La direction des Éditions françaises Inc. adresse ses félicitations aux porteurs méritants et leur offre l'indispensable Petit Larousse 1985.

LE NUMÉRO UN DE L'INFORMATION

- Pour tout savoir
- Une équipe crédible
 - Une équipe active
 - Une équipe présente

ton choix... c'est toujours le meilleur

CKAC 73

VENTE DE FUTON



DOUBLE 5" 7" 99\$ 119\$
...le futon par excellence
3700, rue Saint-Denis • 845-6792

Fonds du Souvenir 1909 - 1985

76e service commémoratif
LE DIMANCHE 2 JUN 1985
15 heures

invité d'honneur
son excellence, la très honorable
JEANNE SAUVÉ
C.P., C.C., C.M.M., C.D.
Gouverneur général du Canada

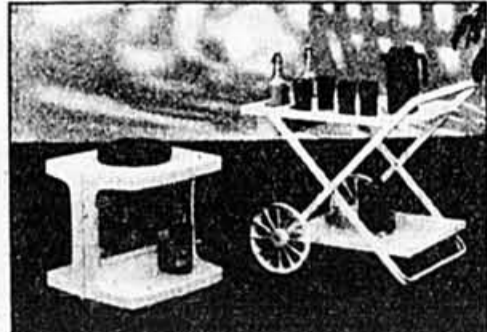
Entrée par chemin Saint-Charles
Pointe-Claire

LE BUDGET WILSON VOUS TOUCHE-T-IL ?
consultez nos experts
DIMANCHE DE MIDI À 13h15
avec MICHEL VIENS

LE PLUS GRAND CHOIX JAMAIS VU AU QUÉBEC MEUBLES PATIO

EN RÉSINE DE SYNTHÈSE GARANTIE 3 ANS

des rabais allant jusqu'à **60 et 70% d'ESCOMPTE**



Bar en résine de synthèse dessert de luxe

Régulier \$149.95 pour **\$59.95** ch.

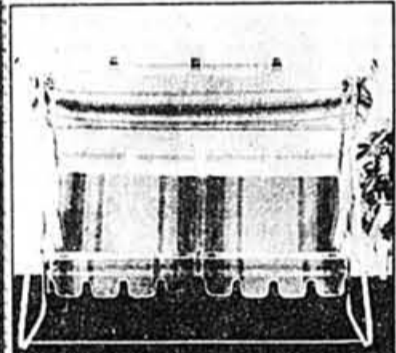


4 chaises Sonata Flair
2 chaises Prélude Flair
1 table ovale Flair
1 parasol 7 1/2' textiliène
1 base de parasol
100% résine garantie 3 ans
Rég.: \$999 coussins en sus

Quantité limitée
Super spécial **\$699**
PRIX SUPER VENTE

4 chaises Sonata Flair
1 table ronde Flair
1 parasol 6 1/2' en textiliène
1 base de parasol
100% résine garantie 3 ans
Rég.: \$599 coussins en sus

Quantité limitée
PRIX JAMAIS VU
\$399



BALANÇOIRE 4 PLACES
Choix de 4 couleurs
coussins compris
Rég.: \$449 Quantité limitée

Super spécial **\$299**

LES PISCINES

Heures d'ouverture
Lundi au vendredi: 9 h à 9 h p.m.
Samedi: 9 h à 5 h p.m.
Dimanche: 10 h à 5 h p.m.

LAVAL 515, boul. Labelle, Fabreville 622-9801
ST-LÉONARD 6852 Jean-Talon E. 255-7014
GREENFIELD PARK 112, 214, boul. Taschereau 465-7701
CHATEAUGUAY 115, boul. St-Jean-Baptiste 698-2210

Un entraîneur de Pee-Wees, coupable d'agressions sexuelles

Un assisté social de Montréal-Nord, qui s'était bâti une solide réputation d'animateur, au sein des loisirs de cette ville, notamment comme entraîneur de clubs de hockey de la catégorie Pee-Wee, entraînait également ses jeunes pupilles à des activités bien différentes, ces dernières années.

C'est ce qui ressort du quadruple aveu qu'il a enregistré, hier, devant le juge Gilbert Morier, à de multiples accusations d'agressions sexuelles sur des garçons alors âgés de onze et douze ans.

Le prévenu, qui jouissait de la considération de nombreux parents, semble-t-il, amenait fréquemment quelques jeunes joueurs à son appartement où, après leur avoir offert des douceurs, il organisait des séances de cinéma pornographique. C'est ce qui, à la fin, amenait les atouchements et les relations reprochées à l'accusé, selon la Couronne, que représentait Me Marie-André Trudeau.

Pendant tout ce temps, le prévenu cohabitait avec la mère d'un enfant quelque peu retardé mentalement, et la poursuite étudie la possibilité de porter une autre accusation relevant

des relations, également illicites, qu'il aurait eues avec ce garçon.

À plusieurs occasions, le prévenu avait amené des enfants coucher chez lui, la veille de certaines «joutes», en soulignant aux parents que c'était plus pratique ainsi, en raison de l'heure tardive à laquelle la pratique préalable allait prendre fin. C'est le 12 juin que le tribunal prononcera sa sentence. Il appert par ailleurs que dès 1970 cet homme aurait été condamné une première fois pour une infraction à l'article 33, touchant les jeunes délinquants.



Laurentide

CONCOURS ARIANE

GAGNEZ
1 DES 5 STAGES
DE 14 JOURS EN FRANCE
OFFERTS AUX JEUNES
AGÉS ENTRE 18 ET 25 ANS

DANS LE CADRE DU CONCOURS
DE CULTURE SCIENTIFIQUE
ET TECHNOLOGIE ARIANE
TENU PAR L'OFQJ.

la presse

OFFICE
FRANCO-
QUEBÉCOIS
POUR LA
JEUNESSE

Les 5 gagnants participeront à un stage d'étude de 14 jours en France, comprenant un court séjour à Kourou (Guyane française) au site de lancement de la fusée Ariane, et ce, du 13 au 27 juillet prochain. Le prix comprend le transport aller-retour Montréal-Paris, aller-retour Paris Guyane, l'hébergement, les repas et les transports intérieurs (valeur totale des prix 12552,20\$).

Pour participer, répondez correctement aux 5 questions suivantes et retournez le coupon à l'adresse indiquée avant 17 h le vendredi 7 juin. Le prochain formulaire d'inscription sera publié le 1er juin 1985. Le texte des règlements est disponible à LA PRESSE. Le tirage aura lieu le 8 juin et les gagnants devront soumettre une preuve attestant leur date de naissance.

1. Quel est le nom du premier astronaute de l'Agence spatiale européenne?
Albert Ducrocq Ulf Merbold
Jean-Loup Chrétien Claude Nicollier

2. En quelle année l'Homme a-t-il mis le pied sur la lune? A quelle date exactement?

3. En passant du côté ensoleillé au côté ombragé de son vaisseau spatial, un astronaute se promenant dans l'espace est exposé à un écart de température de l'ordre de:
160° 260° 360°

4. Combien de temps les astronautes américains prennent-ils pour revêtir la combinaison spatiale?
1 heure 2 heures 4 heures

5. Les astronautes séjournant durant une longue période de temps en état d'apesanteur présentent tous un sérieux problème de santé qu'on ne peut expliquer. Lequel?
La nausée La perte de calcium des os
Le hoquet Les pieds enflent et deviennent bleus car le sang ne se rend plus au bout des jambes

CONCOURS
ARIANE
LA PRESSE Ltée
7, rue Saint-Jacques ouest
Montréal, Qc
H2Y 1K9

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ APP. _____
CODE POSTAL _____ TÉL. _____
DATE DE NAISSANCE _____

Je suis abonné(e) à LA PRESSE J'achète LA PRESSE en kiosque

Quel est le seul prêt-auto à garantir la valeur de rachat de votre voiture après 3 ou 4 ans?

LE PRÊT-RACHAT ROYAL.

- Option de prêt à taux fixe ou variable
- Financement pouvant couvrir le prix d'achat à 100%
- Assurance-vie sans frais
- S'applique aux autos neuves et aux autos d'occasion 84 et 85
- Possibilité de remboursement anticipé, sans pénalité
- Si désiré, mensualités considérablement réduites. Vous payez capital et intérêt sur une partie seulement de votre emprunt

Demandez à la succursale de la Banque Royale de votre choix tous les détails au sujet du Prêt-Rachat Royal.



BANQUE ROYALE EXPO 86
LA BANQUE OFFICIELLE D'EXPO 86
Vancouver, Colombie-Britannique

Parlez-moi d'une banque... Royale!

© La Banque Royale du Canada. Tous droits réservés. *Marque de commerce de la Banque Royale du Canada. Brevet en instance.

QUÉBEC 85**3 JUIN****ÉLECTIONS PARTIELLES****Bertrand/Bourget/L'Assomption/Trois-Rivières**

Vote par anticipation

Parce qu'il ne vous sera peut-être pas possible de voter le jour même du scrutinDes bureaux de vote par anticipation seront ouverts les dimanche et lundi de la semaine précédant le jour du scrutin, **soit les 26 et 27 mai**.

Ces bureaux seront ouverts afin de permettre à certaines personnes qui ne pourront voter le jour du scrutin (3 juin) d'exercer leur droit de vote.

Les personnes admises à voter à ces bureaux, selon la Loi électorale, sont les suivantes:

- une personne handicapée
- un membre du personnel électoral
- une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente de sa section de vote le jour du scrutin, ou
- une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera incapable de voter dans sa section de vote le jour du scrutin.

Ces personnes devront se présenter au bureau de vote par anticipation auquel est rattachée la section de vote où elles sont inscrites, apposer, sous serment, leur signature dans le registre du scrutin et indiquer la raison qui les qualifie pour voter par anticipation.

Ces bureaux de vote par anticipation seront ouverts **de 14 h à 22 h, les dimanche et lundi 26 et 27 mai**.

Rappelez-vous que vous ne pourrez voter qu'au bureau de vote par anticipation auquel votre section de vote est rattachée.

BUREAUX DE VOTE PAR ANTICIPATION**BERTRAND**

Sections de vote: 1 à 40

CENTRE D'ACCUEIL JEANNE-CREVEUR151, rue de Muy
Boucherville (Québec)
J4B 4W7

Sections de vote: 41 à 85

HÔTEL DE VILLE500, rue Rivière-aux-Pins
Boucherville (Québec)
J4B 2Z7

Sections de vote: 86 à 131

1 978, chemin du Fer-à-Cheval
Sainte-Julie (Québec)
J0L 2S0

Sections de vote: 132 à 159

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE2 221, boul. René-Gauthier
Varenes (Québec)
J0L 2P0**BOURGET**

Sections de vote: 1 à 70

SALLE PAROISSIALE SAINTE-LOUISE-DE-MARILLAC2 890, rue Honoré-Beaugrand
Montréal (Québec)
H1L 5Y6

Sections de vote: 71 à 148

SALLE PAROISSIALE SAINT-DONAT6 807, rue de Marseille
Montréal (Québec)
H1N 1M6**L'ASSOMPTION**

Sections de vote: 1 à 108

ÉCOLE LONGPRÉ249, rue Lanoue
Repentigny (Québec)
J6A 1W2

Sections de vote: 109 à 198

ÉCOLE Tournesol120, rue Payette
Le Gardeur (Québec)
J5Z 3L9

Tous les bureaux de vote par anticipation sont aussi accessibles aux personnes handicapées.

Pour plus de renseignements, composez **SANS FRAIS: 1-800-463-4378** (de 9 h à 22 h, 7 jours par semaine).

Discovery fera l'essai de lasers de la guerre des étoiles au cours de sa prochaine mission

■ WASHINGTON — Le test d'un réflecteur laser lors de la prochaine mission de la navette *Discovery*, en juin, marquera la première participation concrète de la NASA au projet de défense anti-missiles dans l'espace, surnommé *guerre des étoiles* par ses détracteurs.

Ces essais, notent les observateurs, risquent parallèlement d'aviver les critiques soviétiques contre la militarisation de l'espace entreprise, selon eux, par les États-Unis. Tout porte à croire que Washington y rétorquera comme à l'habitude, en affirmant que l'URSS ne se prive pas non plus de tester des armes au laser et que ses cosmonautes se livrent à de nombreuses activités militaires à bord de leurs *Soyouz* et autres *Salout*.

Selon l'Organisation de l'initiative de défense stratégique (OIDS), *Discovery* embarquera un instrument destiné à étudier les capacités d'interception au laser d'objets évoluant sur orbite basse. Il s'agira, a précisé l'OIDS cette semaine, d'une sorte de réflecteur de forme ronde et d'une vingtaine de centimètres de diamètre, qui sera fixé par l'équipage à l'un des hublots latéraux de la cabine de *Discovery*.

Un rayon laser de faible puissance installé sur l'île de Maui (Hawaï) sera braqué sur cet instrument à chaque passage de la navette au-dessus de l'archipel, a-t-on déclaré de même source.

Les armes au laser constituent l'une des technologies d'avant-garde étudiées par les États-Unis dans le cadre de leurs recherches sur une *défense anti-missiles dans l'espace*.

L'OIDS envisage de les déployer dans l'espace ou sur Terre, le rayon de la mort étant dans ce dernier cas réfléchi par un miroir orbital orientable vers la fusée à détruire.

Au cours d'une précédente expérience, a expliqué un porte-parole de l'OIDS au Pentagone, un laser a déjà réussi à intercepter un avion équipé d'un réflecteur similaire et volant à 10 000 mètres. La navette *Discovery*, elle, fera le tour de la Terre à plus de 200 km d'altitude.

En janvier dernier, la navette a déjà accompli une mission à caractère spécifiquement militaire. Il ne s'agissait cependant alors que de lancer un satellite espion.

À partir de 1987, a précisé l'OIDS, la navette spatiale effectuera chaque année deux missions spécialement destinées à tester les technologies du futur bouclier stratégique dans l'espace. Le *cargo de l'espace* est d'ailleurs destiné à participer activement à ce programme révolutionnaire, soulignent les spécialistes, car lui seul sera susceptible de placer sur orbite les différents éléments de ce rideau défensif.

Le lancement de *Discovery*, initialement prévu pour le 12 juin, a été reporté au 17 en raison de problèmes potentiels avec deux des quatre satellites qu'elle doit déployer. Deux astronautes étrangers — le Français Patrick Baudry et le neveu du roi Fahd d'Arabie saoudite, le sultan Salman Abdelaziz Al-Saoud — feront partie de l'équipage de sept personnes.

— AFP

VISITEZ NOTRE

SALON DE LA RÉNOVATION

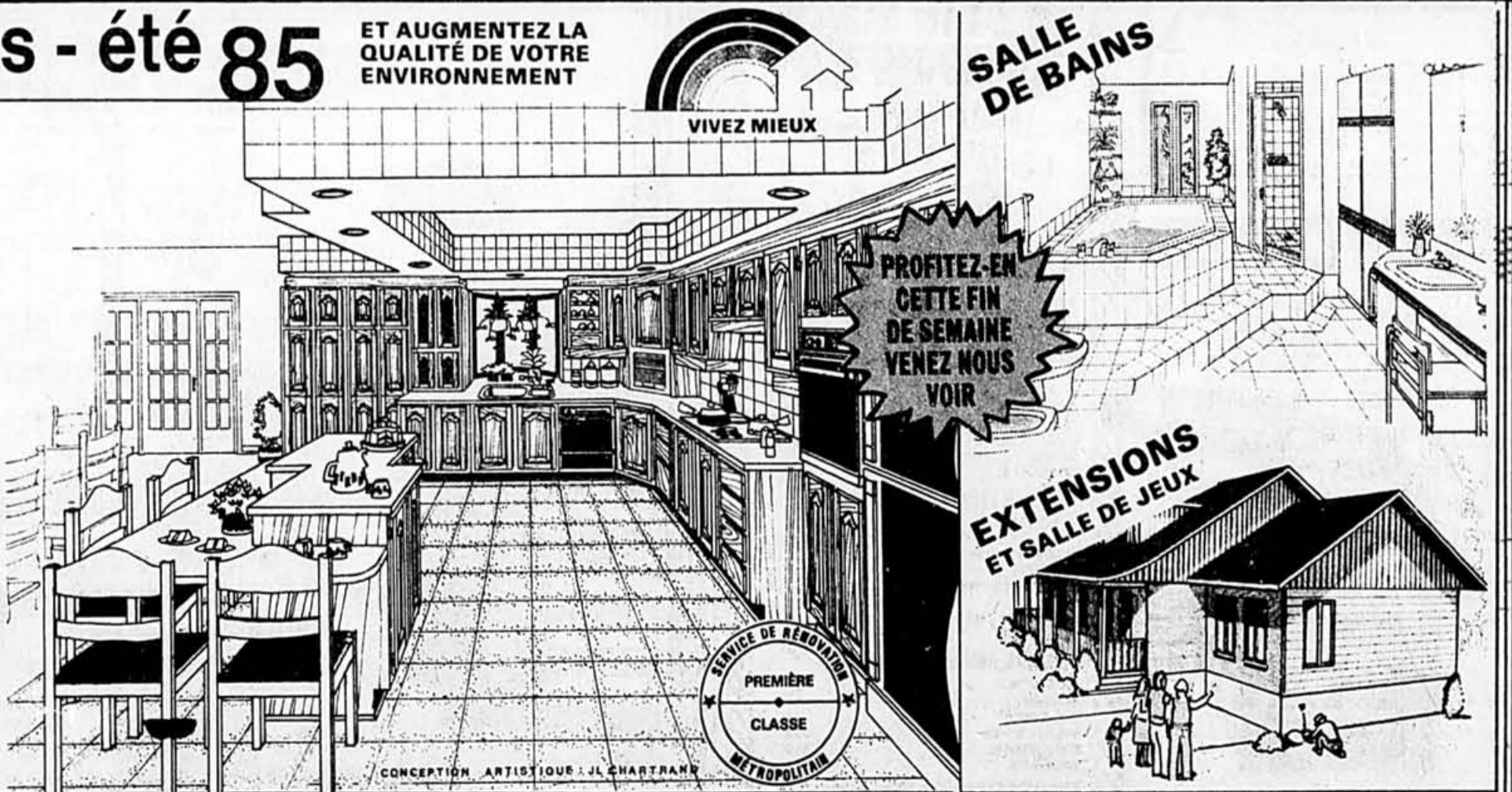
printemps - été 85

ET AUGMENTEZ LA QUALITÉ DE VOTRE ENVIRONNEMENT

VENEZ ADMIRER

LE MODÈLE DU MOIS

ET PROFITEZ DE

25%EN MOINS*
* QUE NOTRE LISTE DE PRIX ET CELLE DU MANUFACTURIER SUR LES MODULES

VOUS VERREZ ÉGALEMENT AU SALON

★ PLUSIEURS CUISINES PLEINE DIMENSION AVEC UN CHOIX DE PLUS DE 30 MODÈLES

★ SALLE DE BAINS

★ SALLE DE JEUX

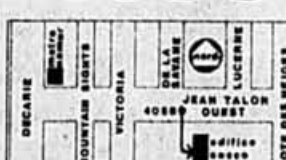
★ VENEZ VOUS INFORMER POUR TOUS VOS TRAVAUX DE RÉNOVATION

DISPONIBLE SUR PLACE

- EXPERTS EN AMÉNAGEMENT DE CUISINE
- PLANIFICATEUR
- CONSEILLER TECHNIQUE
- DESSINATEUR CONCEPTEUR
- TECHNICIEN EN ARCHITECTURE
- ESTIMATEUR PROFESSIONNEL
- CONSEILLER FINANCIER

PEINTURE ET NETTOYAGE
Nous n'offrons que la première qualité de peinture. Chaque surface en bois est d'abord sablée puis recouverte de 2 couches de peinture. C'est garanti pour une année. Pour rafraîchir la maison, nos experts lavent et sablent vos planchers, nettoient les vitres, murs, meubles et tapis. PROFITEZ-EN!

LE SALON EST OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE

4058 JEAN-TALON OUEST

VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

SUR LE CÔTÉ OUEST DE L'ÉDIFICE CESCO

LES APPAREILS MÉNAGERS SONT UNE COURTOISIE DE BACHAND LAVAL

NOS HEURES D'OUVERTURE SONT

Samedi 9 h à 16 h

Dimanche 11 h à 17 h

Du lundi au vendredi de 9 h à 20 h

ÉCONOMISEZ DU TEMPS, DES EFFORTS ET SURTOUT DE L'ARGENT AVEC

SERVICE DE RÉNOVATION

METROPOLITAIN

SYMBOLE DE QUALITÉ À JUSTE PRIX DEPUIS 1958

POUR UNE ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE APPELÉZ AU

482-0600

OUVERT LE DIMANCHE, MAIS LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE N'EST PAS DISPONIBLE

ACCUSÉ D'AVOIR TENTÉ DE TUER SA FEMME Von Bulow marque un point

PROVIDENCE, États-Unis (AFP) — M. Claus von Bulow, accusé d'avoir tenté de tuer sa femme, une riche héritière, pour s'approprier une partie de sa fortune, a marqué un point important lors de son second procès, le juge ayant décidé que le témoignage de son ancienne maîtresse ne pouvait être à nouveau utilisé contre lui.

Ce témoignage de Mme Alexandra Isles, une actrice qui a quitté les États-Unis il y a trois mois et semble se cacher en Europe, avait joué un rôle essentiel lors du premier procès de M.

von Bulow en 1982. Il avait alors été condamné à 30 ans de prison, une sentence depuis annulée pour vice de forme.

L'accusation soutient que M. von Bulow un conseiller financier d'origine danoise, avait tenté à la vie de sa femme diabétique en lui injectant des piqûres d'insuline, pour hériter d'une partie de sa fortune et pouvoir épouser sa maîtresse. Mme Alexandra Isles avait témoigné lors du premier procès qu'elle avait menacé de quitter son amant si celui-ci ne divorçait pas pour vivre avec elle.

LE BEAU TEMPS EST DE RETOUR PROFITEZ-EN POUR VOUS OFFRIR LES AUBAINES «BEAUX JOURS» DE SONY ET RADIO LORENZ

Discman, le plus petit lecteur de disques compact de Sony. Vous l'utiliserez avec casque d'écoute stéréo ou vous le brancherez sur votre système stéréophonique grâce à une prise auxiliaire, de manière à apprécier pleinement les nouveaux disques compacts.

OFFRE SPÉCIALE DE PRÉSENTATION \$419



SRF-20W RADIO STÉRÉO FM WALKMAN

- Indicateur à diodes
- Recepteur FM stéréo avec casque d'écoute
- Sélecteur local/éloigné

\$3695

WM-11 LECTEUR DE CASSETTES STÉRÉO

- Capacité métal

\$5495

WM-10 MKII LECTEUR DE CASSETTES STÉRÉO SUPER WALKMAN

- Le plus petit lecteur de cassette stéréo de la même dimension que la cassette
- Système Dolby

\$149

WM-F10-MKII SUPER WALKMAN Lecteur de cassettes stéréo avec radio AM/FM

- Lecteur Sony MDR-W 30 fourni
- Système Dolby
- Commutation pour écoute rapprochée ou à distance

\$199

CFS 7000 AM/FM

- Stéréo cassette à retour automatique
- Egalisateur à 5 bandes
- Commandes du bout du doigt
- Haut-parleurs détachables

\$339

CFS5000 AM/FM avec 5 bandes d'ondes courtes

- Cassette stéréo à retour automatique
- Egalisateur à 5 bandes
- Haut-parleurs détachables

\$239

RADIO LORENZ 115 STE-CATHERINE OUEST Stationnement Place des Arts 849-8229

SALON DE L'ARME DE COLLECTION

Samedi 25 mai 9 h à 17 h
Dimanche 26 mai 9 h à 15 h

Armes antiques et modernes, militaire, spies, carlouches, etc. Achat, vente ou échange.

Endroit: **ARÉNA WESTMOUNT**
Édifice voisin du Royal Montreal Regiment
4625, rue Sainte-Catherine ouest

Organisée par l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada.
Rens: 481-2012 Adm: 3,00\$ par personne
Prochaine exposition: 15 septembre 1985

Inventeurs demandés

Nous recherchons des inventeurs de toutes les régions du Québec pour participer au 2e Salon Le Monde des Affaires qui se tiendra au Centre Municipal des Congrès de Québec du 9 au 13 octobre 1985. Le «Super-marché de l'Invention» mettra en contact les inventeurs et les entrepreneurs, manufacturiers et distributeurs pour y conclure des affaires. Frais de participation peu coûteux, nombre d'inventeurs limité. Communiqués immédiats. (514) 288-3931 avec Santo Tringali au

LE MONDE DES AFFAIRES

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

HORLOGERIE, BIJOUTERIE, QUARTZ, CIRE PERDUE
PAR COPIES SPÉCIALES
Département spécial
Révisions des 740659

INSTITUT D'HORLOGERIE DU CANADA LTEE
1012, boul. Saint-Laurent
Montréal H2V 4K2
Tel: 523-7623

ÉCOLE DE COUPE ET DE COUTURE LAROSE INC.

- haute couture
- identification des tissus
- coupe à plat
- coupe moulage
- gradation des patrons
- ajustement personnel
- croquis de mode

JOUR ET SOIR
Parmis n° 749588

9904, boul. Saint-Laurent, angle Savoy, Montréal
Inscription dès maintenant pour juillet et septembre **381-5852**

CLUB STAN-BUY

ÉPARGNEZ JUSQU'À 50% SUR VOS VOYAGES

SPÉCIAL ENSOLEILLEMENT

FLORIDE	A+H+V	299
FREETORT	A+H	367
CANCON	A+H	367
PUERTO PLATA	A+H	367
BARBADE	A+H	413
CUBA	A+H+R	422
JAMAÏQUE	A+H(2)	551
QUADELOUPE	A+H(2)	543
SOSUA	A+H	413
CROISIÈRE	R	247

SPÉCIAL EUROPE

LONDRES	A	432
PARIS	A	439
MADRID & LISBONNE	A+H(2)	\$29 US
ATHÈNES	A+H	557 US
ISRAËL & ÉGYPTE	A+H(2)	743 US
ROME	A+H	464 US
EUROPE DE L'EST (6 PAYS)	A+H+T	650 US

SPÉCIAL AMÉRIQUE DU NORD

NEW YORK	A	121*
BOSTON	A	64*
TORONTO	A	86*
YANCOUVER	A	367
EDMONTON	A	312
CALGARY	A	312

FIN DE SEMAINE À NEW YORK
AVION ALLER-RETOUR, LOGEMENT POUR 2 NUITS
DÉPART VENDREDI ET RETOUR DIMANCHE
OCCUPATION QUAD

SEULEMENT 19900

IMPORTANT
LES PRIX SONT EN DOLLARS CANADIENS, BASÉS EN OCCUPATION DOUBLE.
LES PRIX MENTIONNÉS PLUS HAUT PEUVENT ÊTRE DIFFÉRENTS POUR CERTAINES DATES.
US Dollars américains, départ de N.Y., Boston
* Tarif pour les gens du troisième âge; autres prix un peu plus dispendieux.

MONTRÉAL: 514-284-3455
QUÉBEC: 418-648-8888
TROIS-RIVIÈRES: 819-378-2629
CHICOUTIMI: 418-696-0335

GRANDE VENTE ANNUELLE SUPER L'EAUGIQUE A DES PRIX INCOMPARABLES CHEZ TREVI



Comprenant: mur, structure, garantie 15 ans et équipement complet: filtre, écumoir, échelle sécuritaire ou deck, nécessaire d'entretien, sable, plomberie, pôle télescopique, crochet et thermomètre.

18' diamètre **\$1299** 24' diamètre **\$1499**

EXCLUSIF À PISCINES TREVI

PRIX L'EAUGIQUE \$5995 INSTALLATION INCLUSE
AVEC L'ACHAT D'UNE PISCINE HORS-TERRA
• Seulement 10% de dépôt à l'achat de votre piscine
• Pas de dépôt à la livraison • Pas de dépôt à l'installation
PAYEZ SEULEMENT 30 JOURS PLUS TARD

COUPON RABAIS JUSQU'À **\$1000** à l'achat de chlore HTH

ALGICIDE 2 POUR 1
Achetez-en un au prix régulier et obtenez un deuxième gratuitement

TOILES SOLAIRES à partir de **\$2995**

100 LB ou 45.4 KG **\$11995**
75 LB ou 34.1 KG **\$89.95**

PARTICIPEZ À L'EAU-TÔT de piscines TREVI et gagnez **\$15 000⁰⁰** EN PRIX dont un gros lot de \$4 500⁰⁰

CHLORE HICLON 100 lb **\$10995**

TOILES DE REMPLACEMENT 20g à partir de **\$11995**

MEUBLES PATIO 60 à 70% de rabais

SUPER SPÉCIAL CHAISE FLOTTANTE cadeau idéal pour seulement **\$3495**

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE

LES PISCINES

Heures d'ouverture
Lundi au vendredi: 9 h à 9 h p.m.
Samedi: 9 h à 6 h p.m.
Dimanche: 9 h à 6 h p.m.

LAVAL 515, boul. Labelle, Fabreville 622-9801
ST-LÉONARD 6852 Jean-Talon E. 255-7014
GREENFIELD PARK 214, boul. Taschereau 465-7701
CHATEAUGUAY 115, boul. St-Jean-Baptiste 698-2210

LE GRAND

M du Beau

ENSEMBLE BUDGET DE QUALITÉ \$274⁹⁹

Léger supplément pour couleur

Acier émaillé Blanc

DOUCHE EN FIBRE DE VERRE

Monopiece 30" X 32" X 72"

blanc et couleur **\$134⁹⁹**

Porte chromée **\$74⁹⁹**

CHAUFFE-EAU ÉLECTRIQUE

de marque canadienne
Garantie 5 ans
40 gals **\$144⁹⁹**
60 gals **\$194⁹⁹**

VANITÉ PROMOTIONNELLE

19" X 17" **\$59⁹⁹**
25" X 19" **\$89⁹⁹**
31" X 19" **\$99⁹⁹**

BAIN Patrasso

en acrylique 60" X 31" X 20"
\$399⁹⁹

Tourbillon **\$99⁹⁹**

ON FILIAULT

PORTE DE BAIGNOIRE

C.G.C. 1701-60S
cadre chromé, avec 1 miroir / 2 portes rayées

\$229⁹⁹

POMPE À PUISARD

à colonne

BURKE

\$59⁹⁹

Filiault distributeur léc

4465, des GRANDES-PRAIRIES ST-LÉONARD (MTL) **327-6000**

782 NOTRE-DAME REPENTIGNY **585-5520**

Spécial en vigueur jusqu'au 4 juin 1985

Conseils d'experts
Service hors-pair
Livraison rapide
Conc. des enfants

Le fisc américain entend toucher sa part de la « succession » de Capone

■ CHICAGO (AP) — Le célèbre gangster Al Capone est peut-être mort, mais les services fiscaux entendent avoir leur part du butin qu'il aurait pu éventuellement dissimuler.

Le Trésor public a informé les propriétaires d'un hôtel qui avait servi de quartier-général à Al Capone de leur verser \$800 000 sur ce que peut contenir la chambre forte située dans le sous-sol.

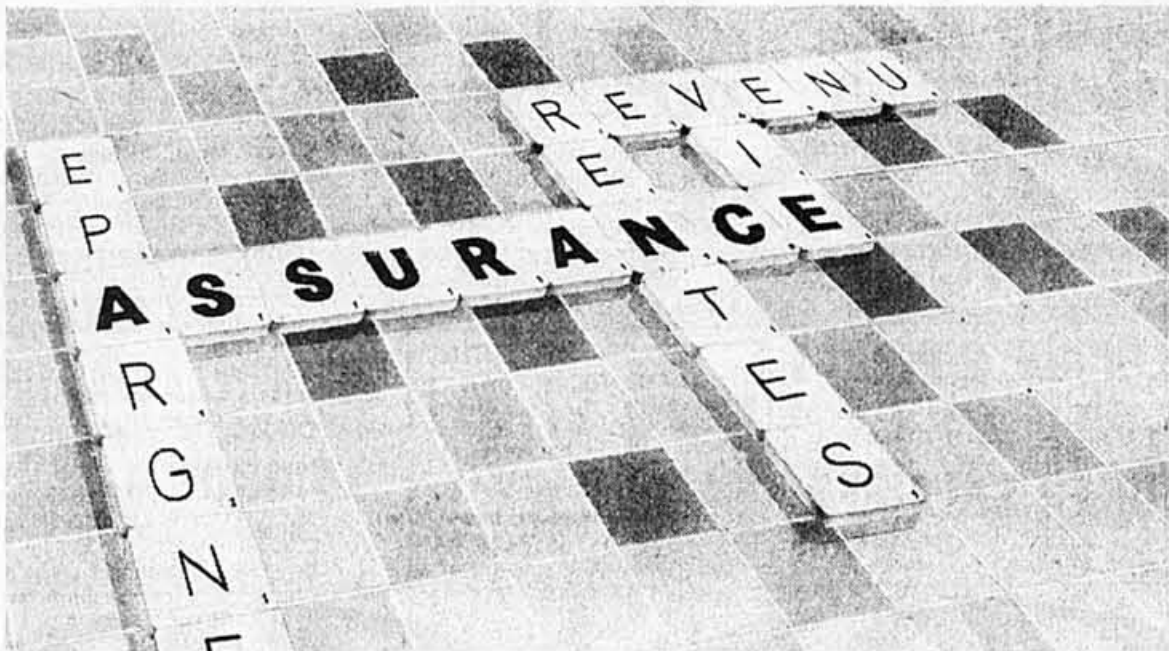
« Je ne pouvais pas le croire, a déclaré Patricia Porter, de la Fondation Sunbow, propriétaire de l'hôtel. Je leur ai demandé si en cas de découverte de cadavres, je devais en envelopper un pour leur envoyer ».

Cinq agents des impôts ont récemment remis à la fondation des documents attestant que depuis 1936, Al Capone était toujours redevable au fisc d'une somme de \$200 000 pour dé-

faut de déclaration ainsi que de \$605 000 représentant le montant des intérêts depuis 1947, date de sa mort.

L'hiver dernier, lors de la réfection de l'hôtel Lexington, des ouvriers avaient découvert une chambre forte.

La Fondation avait acheté l'hôtel pour le transformer en musée international de la femme et en appartements.



L'ASSUREUR-VIE DESJARDINS

«Une solution, une réponse»

L'assureur-vie Desjardins propose une solution à de multiples besoins de sécurité financière, tels l'assurance-vie, l'assurance d'une hypothèque, la protection du revenu, la planification de la retraite, la planification successorale, les régimes d'épargne-retraite, les régimes de rentes de retraite, l'assurance-salaire et l'assurance-accident et maladie.

Aux gens d'affaires, l'assureur-vie Desjardins apporte une réponse à leurs besoins: assurances et rentes pour leurs employés, transmission de l'entreprise au décès ou en cas d'invalidité, convention d'achat-vente entre associés, assurance sur la vie des personnes-clé, programme de rémunération différée et de couverture de crédit.

L'assureur-vie Desjardins peut offrir le bon service au bon moment.



**Assurance-vie
Desjardins**

à chaque passage de la vie

LES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER VONT ENCORE PLUS LOIN et vous disent encore une fois *Merci Grand Montréal*

9,9%

Les concessionnaires Plymouth et Dodge du Grand Montréal veulent encore une fois vous remercier en vous offrant une sélection de voitures et camions neufs 1985 au bas taux de financement à 9,9%. Cette offre se termine le 31 mai 1985.

CETTE OFFRE SE TERMINE LE 31 MAI 1985

- | | | | |
|--------------------|--------------------|------------------------|----------------------|
| VOITURES | • Plymouth Turismo | • Chrysler Daytona | CAMIONS |
| • Dodge Omni | • Dodge Aries | • Dodge Lancer | • Dodge Ram 50 |
| • Plymouth Horizon | • Plymouth Reliant | • Chrysler LeBaron GTS | • Dodge Power Ram 50 |
| • Dodge Charger | • Chrysler Laser | | |

Offre valable pour les modèles 1985 éligibles et en inventaire chez les concessionnaires participants; on doit acheter et prendre livraison au détail du 6 mai au 31 mai 1985. Offre non valable pour les véhicules de parcs ou de location. Tous les détails chez les concessionnaires participants.

*Taux offert aux acheteurs qualifiés, pour le plein montant à crédit pour toute la durée du contrat, maximum 48 mois, par l'entremise de Crédit Chrysler Ltée.



Chez Chrysler, notre seule ambition c'est d'être les meilleurs.

CHRYSLER

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER DU GRAND MONTRÉAL

- | | | | | |
|---|---|---|---|--|
| AU NORD:
Automobiles Plymouth
Chrysler Laurentien
2525, boul. Laurentien
St-Laurent 335-0500
Boulevard Dodge Chrysler
330, boul. Crémazie
Montréal 389-7871
Babin Automobile
10650, rue Lajeunesse
Montréal 389-8271 | A L'EST:
Automobiles Fergues
15949, rue Sherbrooke est
Montréal 642-7411
Longue Pointe Chrysler
Plymouth
7150, boul. Langelier
Montréal 256-5092
Touchette Automobile
2175, av. Papineau
Montréal 526-6691 | A L'OUEST:
Pointe-Claire Plymouth Chrysler
335, boul. Brunswick
Pointe-Claire 694-8333
Automobile Jarry
2090, boul. St-Joseph
Lachine 637-2345
Champlain Dodge Chrysler
3350, rue Wellington
Verdun 761-4801
Dollard Newman
Plymouth Chrysler
8550, boul. Newman
LaSalle 363-5000 | Lasalle Automobile
7635, boul. LaSalle
LaSalle 366-7818
A LAVAL:
Automobiles Plymouth
Chrysler de Laval
1058, boul. des Laurentides
Laval 668-8080
Landry Automobile
103, boul. Labelle
Laval 625-0733
Desmeules Dodge Chrysler
1400, boul. Labelle
Laval 682-1700 | RIVE-SUD:
Rond-Point Dodge
& Chrysler
5055, boul. Cousineau
St-Hubert 656-4110
Lucerne Automobiles
(Candiac) Ltée
185, boul. de l'Industrie
Candiac 659-5474
Langueuil Dodge Chrysler
770, rue St-Charles ouest
Langueuil 674-1571 |
|---|---|---|---|--|

EN ACHETANT DIRECTEMENT D'UN MANUFACTURIER À VOTRE SERVICE DEPUIS PLUS DE 20 ANS.

chez PISCINE

Fibro

CANADA LTÉE
(PISCINES FIBRE DE VERRE)

GARANTIE
Directement du
MANUFACTURIER
et non du
DISTRIBUTEUR

CARACTÉRISTIQUES:

- piscine, fibre de verre (3 / 8" approx.), moulée en une seule pièce.
- Deux marches de sécurité tout autour.
- Jamais de toile à remplacer.
- Isolation du bassin en polyuréthane
- S'installe à l'intérieur comme à l'extérieur.

- Choix de 3 modèles.
- Spécialiste d'installation à l'intérieur

AUSSI DISPONIBLE: MAGNIFIQUE MEUBLES DE JARDINS

TOUT NOUVEAU
Votre piscine **FIBRO** est équipée d'un bain tourbillon et thérapeutique.

Sortie 16 de l'autoroute des Laurentides
Franchises disponibles

1456 - 95e Ave., Fabreville, Laval - 622-2664



Un nouvel emballage fraîcheur.

Tous les matins, des milliers de gens savent reconnaître la fraîcheur du bon pain blanc Weston. Maintenant, grâce à son nouvel emballage, vous pouvez non seulement palper sa fraîcheur, la sentir mais aussi... la voir! Alors, pour reconnaître un pain frais du matin, recherchez d'abord le nouvel emballage du pain blanc Weston et ensuite découvrez toute sa fraîcheur.

Weston, le pain frais du matin.